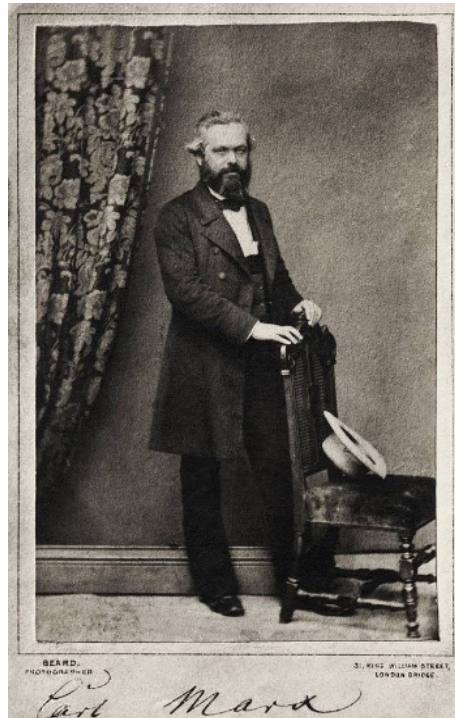


Tai-Chi sous neuroleptique



Gloses marginales
sur le CME

En réponse à
Jean-Claude Delaunay,
Alain Badiou,
Robert Linhart et Michel Clouscard



« EN FRANCE, ON TROUVE TOUJOURS UN CITOYEN
DE COURAGE ET DE BON SENS POUR FAIRE HONTE,
PAR SON EXEMPLE, À LA FOULE STUPIDE. »

Gaston Leroux - « Le fauteuil hanté »

Avant-Propos

Premier commentaire de l'article
de Jean-Claude Delaunay

Cher Jean-Claude,

un bref petit commentaire à propos de ton article qui justifierait une critique plus développée mais que je n'ai pas le temps de rédiger en ce moment, étant continuellement "au four et au moulin" de ma petite entreprise collective - qui connaît la crise mais l'affronte, assez efficacement - notamment en exploitant "dialectiquement" les contradictions internes des mesures "contra-cycliques" actuellement concoctées par l'appareil d'État.

La notion « capitalisme monopoliste d'Etat » telle que pondue par Boccara est non seulement complètement étrangère au corpus de Marx comme à celui de Lénine, mais elle est simplement absurde selon la conception par Marx du mode de production capitaliste : L'État, quelle qu'en soit la forme historique et politique ne saurait « *accumuler* » du Capital, *il est plutôt là pour le dépenser, il ne capitalise pas, il n'est pas le sujet du Capitalisme.*

Raison pour laquelle Marx n'évoque jamais rien de tel.

Quant à Lénine il évoque - dans la logique de Marx - la forme monopolistique du capitalisme, pour analyser les conditions historiques et économiques de sa propension à l'impérialisme.

Le fait qu'un État soit dirigé et administré par un appareil au service des intérêts de la bourgeoisie n'en fait pas un « actionnaire » et s'il y a bien une forme de « dépérissement de l'État » qui s'est manifestée depuis la fin des « trente glorieuses » (beaucoup plus sûrement et efficacement que celle promue par la « rebellitude » petite bourgeoise libertaire), c'est bien celle qu'ont promue les libéraux pour liquider l'État comme instance susceptible d'imposer une hétéronomie politique du corps social à l'égard de leurs intérêts de classe.

Une hétéronomie en contradiction avec l'ordre économique et le démocratisme bourgeois dominant, assumée par un État « totalitaire », fruit du renversement de la dictature de la bourgeoisie par

celle du prolétariat, c'est à dire celle des exploités, imposée à la classe dominante jusque là les rapports sociaux, par le pouvoir d'État.

Pour Marx, comme pour Lénine - comme pour Hegel dont ils adoptent les vues sur ce point là - l'État reste le « lieu » *du* politique. Or, parler de capitalisme d'État revient à « naturaliser » l'État comme lieu *d'origine* et *destination* de l'économie, selon une logique de confusion réciproque.

La critique par Marx de l'Économie politique consiste par principe et par méthode, à faire exactement le contraire.

De là l'inanité et l'inconsistance de tous les commentaires, illusoirement marxistes, qui s'appuient sur cet oxymore du CME... et s'il y a une seule formule sensée et légitime d'Althusser (paraphrasant Barthes) c'est bien celle qui lui fit qualifier le CME de « *degré zéro de la théorie marxiste* ».

Il aurait plutôt dû dire : degré zéro de la théorie *des marxistes* ou prétendus tels, du genre Boccara ou... Althusser.

Rappelons encore une fois que selon Marx , « il faut toujours distinguer entre :

- le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques

- et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. »

On cherchera vainement ailleurs une définition plus claire de la *conscience de classe*.

Fraternellement

Dominique

1

Jean-Claude Delaunay

Le débat

Jean-Claude Delaunay : Cher Dominique,

À mon tour de m'excuser de répondre à ta lettre avec retard. D'autant que je n'ai pas, en Chine, à supporter de confinement, et comme toi, à gérer "ma petite entreprise" et tout ce que cela comporte de servitudes. Pour commencer, je te remercie très sincèrement d'avoir quand même pris le temps de m'envoyer ce message, critique et sympa à la fois. Je laisse de côté la SEF qui mérite un examen beaucoup plus profond que celui auquel j'ai procédé.

Je dirai juste quelques mots de ta critique du CME sous le prétexte théorique que l'État relèverait du politique.

Dominique Mazuet : Cher Jean-Claude,

Ça n'est pas un « prétexte »...

et d'autant moins que ça n'est pas ce que je dis !

Et comme tes quelques mots, auxquels je vais m'efforcer ici de répondre aussi scrupuleusement que je peux, ne font que réitérer des contresens accumulés déjà bien avant ceux de Boccara et ses émules des années 70, je ne vais pas pouvoir, quant à moi, me contenter de « quelques mots ».

Pour anti-paraphraser Raffarin: « *la pente est rude mais la route est droite...* », figurant celle qu'il me faut gravir pour affronter *l'opportunisme* petit-bourgeois qui marque la période, sur le modèle parfaitement décrit par Lénine, 50 ans plus tôt, comme symptôme du « *Parasitisme et de la putréfaction* » qui n'ont cessé de « composer » depuis. Un aspect de la question qu'en référence à Lénine je vais largement développer...

À vrai dire, j'ai profité de cette occasion pour aborder quelques problèmes théoriques qui préoccupent aujourd'hui nos petits camarades et qui pour moi tiennent à la profonde extériorité à la pensée philosophique et économique de Marx, dont attestent les doctrines qu'ont acculturé puis répandu depuis les années 60 les « intellectuels engagés » français, sur fond de conformisme corporatiste universitaire. Une idéologie que Lénine qualifiait *d'opportunisme* petit-bourgeois et dont J-P. Garnier désigne assez bien la variante « moderne » comme « marxisme lénifiant » pour la démarquer du marxisme de Lénine.

Tu excuseras le caractère parfois un peu « propédeutique » de ce qui suit, mais je l'ai rédigé aussi (et surtout) en réponse à nos jeunes camarades marxistes néophytes, avec le projet d'inclure cette « glose marginale sur le CME » parmi les contributions pédagogiques déjà élaborées dans le cadre de la « F.F.C.C. », à l'usage de leurs collègues ou condisciples plus mal lotis.

C'est aussi à cet usage que j'incorpore dans cette « glose » mes réponses aux objections qu'Alain Badiou m'a adressées à la suite des commentaires qui ont suscité ta propre réponse. Car, un des constats que j'ai pu faire au fil de ces dernières décennies de fréquentation de notre appareil idéologique « d'État », du moins parmi ses membres censément marxistes ou « marxiens », c'est qu'une de ses carences les plus dommageables trouve son origine foucaldo-althusserienne dans l'incompréhension « spécifique » que suscite la philosophie de Marx chez les profs d'économie et symétriquement celle de sa critique de l'économie bourgeoise chez les profs de philo (sans parler des sociologues !).

Il y a maintenant bien des années que j'ai pu vérifier « empiriquement » l'aphorisme de Clouscard : « *Ies idéologues de la bourgeoisie ont inventé les sciences-humaines pour conjurer Marx* ». D'où mon souci de clarifier ces choses à l'intention de celles et ceux pour qui elles restent confuses, et de tordre ainsi le cou, une fois pour toute, aux sornettes réformistes « dont le CME est le nom », un pataquès que ses adeptes traînent comme un boulet ... et dont j'espère enfin parvenir à te délester, avec eux.

C'est en tout cas ce à quoi je vais m'efforcer dans la longue réponse qui suit, pour qu'on puisse enfin passer à autre chose que ces délibérations byzantines sur la sexualité des « business angels » universitaires.

Première objection de J-C.D. :

J-C. D. : Marx est mort en 1883, Engels en 1895. Le capitalisme est alors en pleine crise. Je me suis efforcé d'en retracer l'évolution, dans le dernier livre que j'ai publié chez Delga, à l'aide du concept, repris de Boccara, de suraccumulation durable du capital, pour montrer que le capitalisme industriel de libre concurrence est atteint de cette maladie pour lui mortelle et que le CME fut un essai de la part du Capital financier (traduisons : de la grande bourgeoisie monopoliste) de surmonter cette maladie mortelle.

Marx et Engels n'ont pas connu la fin de cette période de crise longue dont le retournement est généralement fixé en 1896. Mais Lénine fait l'analyse de cette crise. Il retient que l'exportation de capital est sans doute, parmi les 5 traits qu'il énonce, le trait économique le plus important de cette période.

Il parle alors explicitement de capitalisme monopoliste d'État et d'Impérialisme, et on ne peut dire, comme tu le fais, que Lénine n'a pas donné de signification économique particulière à son concept de CME qu'à la condition de dire simultanément que le trait économique majeur de cette nouvelle période serait pour lui l'exportation de capital, mais que les autres traits, en particulier les dépenses militaires et la guerre, ne seraient que des manifestations politiques de l'essence de l'État dans le système du capitalisme industriel.

D.M. : Je sais pas trop où tu as lu, dans mon commentaire que j'avais « dit » que « Lénine n'a pas donné de signification économique particulière à son concept de CME ». Ce genre d'objection semble valider mes conclusions sur ton « mode de lecture » tant de

ma modeste prose que de celle de Lénine ou Marx, car... je dis et j'écris exactement le contraire de ce que tu as « lu ».

Ce que je peux en revanche te *re-dire* - donc en persistant et signant - c'est que le « concept de CME » que tu réfères n'est nullement « son » concept et que ceux qui en tirent des « nouveaux paradigmes » du genre de la « *suraccumulation durable* » en prétendant les puiser dans la brochure de Lénine « *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme* » sont soit des ignorants candides, soit des charlatans « *opportunistes petits-bourgeois* » (nommément désignés ainsi dans le texte de Lénine), soit - c'est le cas le plus fréquent et j'ai bien peur que ce soit le tien – des brebis égarées par les panurges des deux premières catégories.

Ce que je peux inversement t'accorder c'est que Lénine évoque explicitement un « *processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État*. », mais dans une autre brochure, rédigée en 1917, un an après « *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme* », donc en plein processus révolutionnaire.

Dans la préface à la première édition de « *L'État et la Révolution* », alors que pointe la guerre civile révolutionnaire, Lénine s'interroge sur une question politique à ses yeux primordiale :

« La question de l'État revêt de nos jours une importance particulière *au point de vue théorique comme au point de vue politique pratique*. La guerre impérialiste a considérablement accéléré et accentué le *processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État*.

La « question de l'État » y est donc le « complément d'objet » théorique dont se saisit Lénine et il y annonce pourquoi cette question est d'une brûlante actualité militante pour les communistes bolchéviques en 1916 : *la situation de guerre impérialiste*. L'État russe y est donc *en question*.

Il l'est *au sujet de* la théorie qu'il s'agit de produire *de* cet objet « politique pratique » avec toutes les déterminations concrètes qui sont alors identifiables, au premier rang desquelles la guerre impérialiste qui menace de le détruire. Puis Lénine précise son propos :

« La monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'État, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus. Les pays avancés se transforment — nous parlons de leur "arrière" — en bagnes militaires pour les ouvriers. »

Ce propos - autrement dit ce qu'on désigne comme « *sujet* » dans la novlangue actuelle mais qui est proposé par Lénine *en tant qu'objet distingué dans un phénomène qu'il s'agit pour Lénine d'analyser politiquement* – cet objet est l'État et son propos est donc de pointer d'entrée *l'aliénation* de l'État. L'État est présenté par Lénine comme instance du politique, aliénée aux intérêts économiques des « *groupements capitalistes tous puissants* » qui s'affirment comme tels.

Le moment historique est celui de la guerre impérialiste qui oppose désormais les « pays avancés », tandis que leurs « arrières » coloniales aussi bien que métropolitaines sont transformées en « *bagnes militaires pour les ouvriers* ». Je vais évidemment revenir là-dessus, comme sur les crises du capitalisme « *après Marx* » et l'idée de « *surraccumulation durable* ». Mais il est utile de bien clarifier d'emblée cette « philologie » et, au fil de son explication de texte, son contexte documentaire.

Le moment dialectique est celui de la révolution russe. Le vocable « capitalisme monopoliste d'État », absent de la brochure de 1916 est évoqué en revanche, en deux occurrences au fil de la brochure de 1917.

D'abord au chapitre 6.

LE BILAN D'UNE RÉVOLUTION

« Nul doute que ce soient-là les traits communs à toute l'évolution moderne des États capitalistes en général. En trois années, de 1848 à 1851, la France a montré sous une forme nette et ramassée, dans leur succession rapide, ces mêmes processus de développement, propres à l'ensemble du monde capitaliste.

Plus particulièrement, l'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme par voie de croissance en capitalisme monopoliste d'État — montre le renforcement extraordinaire de la "machine d'État", l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres.

Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit sans nul doute sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la "concentration de toutes les forces" de la révolution prolétarienne en vue de la "destruction" de la machine d'État.

Par quoi le prolétariat la remplacera-t-il ?

La Commune de Paris fournit à ce sujet une documentation des plus instructives. »

La deuxième occurrence vient à la fin, au chapitre 16. , référant de nouveau Engels et le débat politique autour du réformisme (Kautskyste) :

CRITIQUE DU PROJET DE PROGRAMME D'ERFURT

« Lorsqu'on analyse la doctrine marxiste de l'État, on ne peut passer sous silence la critique du projet de programme d'Erfurt adressée par Engels à Kautsky le 29 juin 1891, — et qui ne fut publiée que dix ans plus tard dans la *Neue Zeit*, — car elle est consacrée surtout à la critique des conceptions opportunistes de la social-démocratie dans les problèmes relatifs à l'organisation de l'État.

Remarquons en passant que, sur les questions économiques, Engels fournit également une indication des plus précieuses, qui montre avec quelle attention et quelle profondeur de pensée il a suivi les transformations du capitalisme moderne, et comment il a su pressentir ainsi, dans une certaine mesure, les problèmes de notre époque impérialiste.

Voici cette indication : au sujet des mots "absence de plan" (*Planlosigkeit*), employés dans le projet de programme pour caractériser le capitalisme, Engels écrit :

"... si nous ***passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la production privée, mais encore la cessation de l'absence de plan***" (*Neue Zeit*, 20e année, 1901-1902, tome I, p. 8).

Nous avons là ce qu'il y a de plus essentiel dans l'appréciation théorique du capitalisme moderne, c'est-à-dire de l'impérialisme, à savoir que ***le capitalisme se transforme en capitalisme monopoliste***.

Ceci est à souligner, car ***l'erreur la plus répandue est l'affirmation réformiste bourgeoise prétendant que le***

capitalisme monopoliste ou le capitalisme monopoliste d'État n'est déjà plus du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de "socialisme d'État", etc.

Naturellement, les trusts n'ont jamais donné, ne donnent pas jusqu'à présent, ni ne ***peuvent donner une planification intégrale. Ils introduisent pourtant une planification*** ; les magnats du Capital escomptent par avance le volume de la production à l'échelle nationale ou même internationale et règlent cette production d'après un plan, mais nous restons cependant en régime capitaliste, dans une nouvelle phase, certes, mais indéniablement en régime capitaliste.

Le fait que ***ce capitalisme est "proche" du socialisme*** doit constituer, pour des représentants véritables du prolétariat, un argument ***en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité, de l'urgence de la révolution socialiste, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution*** et les tentatives de farder le capitalisme, ***à quoi s'emploient tous les réformistes.*** »

Il est facile de s'apercevoir ici que cette « proximité » entre capitalisme et socialisme, associée à celle de d'économie planifiée est à l'origine de l'embarras de Lénine dans sa réflexion sur l'État socialiste porteur de la socialisation à construire.

Pour résumer :

- Partant d'une critique du « réformisme » (Kautsky, etc.) et de l'opportunisme politique, dans un moment de la révolution russe où la problématique de l'État socialiste est devenue comminatoire,

- Lénine rappelle que *le capitalisme en tant que mode de production est strictement associé à une détermination de la production/circulation par le marché* ;
- que par la médiation de son appareil bancaire, stimulé par les nouveaux marchés coloniaux, il est en mesure d'appliquer une forme de *planification* de l'usage des forces productives, optimisant la concentration du processus économique, par une *manipulation planifiée du marché* ;
- que, d'autre part, la *planification* comme gage de *socialisation* « intégrale » de l'économie est vue comme contradictoire de l'économie « *de marché* » et à ce titre comme fondement de la *transition socialiste de l'économie* ;
- Lénine en arrive à décrire et dénoncer une forme de *planification capitaliste monopoliste* déterminant le processus de production et circulation *en amont du marché*.
- Il la distingue de la « *planification intégrale* » dont est tributaire la « *socialisation intégrale* » de l'économie, « selon un plan ».
- Il la décrit comme manipulation du marché déterminant le procès de production dans une logique d'accumulation « consolidée », en contradiction avec le principe de « liberté » libéral (circulation « libre et non faussée » en vue d'une libre production/circulation/consommation/accumulation).
- Il en résulte un *capitalisme monopoliste* qui étant tributaire d'une *planification* des ressources qu'il mobilise prend un tour socialisé, mais *promu par l'appareil financier et légitimé par un pouvoir d'État aliéné aux intérêts de la bourgeoisie*.
- D'où l'illusion que « *le capitalisme monopoliste d'État n'est déjà plus du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de "socialisme d'État" »*

Pour Lénine il s'agit avant tout de dénoncer une *révision* opportuniste dite « réformiste ».

« *L'erreur la plus répandue* » que dénonce Lénine c'est précisément « *ce dont le CME est le nom* » dans le discours des idéologues « post-marxistes ». Cette illusion révisionniste, est au cœur de l'idéologie qui la propage parmi l'opportunisme « de gauche », relayée symétriquement par le « *mouvementisme* » gauchiste et le régulationnisme libéral.

En pratique cette illusion révisionniste revient

- soit à ne plus considérer la transformation révolutionnaire des rapports de production comme nécessaire ou même souhaitable, ce sont les libéraux « démocrates » également connus comme « radicaux socialistes » ;

- soit à ignorer comme le rappelle Lénine : « *le fait que le communisme procède du capitalisme, se développe historiquement à partir du capitalisme, résulte de l'action d'une force sociale engendrée par le capitalisme* » et que « *on ne trouve pas chez Marx l'ombre d'une tentative d'inventer des utopies, d'échafauder de vaines conjectures* »¹, pour s'en remettre au « chaudron » des alchimistes de la rebellitude, ceux-là sont les libéraux « libertaires ».

À partir de là, *tout* étant politique *et en même temps* économique, rien ne l'est spécifiquement, et l'État par nature « totalitaire » ne peut investir cette totalité qu'aux dépens de ses « sujets ».

À défaut d'une ego transcendantal, la production sera donc dotée d'un transcendantal égotiste, une « éthique » morale visant à la rendre plus « naturelle », « responsable » et « respectueuse » en corrigeant ses « excès ».

L'État quant à lui est réduit à une simple « intentionnalité » sur le mode positiviste Husserlien. Il n'a plus d'objet mais une « visée » sociale, consistant à rendre effective, à « réaliser » la fantasmatique

1 Voir plus loin à la section « Fin de l'Histoire »

« socialisation intégrale » où le « commun » (citoyen) abolit les classes sociales.

C'est ça l'idéologie du CME et c'est là le cœur de la controverse qui nous oppose, comme bien d'autres avant nous... et depuis un bon moment.

Accumulez, suraccumulez,
il en restera toujours quelque chose...

La manière dont Lénine intitule ses brochures dénote leur fonction politique en distinguant leurs objets successifs, qu'expliquent aussi leur chronologie et les circonstances historiques et politiques de leur rédaction. Il n'y a aucun doute sur le fait que « l'ennemi principal », nommément désigné y est le « réformisme ». Car ça n'est évidemment pas directement l'impérialisme que Lénine se propose de combattre politiquement et socialement, mais ses agents au sein même de la société civile russe.

Je me contenterai à ce stade d'observer ce « paradoxe » assez cocasse qu'avec les tenants « post-modernes » du CME on a une révision opportuniste² (dans le contexte de la « déstalinisation ») qui aboutit à réitérer précisément « *l'erreur la plus répandue* » que dénonce Lénine, mais en l'inversant symétriquement : « *l'affirmation réformiste bourgeoise* » prétend désormais que « *le socialisme planifié ou socialisme monopoliste d'État* » n'est déjà plus du socialisme, qu'il peut dès lors être identifié à du "*capitalisme monopoliste d'État*".

2 De fait toutes les révisions de Marx ont nécessairement un caractère opportuniste.

L'URSS est dans le viseur et « *La Chine est proche* »... la « guerre impérialiste » s'est *gelée* en « guerre froide », l'anti-totalitarisme pointe son faux nez.

C'est ce que je vais expliciter dans cette contribution.

Comme le rappellera fort justement Althusser, à la fin des années 70 (j'y reviendrai dans mes réponses à Alain Badiou), le CME que tu reprends à ton compte ne réfère pas le propos de Lénine dans la phase historique de l'accession au pouvoir des bolchéviques. Ce CME est historiquement et factuellement un « paradigme » conséquent à la déstalinisation qui fit suite au rapport Kroutchev : ce qu'on qualifiera généralement de « révisionnisme ».

Je reviendrai sur le tour révisionniste inhérent au « *concept moderne de CME* », mais voyons d'abord ton autre « nouveau paradigme » : la « *suraccumulation durable* ». Pour ce qui est de la « *suraccumulation* » elle est d'autant moins « durable » chez Marx qu'elle n'est évoquée... qu'*une fois*, au chapitre VIII du Livre III, consacré comme tu sais à la « *Loi de baisse tendancielle du taux de profit* », et dans un contexte assez clair et explicite pour disqualifier l'usage que tu en fais avec Boccaro.

On trouve, dans la section X sur « *Le développement des contradictions immanentes de la loi* », un passage intitulé de manière déjà très explicite : « *Pléthore de capital et surpopulation* » évaluant l'hypothèse d'une surpopulation relative, en regard de l'accumulation conséquente à la surproduction qui pourrait s'ensuivre. Marx y évoque la *surproduction de Capital*, pour la distinguer de la surproduction en général. Il y décrit cette surproduction de capital comme analogue à la surproduction de marchandise car relevant du principe moteur d'accumulation, de là le néologisme traduisible par « *suraccumulation* » ; illustrant le fait que le Capital étant au nombre des forces productives (mobilisées par le mode de production), le même tro-

pisme d'accumulation s'applique que pour la surproduction « en général »³.

« La surproduction de capital, qu'il ne faut pas confondre avec la surproduction de marchandise - bien que celle-là n'aille jamais sans celle-ci - revient donc simplement à une **suraccumulation**, et pour se rendre compte de ce qu'elle est (plus loin nous l'examinerons de plus près) il suffit de la supposer absolue et de se demander dans quelles circonstances la surproduction de capital peut se manifester dans toutes les branches de l'activité humaine. »

Marx s'empresse d'ailleurs de préciser qu'une telle surproduction ne peut se concevoir dans « l'absolu », puisque *la production capitaliste a précisément pour finalité l'accumulation de Capital !*

« Il y aurait surproduction absolue si la production capitaliste, qui a pour but la mise en valeur du capital, c'est-à-dire l'appropriation du surtravail, la production de la plus-value et la récolte du profit, cessait d'exiger du capital supplémentaire. ».

Marx va cependant se donner la peine de démontrer ce qui est déjà évident « en soi », et pour cela il se remet au tableau noir :

« Il y aurait donc surproduction si le capital avait pris, relativement à la population ouvrière, une importance telle qu'il y aurait impossibilité d'augmenter le temps absolu de travail ou la partie de la journée représentant le surtravail (cette dernière éventualité n'est pas à envisager puisque la demande de travail serait très forte et qu'il y aurait tendance à une hausse des salaires); ce qui aboutirait à cette situation

3 De la même manière que Marx distingue, pour les besoins de son exposé, la circulation simple, de la circulation générale qui inclut celle du capital.

que le capital accru de C à $C + \Delta C$ ne produirait pas plus ou produirait même moins de profit que le capital primitif C .

Dans les deux cas, il y aurait une baisse considérable et subite du taux général du profit, due à la modification de la composition du capital et résultant non du développement de la productivité, mais de l'accroissement de la valeur monétaire du capital variable (les salaires ayant haussé) et de la diminution du surtravail par rapport au travail nécessaire. »

C'est pourquoi Marx conclue ainsi cette démonstration, à propos de la « surproduction absolue de capital », dans cette section développant sa démonstration de la Loi de baisse tendancielle du taux de profit :

« Même dans l'hypothèse poussée à l'extrême que nous venons d'examiner, la surproduction absolue de capital n'est pas une surproduction absolue de moyens de production. Elle n'est qu'une surproduction des moyens de production *fonctionnant comme capital*, devant produire une valeur supplémentaire proportionnelle à leur augmentation en quantité. Et cependant elle est une surproduction, parce que le capital est devenu incapable d'exploiter le travail au degré qu'exige le développement « sain » et « normal » de la production capitaliste, qui veut tout au moins que la masse de profit augmente proportionnellement à la masse de capital et n'admet pas que le taux du profit baisse dans la même mesure ou plus rapidement qu'augmente le capital. ».

Approfondissons... du point de vue hypothétique de la « pléthore de population » :

« La surproduction de capital n'est jamais qu'une surproduction de moyens de travail et d'existence pouvant être appliqués, à l'exploitation des travailleurs à un degré déter-

miné, le recul de l'exploitation au-dessous d'un niveau donné devant provoquer des troubles, des arrêts de production, des crises et des pertes de capital. Il n'y a rien de contradictoire à ce que cette surproduction de capital soit accompagnée d'une surpopulation relative plus ou moins considérable. Car, les circonstances qui accroissent la productivité du travail, augmentent les produits, étendent les débouchés, accélèrent l'accumulation comme masse et comme valeur et font tomber le taux du profit, sont aussi celles qui provoquent continuellement une surpopulation relative d'ouvriers, que le capital en excès ne peut pas occuper parce que le degré d'exploitation du travail auquel il serait possible de les employer n'est pas assez élevé ou que le taux du profit qu'ils rapporteraient pour une exploitation déterminée est trop bas.

Lorsqu'on envoie du capital à l'étranger, on le fait, non parce qu'il est absolument impossible de l'employer dans le pays, mais parce qu'on peut en obtenir un taux de profit plus élevé. Ce capital est alors réellement superflu eu égard à la population ouvrière occupée et au pays; il existe par conséquent à côté d'une population relativement en excès et fournit un exemple de la coexistence et de l'action réciproque des deux phénomènes de la surabondance de capital et de la surabondance de population.

La baisse du taux du profit provoquée par l'accumulation engendre nécessairement la concurrence⁴. En effet, si cette baisse est compensée par l'accroissement de la masse du profit pour l'ensemble du capital social et pour les grands capitalistes complètement installés, il n'en est pas de même

4 Ici, au passage, un point essentiel qui est généralement source d'une parfaite incompréhension par nos « économistes marxistes vulgaires » : pour Marx ça n'est pas la concurrence qui provoque la baisse tendancielle du taux de profit... mais l'inverse, en raison de l'accumulation.

pour les capitaux nouveau-venus dans la production et qui doivent y conquérir leur place; pour ceux-ci la lutte s'impose, et c'est ainsi que la baisse du taux du profit appelle la concurrence entre les capitaux et non cette concurrence, la chute du taux du profit.

Cette lutte est accompagnée d'une hausse passagère des salaires entraînant une baisse passagère du taux du profit et elle se manifeste par la surproduction de marchandises et l'encombrement du marché. »

Tu peux déjà observer que cette casuistique (à visée ici purement apagogique) est totalement étrangère, voire contradictoire avec l'usage fait par Boccara des circonstances de crises du Capitalisme, aussi bien avant qu'après Marx, sans parler de la crise actuelle !

C'est d'ailleurs ce genre d'incompréhension fondamentale de la logique de Marx qui interdit aux « économistes vulgaires » de comprendre sa « critique des crises » et singulièrement de celle que nous connaissons depuis un an. Cette « dernière » se caractérisant par le fait qu'elle est produite non par une *sur-production* mais symétriquement par une *sous-consommation*, elle-même provoquée par l'arrêt « inopiné » de la *circulation* (donc de la consommation-réalisation de la valeur d'usage).

Phénomène qui en terme de baisse tendancielle du taux de profit a un résultat rigoureusement identique.

Ceci posé, bien conscient qu'il m'est souvent reproché d'asséner à la hache dialectique, des jugements laconiques et péremptoirs, sans m'embarrasser de contextualisation préalable ou d'argumentation développée, je vais m'efforcer de produire maintenant les « longues chaînes de raisons » qui légitiment et valident ma « synthèse *a priori* » et à l'emporte pièce marxiste.

Économie et Politique

« Read the fucking manual ! »⁵
(« Lisez le foutu manuel »)

Quand un utilisateur ou un collègue dans la panade les sollicite pour comprendre pourquoi et comment ils se retrouvent plantés, il est bien des cas où les informaticiens compétents répondent exaspérés, dans le *globish* coutumier de la « communauté » : « *Read the fucking manual* » !

C'est dans cette situation d'assistance technique suscitant une exaspération analogue que j'ai l'impression de me trouver confronté quand je suis sollicité pour ce genre de débat en rapport avec la critique par Marx de l'Économie politique. C'est ce qui suscite ce ton de lassitude véhémement qui me vient spontanément pour y répondre.

Sur les rapports de l'Économie et du Politique, que dit le *manuel* de compréhension raisonnée de l'Histoire et de nos sociétés que nous a laissé Marx ?

Il suffit de le lire... pour le savoir. Lisez votre foutu manuel avant de faire, dire ou écrire n'importe quoi en prétendant exploiter le « logiciel » Marx !

Une réponse que j'ai eu à faire bien des fois à mes petits camarades qui s'étonnaient de n'arriver à rien (autrement dit d'en arriver là où ils en sont) avec leurs élucubrations rabâchées sur la « réification », la « théorie du reflet », « l'hégémonie idéologique », le « CME » et autres bugs consolants du même genre.

Qu'est-ce que l'Économie Politique selon Marx ?

Marx ne fait pas mystère que dans sa discipline propre, visant la compréhension des « formations sociales » de l'humanité, en tant

5 Diction « globish » souvent proféré par les techniciens de l'informatique à l'intention de leurs solliciteurs usagers.

« qu'universel concret », autrement dit *la* science générique de l'homme comme *historique* et *social* (et non *les* sciences « humaines et sociales » ... l'humanité est « par nature » sociale !), il s'est explicitement proposé de s'intéresser à ce type de connaissances dites « vraies » et utiles. Utiles à *tous*, en tant que connaissables, formalisables, démontrées et - de ce fait – partageables et instructivement transmissibles à et *pour* « tous ».

Il est tout aussi clair sur le choix qu'il a fait de se consacrer à celle de ces sciences qui lui semblait la plus utilement instructive et collectivement féconde : l'*anatomie* (c'est le terme qu'il emploie) de la « société civile ».

Pour Marx c'est un point de départ empirique et un fondement épistémologique de la connaissance requise pour la compréhension critique des « formes de l'État ». Des formes qui expriment cette société civile, selon la logique intelligible des rapports qui s'y établissent. Ces rapports sont analysés par Marx en partant de ceux déjà théorisés par Hegel dans sa Philosophie du Droit, mais que Marx corrige par le constat qu'il résume ainsi :

« Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études, peut brièvement se formuler ainsi : ***dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles.*** L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. »

La Critique de Marx qui est l'objet du Capital – initialement intitulé « Critique de l'Économie Politique » - est donc l'analyse des rapports de production déterminant *l'infrastructure des formations sociales* et les *superstructures juridiques et politiques* qu'elles produisent, en sorte d'en tirer les *Lois immanentes du mouvement* qui les anime et explique leur devenir.

Cette analyse est conduite selon une logique héritée Hegel, et qu'on peut résumer comme suit :

- Poser l'objet d'étude - comme affirmation positive d'un processus historique,
- ce processus - comme totalisation concrète, d'un totalité « en cours »
- cette totalisation - comme celle de contradictions réciproques,
- ces contradictions - comme motrices de ce processus d'auto-négation continuée.

Contrairement à Hegel, Marx ne s'embarrasse ni de commencement ni de fin(s)...

Le renversement matérialiste par lequel Marx remet ainsi la dialectique idéaliste de Hegel « sur ses pieds » (car selon Marx , du fait du « mysticisme » de Hegel, sa logique « marchait sur la tête ») la débarrasse de toute astreinte téléologique (eschatologique, théologique ou autre). Il n'y a ni « transcendantal » , ni « auto-révélation » , ni commencement, ni fin(s) à concevoir, imaginer ou formuler comme préalable axiomatique pour connaître et comprendre les Lois objectives de ce mouvement.

Ce mouvement qu'on pourrait dire « ontologisant » de l'Être social est celui du devenir sur le modèle subjectif d'un *cogito* « socialisé » , où le *Je* est revendiqué pluriel pour devenir universel et s'inscrire dans la durée historique « de tous ».

Marx est philosophe *avant* de *devenir* économiste.

C'est en tant que philosophe qu'il oriente décisivement son travail scientifique sur « *l'agir* » plutôt que sur « *l'Être là* » et se distingue ainsi à la fois de Hegel et de ses épigones comme de leurs contradicteurs idéalistes ou positivistes (matérialistes bourgeois compris : Cf. thèses sur Feuerbach). Il ne s'en s'inscrit pas moins dans la tradition philosophique rationaliste. Il se reconnaît redevable à tous ceux qui pensèrent « *l'Être* » humain comme devenir, historiquement déterminé par un agir inhérent non pas à un « destin » mais à sa nécessité logique générale, identifiée comme sociale⁶.

« Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur *être social* qui détermine leur conscience ».

C'est donc « l'anatomie » de la société civile, de cet Être social concret que Marx va considérer *objectivement* comme *sujet* de ce qu'il définit alors comme *l'objet* de son analyse critique et de la totalisation (et non « synthèse ») qu'il y opère.

C'est une critique au sens classique des disciplines de la connaissance de l'Être social : la critique de la « science bourgeoise » de *l'économie politique*.

« Le premier travail que j'entrepris pour résoudre les doutes qui m'assaillaient fut une révision critique de la Philosophie du droit, de Hegel, travail dont l'introduction parut dans les *Deutsch-Französische Jahrbücher*, publiés à Paris, en 1844.

Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État - ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au

6 Et non pas comme *essence* se révélant à elle-même, dans son *existence*.

contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « société civile », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'*économie politique*. »

Marx s'efforce alors d'appliquer la maxime inaugurale qu'il énonçait dans sa préface à sa critique... de la *Philosophie du Droit* (la philosophie *politique* de Hegel).

N.B : Raison pour laquelle je recommande toujours aux néophytes de s'initier à Hegel par la lecture de ces principes de la Philosophie du Droit, pour ensuite lire la fameuse « Préface » de la critique qu'en fit Marx.

À titre inaugural (dans ses manuscrits de « jeunesse » en 1844), prolongeant sa critique « irrégieuse » préalable, il explicite de même son objet philosophique primordial, la *critique de la politique*, son sujet, sa méthode d'analyse :

« L'histoire a donc la *mission*, une fois que la *vie future de la vérité*⁷ s'est évanouie , d'établir la vérité de la vie présente. Et la première *tâche de la philosophie, qui est au service de l'histoire*, consiste, une fois démasquée l'image sainte qui représentait la renonciation de l'homme à lui-même, à démasquer cette renonciation sous ses *formes profanes*. La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique. »

N.B. : Paraphrasant Marx, on peut observer à quel point on assiste aujourd'hui à la *réanimation* de cette chimérique « vie future de la vérité », sous les espèces de cette eschatologie illusoire que

7 Celle que prétend donner la croyance religieuse.

dénonçait Marx, au bénéfice de l'exploitation et de l'oppression (durables et soutenables) du corps social par la classe *effectivement* dirigeante. Une classe bourgeoise identifiable à une « communauté » d'intérêts « dominants » qui quant à eux n'ont pas besoin d'une idéologie pour se « retrouver » et savoir ce qu'ils ont à faire pour « persévérer dans leur Être ».

Pour répondre complètement à ta question de séparation de l'économique et du politique, en rapport avec la problématique de l'État, quelques rappels sur ses aspects idéologiques me semblent utiles.

L'idéologie appliquée (à la lutte des classes)

L'idéologie dite dominante est une idéologie appliquée, sur le modèle dont vont s'autoriser des sciences sociales. Un mode de représentation élaboré et acculturé *par et pour* les « dominés » des classes moyennes *et non par la bourgeoisie dominante*. Tout naturellement son lieu de naissance, de conception et de diffusion est celui des « sciences sociales » avec leurs clercs appointés, leur appareil et leurs départements et laboratoires « spécifiques », des facultés à sciences-po (jusques et y compris nos « think-tank » actuels), dûment relayés par leurs collègues de l'appareil idéologique - public aussi bien que privé, car cet appareil idéologique n'est pas plus « d'État » que ne l'est le capitalisme monopoliste⁸.

C'est un préalable essentiel que de bien comprendre que l'idéologie dominante n'est pas celle de la bourgeoisie mais *un système de représentations promu par la bourgeoisie pour être produit par la petite bourgeoisie à l'usage de la classe moyenne*.

8 Contrairement à ce qu'affirmait Althusser, qui là encore se prit les pieds dans le tapis de ses contradictions.

Il y a une valeur d'échange de cette idéologie « appliquée », mais c'est sa valeur d'usage qui s'applique lorsqu'il faut fournir les psychotropes du refoulement caractérisant ce qu'on peut aussi qualifier d'inconscience de classe. Bien voir par exemple que ce que Gramsci, désigne comme *hégémonie* idéologique est de fait une production des élites petites-bourgeoises servant leurs intérêts propres, soumis à ceux de leurs « employeurs ». Bien comprise elle désigne l'idiome commun de la servitude volontaire « moderne », sa symbolique et sa rhétorique de vulgarisation. D'où le penchant dépressif, voire suicidaire, qui « *affecte* » ceux de nos « critiques critiques » de cette idéologie se figurant qu'ils doivent combattre cette « domination symbolique »⁹ en tant que « fausse conscience ». Alors qu'elle fonde *objectivement* - et « en pleine conscience » *refoulée* - l'expression individuelle de leur statut social.

C'est ce que Marx résume avec son ironie coutumière dans sa « Lettre sur Proudhon » :

« La nature de Proudhon le portait à la dialectique. Mais n'ayant jamais compris la dialectique vraiment scientifique, il ne parvint qu'au sophisme. En fait, c'était lié à son point de vue petit-bourgeois. Le petit-bourgeois, tout comme notre historien Raumer, se compose de “ d'un côté ” et de “ de l'autre côté ”. Même tiraillement opposé dans ses intérêts matériels et par conséquent ses vues religieuses, scientifiques et artistiques, sa morale, enfin son être tout entier. Il est la contradiction faite homme.

S'il est, de plus, comme Proudhon, un homme d'esprit, il saura bientôt jongler avec ses propres contradictions et les élaborer selon les circonstances en paradoxes frappants, tapageurs, parfois scandaleux, parfois brillants.

9 Article de foi Bourdivin...

Charlatanisme scientifique et accommodements politiques sont inséparables d'un pareil point de vue. Il ne reste plus qu'un seul mobile, la *vanité* de l'individu, et, comme pour tous les vaniteux, il ne s'agit plus que de l'effet du moment, du succès du jour. De la sorte, s'éteint nécessairement le simple tact moral qui préserva un Rousseau, par exemple, de toute compromission, même apparente, avec les pouvoirs existants. »

On pourrait facilement appliquer cette « grille de lecture » à la quasi totalité de nos intellectuels, tant « organiques » que « spécifiques » émergents dans les années 60.

Pour l'avoir expliqué dans mon dernier travail (LVLC), je ne vais pas revenir sur la manière dont la bourgeoisie s'emploie à promouvoir - à l'usage de la « société civile » - cette idéologie « dominante »¹⁰. Un usage dont la fonction sociale est de pérenniser « durablement » un système de représentations symboliques majoritairement admis ; un « champ symbolique » propice, favorisant son statut dans la production concrète et, par la même occasion, les « avantages acquis » qui en résultent à son profit.

Je joins cependant le petit texte sur les « renégats » qu'Alain Badiou à eu l'amabilité d'extraire pour moi de son prochain livre, en complément du témoignage « vécu » de Nicole Linhart.

Ils illustrent parfaitement le parcours social et idéologique des « intellectuels engagés »... dans cette période. Un période qui constitue en quelque sorte la « quatrième période » de la social-démocratie, pour reprendre celles décrites par Lénine dans « *Que faire ?* »¹¹

Partant de là, et du « cadre » théorique et historique dont *ce CME est le nom* - autrement dit le révisionnisme « opportuniste », je pré-

10 Bourdieu qui pourtant ne fut pas le dernier à la produire et diffuser, avait au moins la lucidité d'admettre que cette domination était produite par ses propres dominés, servant leurs intérêts de servitude volontaire.

11 Réponse de Lénine : « *Liquider cette période* ».

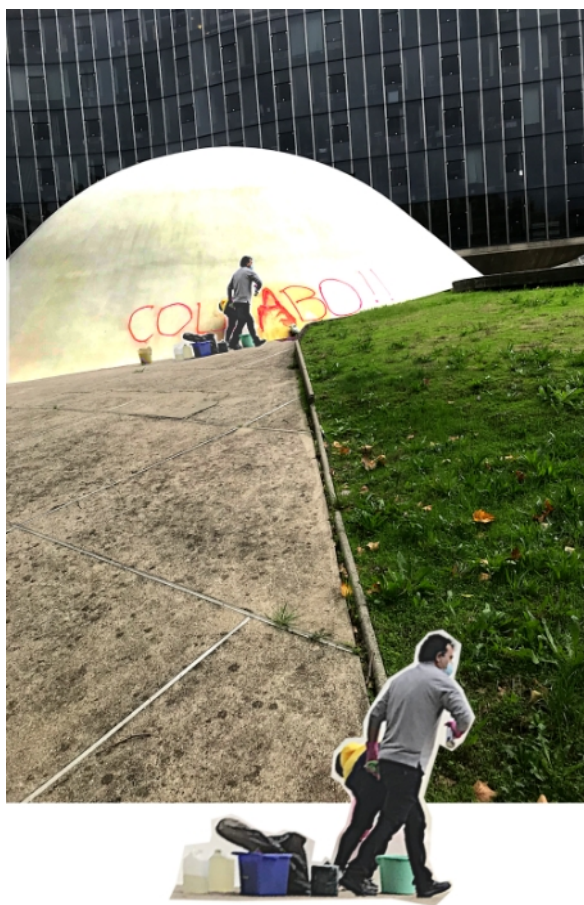
tends qu'affirmer d'emblée, comme tu le fais, que « « *le capitalisme industriel de libre concurrence est atteint de cette maladie pour lui mortelle* [la « suraccumulation »] » et que « *le CME fut un essai de la part du Capital financier (traduisons : de la grande bourgeoisie monopoliste) de surmonter cette maladie mortelle* »

n'est pas seulement inconsistant d'un point de vue de simple cohérence logique (*a fortiori* dialectique) ;

c'est également un parfait contresens en regard de la critique par Marx et Lénine de l'économie politique libérale.

Mais pour en arriver à le comprendre et l'admettre il faut d'abord se remettre en mémoire le corpus théorique du père Karl et par dessus tout en abandonner la *lecture* « *symptomale* ».

Une « nouvelle pratique » qui allait marquer le « printemps » du révisionnisme des intellectuels hexagonaux, inaugurant leur « *Noce chez les petits-bourgeois* » de l'après 68.



*Le révisionnisme, toujours « En Marche » :
Le service de maintenance idéologique du PCF assure la protection
du patrimoine réformiste en nettoyant les graffitis dont les complo-
tistes ont souillé le crâne émergé de l'appareil.*

Place du colonel Fabien - Décembre 2020 – par Alexia Gomez

De quoi le révisionnisme fut-il le nom ? (la lecture « symptomale » et ses analphabètes rebelles)

Dans le débat qui allait se construire dès les années 1960, tel une « tour de Babel » du marxisme, peu après la mort de Staline, « et en même temps » que le « concept moderne de CME », émergeait celui de *révisionnisme*. Pour celles et ceux qui n'auraient pas bien « en bouche » le jargon d'époque, connotant très étroitement la « grande névrose dépressive de la classe moyenne » qui s'y développait, je cite Macherey, un des disciples devenus « experts » ès Althusser et qui a fidèlement documenté son maître ès « déconstruction » (ici démarquée de Derrida et sa « *differance* », et son « *intertextualité* » Cf. LVLIC).

Voici comment Macherey nous éclaire la « chose » dans le jargon-nage académique « qui va bien » :

« Celle-ci consiste à s'insérer dans une dynamique textuelle, non en la prenant telle quelle au premier degré, comme pourrait le faire un regard extérieur qui prétend la voir bien en face, mais en s'insinuant dans ses failles, et en faisant jouer les textes pour déceler en eux les déséquilibres qui portent la marque de l'événement, et poussent à aller plus loin, suivant une trajectoire qui se poursuit sans avoir commencé ni parvenir à atteindre un terme définitif. La lecture symptomale est un processus infini, se déportant vers l'avant à partir de ses maillons faibles, comme c'est par ailleurs le cas pour n'importe quelle conjoncture historique.

Pour rendre compte de cette démarche singulière, Althusser reprend le paradigme¹² de la vision en essayant d'en tordre l'usage¹³ : la lecture symptomale, explique-t-il, fait dans le texte auquel elle s'applique la part entre du visible et de l'invisible, du manifeste et du latent¹⁴. Faire la part du manifeste et du latent, cela consiste à dénouer le lien que la pulsion scopique fait artificiellement passer entre eux, en présentant le latent comme du manifeste en puissance, et le manifeste comme du latent en acte.

Le latent que décèle la lecture symptomale n'a donc rien à voir avec une signification cachée en attente de son déchiffrement ou de son interprétation¹⁵ : il n'est pas le déjà-là d'un sens originaire, mais il représente plutôt le non-sens¹⁶, le travail du négatif qui, de l'intérieur, travaille toute production de sens, et la fait basculer en direction de la recherche d'un autre sens qui n'est pas préfiguré dans le précédent¹⁷.

Pour retranscrire cette analyse dans le langage de Derri-da, dont Althusser paraît ici très proche, la lecture symptomale consiste, non pas à déconstruire un texte, par une opération extérieure de décomposition et d'analyse, mais à déceler en lui les traces qui indiquent que, à même son inscription littérale, un processus de déconstruction est en marche ; ça déconstruit et ça se déconstruit, et, ce faisant, ça incite à construire de manière différente, indéfiniment. »

Quod erat demonstrandum, ajouteront nos spinozistes...

12 Sic

13 Re sic

14 Re-re sic...

15 Ouf !

16 Grosse déception pour les adeptes qui étaient « en recherche de sens ».

17 Version révisée et post-modernisée de la « force du négatif » hégélien.

Du côté « rebelle » deleuzo-foucauld-negristes, celui de nos zozos prépubères multitudineux (et autres boutonneux affectés)¹⁸ il sera d'ailleurs essentiel d'alerter sur le fait que :

« La lecture symptomale montre bien qu'il faut se méfier¹⁹ de ce prétendu face à face entre sujets et objets, entre connaisseurs et champ de connaissance, et qu'il faut se centrer sur les processus de pensée et les objets qu'ils produisent.

La pensée n'est pas la propriété quasi juridique, la possession jalousement gardée de ceux qui font de la théorie à un moment donné, elle est la manifestation d'interactions »

La confusion réciproque du sujet dans l'objet est revendiquée « sans fard » ! Je vais y revenir plus loin à propos de l'anti-rationnalisme « viscéralement » anti-cartésien (et hégéliophobe) de cette clique des modernes déjà « en marche » et même bien « partis ». Je rappelle quand même que tout ce que ce « ça » a produit de « *nouveau et intéressant* » c'est le genre de bouffonnerie involontairement auto-parodique (et en somme « auto-critique » à la manière maoïste tendance Deleuze 1968) qui suit.

« On a souvent accusé Louis Althusser de scientisme et de dogmatisme dans les milieux les plus divers. Pourtant un certain nombre de ses textes ont une portée tout à fait anti-dogmatique et font craquer les coutures du corset de l'orthodoxie. Si l'on se réfère par exemple à la préface de Lire le Capital, on ne peut manquer d'être frappé par l'importance que prend la notion de lecture symptomale, lecture qui ne cherche pas à être une lecture entre les lignes ou ce qui pourrait être une simple lecture du soupçon, mais entend interro-

18 Jean-Marie Vincent in « Multitudes » : [La lecture symptomale chez Althusser - multitudes](#)

19 Sic !

ger les textes sur ce qu'ils doivent à ce qu'ils ne maîtrisent pas. Un texte n'est pas seulement intéressant parce qu'il organise logiquement, par les argumentations qu'il développe de façon apparemment rigoureuse, mais aussi par tout ce qui désorganise son ordre, par tout ce qui l'affaiblit. La notion de lecture symptomale ne doit donc pas être prise dans un sens essentiellement psychanalytique – les bévues de l'auteur -, mais dans une acceptation beaucoup plus large : les difficultés subjectives (comment dire ce que l'on a du mal à comprendre)²⁰ et objectives (la complexité du contexte) à situer et à cerner une problématique explicite dans toutes ses implications.

Comme le dit très bien Althusser, il ne peut y avoir de lecture véritablement féconde qu'à condition de renoncer à une lecture à livre ouvert en s'enfermant dans les limites d'une écriture qui serait révélation et d'une lecture religieuse qui lui ferait écho dans une transparence épiphanique. On présuppose que c'est le « logos » lui-même qui écrit et, dans la lecture, on se soumet à son verdict.

L. Althusser sait quant à lui qu'il n'y a pas de lecture innocente qui donnerait immédiatement le sens de ce qui s'écrit et se lit. La limpidité du texte et de sa réception est une illusion d'ordre idéologique qu'il faut combattre à tout prix. Il faut au contraire se convaincre qu'il ne peut y avoir de lecture linéaire, de lecture qui ne questionnerait pas les silences des textes, leurs bévues, les réponses sans question qu'ils peuvent contenir. La lecture symptomale doit en quelque sorte produire un autre texte qui éclaire et déplace le premier, rend lisible ce qui autrement aurait été illisible. »²¹

20 Une des nombreuses « souffrances symboliques » affectant déjà nos élites de l'époque.

21 J-M. Vincent – Ibid.

On ne saurait mieux décrire *de quoi le révisionnisme fut le nom...* Comme lecture proprement névrotique, refoulant le réel rationnel lorsqu'il affecte douloureusement les représentations « *sub-libidinales* » du sujet, la « lecture symptomale » est assurément un bon exemple méthodologique... et il fut donc très suivi.

Je reviendrai là-dessus à propos d'Althusser et Clouscard, de la « déstalinisation » et de son « acmé » du XXII^{ème} congrès du PCF²², mais ce bref florilège montre déjà le caractère contradictoire et confus des diverses « lignes » des révisionnismes, stalinien comme anti-stalinien. Chacun au fond était réciproquement le stalinien de l'autre et conchait mutuellement son révisionnisme petit-bourgeois réciproque.

Question de *point de vue*, dirait ce bon Descartes !

Point de vue de classe précisera Marx.

Or, c'est bien ainsi, sur ces bases « revisitées » que « cent écoles vont s'épanouir » et que nos élites embourgeoisées de « baby-boomers » vont s'associer dans un attelage idéologique aussi hétéroclite que les positions y sont « disputées » ; rassemblant : « stali-niens » et anti-staliniens, le clergé « orthodoxe » du PCF et ses schis-matiques « rénovateurs », les maoïstes et les trotskistes, Althusser et Georges Marchais, Roland Leroy et Robert Linhart, sans parler de Foucault, Althusser et BHL, etc.

Bref, tout et son contraire... du moins « *a priori* ».

D'où la difficulté pour nos jeunes camarades « déconstruits » par quatre générations de maîtres de plus en plus ignorants, à comprendre comment de ce « bouillon de culture » a principalement surgit ... l'idéologie « anti-totalitaire » actuelle.²³

22 Dans mes réponses à Badiou.

23 Cf. le livre de Christofferson :

<http://www.librairie-tropiques.fr/2016/10/comment-on-en-est-arrive-la.html>

Mais, laissons-là nos suaves maçons de la « déconstruction en marche », nos révisionnistes rebelles et autres prophètes maudits des « multitudes plurielles », avec leurs maîtres fièrement ignorants, précepteurs du spinozisme de salon, nos « coaches » heideggerriens de la « torsion » du réel en « événement » (à assumer en le dévoilant), nos télé-experts du négatif comme « pulsion scopique » dénouant « le visible du latent ».

On finirait par exhumer Schumpeter et sa « destruction constructive », réhabilité²⁴ aux « nouveaux frais » de la *dé*-marche vers la praxis durable, tout en *re*-construisant (avant de le « *dé*-tricoter ») un « pratico-pratique » *soutenable par les classes moyennes désœuvrées*... En marche vers le « Monde d'Après » (après la guerre froide).

Donc, fichons la paix à Gaïa, et revenons sur Terre... avec Marx.

24 Y compris dernièrement par Macron.

L'accumulation comme contradiction.

Pour bien saisir la fonction générique de *l'accumulation* dans l'anatomie de la société civile, convoquée au procès de ses tortionnaires, par le médecin légiste Marx, intéressons nous à *ce monde-ci*, ce monde de l'homme, de l'homme générique (et non « genré »), celui « *des sociétés dans lesquelles règne [plus que jamais] le mode de production capitaliste* ».

Mettant à profit les prémisses épistémologiques et formelles de la connaissance comme vérité démontrée, mises en évidence dans sa critique historique et matérialiste du développement de la « formation sociale » humaine, Marx y distingue et décrit une *ère capitaliste*.

Marx la caractérise par l'expression des deux « Lois » de la gravitation économétrique :

- l'accumulation fondée sur l'appropriation par quelques uns d'une « survaleur » réalisée par prédation du produit du sur-travail tiré de l'activité de tous²⁵ - conditionnant la possibilité même de cette accumulation ;
- et la baisse tendancielle du rendement de cette accumulation – comme contradiction inhérente au processus d'accumulation lui-même.²⁶

25 Marx distingue le travail nécessaire, requis pour la valorisation a minima du travailleur, du travail « superflu » ou « sur-travail » requis comme terreau de l'accumulation, via sa réalisation en sur-valeur.

26 C'est la fameuse « Loi de baisse tendancielle du taux de profit » qui conclut « Le Capital » et qui est tout sauf une « synthèse a priori »... mais bien la description de la contradiction centrale - en tant que motrice - du mouvant animant la formation sociale.

C'est ce que Marx pose dialectiquement comme objet - donc affirme positivement - dès la première phrase du Capital :

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une « **immense accumulation de marchandises** »²⁷. L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches. »

Marx précise aussitôt :

« La marchandise est **d'abord** un **objet extérieur, une chose** qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce. Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie, leur nature ne change rien à l'affaire²⁸. »

Marx ajoute une précision essentielle, disqualifiant toute la logique de « *gestion* » de la « *satisfaction* » des besoins qui caractérise la « science bourgeoise », ses « économistes vulgaires » et autres développeurs personnels ou collectifs :

« Il ne s'agit pas non plus ici de savoir **comment ces besoins sont satisfaits**, soit immédiatement, si l'objet est un moyen de subsistance, soit par une voie détournée, si c'est un moyen de production. »

27 Dans cet référence inaugurale Marx se cite lui-même, répondant à Adam Smith : Karl MARX, Contribution à la critique de l'économie politique, Berlin, 1859, p. 3.

28 Note de Marx : « Le désir implique le besoin ; c'est l'appétit de l'esprit, lequel lui est aussi naturel que la faim l'est au corps. C'est de là que la plupart des choses tirent leur valeur. » (Nicholas BARBON, A Discourse concerning coining the new money lighter, in answer to Mr Locke's Considerations, etc., London, 1696, p. 2 et 3.)

Renvoyant par avance à leurs chères études toutes les « sciences humaines et sociales » qui vont suivre (pour tenter de conjurer ce « dévoilement »), l'analyse que fait alors Marx pour « stigmatiser » cette accumulation est un des apports théoriques majeurs de sa critique de l'économie politique.

Déjà on comprend que cette accumulation n'a rien d'une « maladie » et n'est pas du tout « mortelle » puisqu'elle est au contraire, en tant que « *contradiction en procès* » la *force motrice* des *transformations* qui animent le mode de production capitaliste, de crises en crises. En conséquence, dans sa critique du capitalisme, Marx montre que celui-ci est par nécessité (et non par « nature » ou par « essence », et moins encore « par accident ») « en crise », puisque c'est la crise qui le fait et qui le porte, y compris à se transformer continuellement... en socialisme : passage obligé vers une société communiste. Cette compulsion « auto-critique » du mode de production capitaliste est une manière d'exprimer le côté darwinien du transformisme (anthropologique) de Marx. Or, Marx, pas plus que Darwin, n'est Lamarckien, pour lui « *la fonction ne crée par l'organe* ». Dans un régime de production capitaliste c'est plutôt l'inverse. Elle figure en somme la valeur d'usage, élective « *a posteriori* », de la production de l'organe, lui-même produit selon une *Loi immanente* déterminant ce transformisme : *la sélection naturelle*, elle-même requise par *les contradictions* qui animent *le processus naturel*... toujours en cours.

Ce processus est celui de la socialisation qui pour Marx se définit ontologiquement par sa *nécessité*.

Nécessité des rapports de production « *déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté* »²⁹.

Son analyse, en forme de dissection de l'anatomie « en mouvement » de la société civile, le conduit à en formuler la logique contradictoire, qu'il exprime ainsi dans une célèbre note préparatoire des Grundrisse :

« *Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie ou de mort – pour le travail nécessaire.*

D'un côté donc, il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature comme à celles de la combinaison sociale et du commerce social pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est employé.

De l'autre côté, il veut mesurer au temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, et *les emprisonner dans les limites qui sont requises pour conserver comme valeur la valeur déjà créée.* »

29 Marx restaure la conception classique, cartésienne, de la Liberté comme « *exercice libre de la volonté* », corrigeant sa révision « mystique » appliquée par Hegel dans « Les principes de la philosophie du Droit ». Avec Marx la volonté redevient le produit d'une *conscience déterminée* et non pas une « intention » sur le mode idéaliste (petit-bourgeois) des phénoménologues moralistes et/ou positivistes à la Husserl, Adorno (et Cie).

Cette contrainte visant à « *emprisonner* » l'activité sociale productive de l'Humanité (à partir des « ressources naturelles ») dans « *les limites qui sont requises pour conserver comme valeur la valeur déjà créée.* » exprime parfaitement ce que Marx désigne comme « *accumulation* » au titre de « contradiction principale » et distinguant le capitalisme des modes de production antérieurs.

La logique dialectique du matérialisme de Marx permet de comprendre comment et pourquoi ce « moteur » peut - non pas « *en même temps* » mais contradictoirement *dans la durée* – à la fois engendrer la forme capitaliste du mode de production et le « corrompre » au sens antique de la nécessaire « génération et corruption » de toute chose qui « naît », c'est à dire le conduire à s'auto-détruire, pour pouvoir se re-produire (Cf.Hegel).

Ces positions, fermement établies et tenues par Marx, invalident et disqualifient logiquement, par principe et par avance, leurs révisions opportunistes ultérieures. Qu'elles soient « évolutionnistes » ou « à l'autrichienne » de Weber, Walras, Hayek à Schumpeter, etc, keynesiennes (le libéralisme anti-marxiste par excellence), régulationnistes (une variante du keynesianisme) ou autres sornettes « post-marxistes » du genre de la « *suraccumulation durable du Capital* » que tu évoques – dans la lignée de la « *destruction -création* » de Schumpeter, modèle de la « *suraccumulation-dévalorisation* » Bocarienne et autres « bugs » tirés du même tonneau des « économistes vulgaires ». Un tonneau dont nous sommes loin d'avoir touché le fond... tant il y a de demande.

Cette conception de l'accumulation par Marx interdit l'idée même de ta sur-accumulation, dans la mesure où le Capital *est* « en soi » accumulation mais qu'il est aussi « pour soi » une des forces productives dont il est issu.

Cette *expression figurée* et ici figurant la redondance est donc, comme je l'ai rappelé plus haut, une analogie de Marx associant l'idée de surproduction de capital à sa « *cause-objet* » comme dit Badiou³⁰, autrement dit *l'accumulation*, selon le principe de ce qui la produit : la forme marchandise.... en circulation.

Par ce biais expressif Marx distingue simplement le capital des autres forces commises à la production de la marchandise, conformément au *modèle* de sa description de la circulation, imbriquant le capital dans le processus général de circulation au *moment* de la « réalisation de la valeur d'usage » : imbrication cyclique par laquelle le capital s'auto-reproduit à partir des forces productives, sous la forme marchandise :

$$M-\underline{A}-M \rightarrow \underline{A}-M-\underline{A}^{31}.$$

Quant à la forme actuelle de cette crise « motrice » du Capital, puisqu'on est là-dedans, il est assez facile de voir, *hic et nunc*, à quel point le genre « d'apport » que propose ta suraccumulation est à l'évidence nul, inopérant et totalement illusoire. Tant il est évident qu'il n'y a pas plus de suraccumulation observable dans les causes (premières ou « occasionnelles ») de la crise actuelle qu'il n'y a de beurre en branche. L'arrêt « inopiné » de la circulation simple ayant simultanément été opéré sur la production en tant que telle et la circulation en tant que consommation. Du fait des « flux tendus » de production associés à la « mondialisation » des échanges, on a vu ce que ça a donné ! Et il est non moins révélateur et instructif d'observer à quel point ce genre de « paradigme suraccumulatif » s'inscrit plutôt dans la logique performative (et censément prophétique) de l'idéologie libérale « *durable* », sous sa forme actuelle la plus « *hégémonique* » : l'écologisme...

30 Dans son dernier livre « RADAR POÉSIE » sur Aragon.

31 Dans une analogie en quelque sorte « fractale » on pourrait se figurer ce modèle « fonctionnel » selon l'anneau de Moebius, revendiqué par Lacan et ses épigones tels Badiou ou Zizek... pour le sujet phénoménal.

Idéologie démagogique « suprême », dont le « canon » dogmatique a précisément la forme millénariste d'une prédiction auto-réalisatrice.

Je ne vais pas davantage développer ce point, l'ayant déjà fait scrupuleusement et plus qu'abondamment dans « LVLC ». J'y reviendrai cependant dans mes commentaires ultérieurs de « *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme* », à propos de *l'opportunisme* petit-bourgeois que Lénine y dénonce comme **LA** cause majeure des reculs politiques et théoriques du mouvement ouvrier.

Les Panurges du CME

Revenons donc à la confrontation du « spectre de Marx » revenu hanter les panurges du CME.

Le mode de production historiquement identifiable au capitalisme est considéré par Marx comme un *moment* de l'*histoire des formations sociales*, elles-mêmes engagées, par nécessité « ontologique », dans un processus *nécessairement contradictoire*. Sinon il n'y aurait pas de processus... pas d'Histoire... Il y aurait simplement un « *État* » de l'humanité, sans « *force* » pour le « nier ».

Non pas un « état d'équilibre » toujours mouvant, mais au contraire une immobilité « essentielle », sans « mouvement » autre qu'apparent et illusoire, et indéfiniment maintenu en *cet état – en soi* sinon *pour soi* - sur le modèle parménidien, avec tous ses « paradoxes ».

Telle était pourtant la conception historique « dominante » et en somme « créationniste » de l'Être social avant Hegel et Marx. C'est pourquoi toute l'idéologie libérale, elle-même produite et comme « consubstantielle » à l'ère capitaliste vise nécessairement à *légitimer cet état de l'État bourgeois*.

C'est le fond rudimentaire de l'ontologie libérale *naturalisante* du Capitalisme, dont la forme « visible » la plus actuelle est l'écologisme. Raison pour laquelle, le premier canon que nous martèlent son clergé et ses philistins est que : « *le capitalisme est nécessaire car il est naturel* ». Ce qui déjà est en soi une manifestation de sa contradiction interne, car il doit faire du mode de production une institution « naturelle » et « en même temps » s'appuyer sur un postulat de *séparation* de l'homme d'avec « la Nature »... mais ça c'est une autre Histoire , que je raconte dans LVLC.

De forme historique du mode de production le capitalisme devient par ce « *salto mortale* »³² idéologique : la forme générique de l'Être social que l'idéologie libérale se doit à ce titre d'opposer à un « *non-Être* » qui ne *peut* (et donc ne *doit* pas)... être. On reste ainsi dans la perspective épistémologique des « lumières » kantiennes accommodées par Foucault et Cie (et avec eux tout notre appareil idéologique universitaire « d'État »). Celle du « *Que puis-je savoir et de là que dois-je faire* » que Marx avait pourtant bien « remis sur ses pieds » en l'inversant en « *Que puis-je faire et pour cela que dois-je savoir* ». Le *savoir-faire* est l'objet fondamental, fondamentalement rationaliste et matérialiste, de Marx. Ce non-Être politique désigné comme « artificiel » et « anti-démocratique », cet agent rouge du « biopouvoir » que conchie la post-modernité bourgeoise, c'est évidemment le communisme, présenté en quelque sorte comme un O.G.M. idéologique, à redouter et combattre « par précaution » ; car il n'est pas « naturel » il est « inventé »... aggravé par son immonde « productivisme », qui plus est porté par un hubris odieusement insoutenable et féroce répandu par de déplorables « totalitaires ».

32 Expression métaphorique de Marx pour figurer la « réalisation de la valeur » dans le *moment* de la consommation de la valeur d'usage, par l'échange marchand.

Mais quoi de plus logique, comme « moteur non mu »³³, que les contradictions « motrices » au cœur de ce que Marx met « en crise » dans sa *critique de l'économie politique*, comme *expression du « mouvement général » de l'histoire des formations sociales*. On a bien là le mouvement qui a produit « tout naturellement » les conditions d'existence *conflictuelles* de cette ère capitaliste.

Notons au passage que la thèse « complotiste » libérale préfère expliquer ce mouvement conflictuel par l'action (artificielle, naturellement) de « sape » souterraine accomplie sourdement (comme il se doit) par la « taupe » marxiste. Cette dernière agissant désormais au grand jour sous les espèces « plurielles » et non moins paradoxales de Poutine, Le Pen, Porochenko ou Trump qu'aussi bien Xi jin Ping, Chavez, Khadafi, Assad et autres figures contemporaines de la « barbarie à visage humain »³⁴ que dénonçaient déjà nos prophètes « nouveaux philosophes ».

Selon Marx, le capitalisme, comme modalité historique de production de l'existence matérielle humaine est, non *par nature* mais *par nécessité* logique et historique, *animé*³⁵ par des conflits dont les phases contradictoires les plus « auto-critiques » sont à ce titre qualifiées de crises, au sens étymologique et proprement critique du terme.

Le mode contingent de production et de re-production de l'humanité par elle-même est en somme « porté » par ce mouvement « tellurique » qui *l'anime* mais qui le *produit* aussi et ainsi, *par nécessité*. Une nécessité qui implique *nécessairement* sa propre transformation d'un mode en un autre mode... de production.

Nécessité fait Loi...

33 Principe axiomatique de l'ontologie matérialiste aristotélicienne.

34 « *La barbarie à visage humain* » Bernard-Henri Levy – Grasset 1977.

35 Au sens de « *l'anima* » des grecs : l'âme au cœur du vitalisme antique pour distinguer de la matière inerte « ce qui vit » et qui est donc « animé ».

C'est pourquoi le seul « *das ein* » auquel s'intéresse Marx c'est la *nécessité* logique et singulièrement onto-logique du devenir de l'Homme, pris non pas comme sujet individuel solipsiste et toujours « insatisfait » mais comme être générique, collectif et social. Et c'est ainsi que Marx en fait le *sujet* du « procès » dont l'Histoire est l'*objet* (n'en déplaise à Althusser). Objet d'abord de « réflexion » (*de soi par soi*, au sens déjà de Descartes)³⁶. C'est l'objet même de la critique par Marx de l'État bourgeois et de l'idéologie libérale, à la fois comme économique et comme politique, inscrits *dans* et décrits *par...* leurs « contradictions en procès ».

Tout ce long préambule pour arriver à ce résultat que, dans la logique de Marx, le capitalisme ne peut pas plus être déterminé comme « étatique » que l'État ne peut l'être comme capitaliste.

D'abord pour les évidentes raisons, de logique économique élémentaire, déjà évoquées dans mes premiers commentaires. Des raisons qu'on peut résumer à l'impossibilité de concevoir rationnellement « une accumulation capitaliste sans des agents de cette accumulation : des *sujets* - autrement dit, dans l'hypothèse d'un « capitalisme d'État » des actionnaires individuels « d'État » qui s'approprieraient cette accumulation en accroissant leur capital. Or, *En soi*, c'est à dire en tant que totalité instituée, mais aussi bien *pour soi* (pour ses agents), l'État a pour fonction économique de concevoir et évaluer des budgets ordonnant les dépenses publiques et l'astreinte de financer ces dépenses, y compris de salaires et d'investissements « publics », mais jamais et en aucune manière d'accumuler.

Il ne peut donc y avoir de capitalisme déterminé comme « d'État », sauf à concevoir un État qui figurerait alors la totalité d'une « formation sociale » essentiellement composée de capitalistes,

36 Repris scrupuleusement par Hegel (Cf. La « grande Logique »)

gros ou petits porteurs de valeurs mobilières et immobilières, composant la vaste catégorie que Lénine après Marx qualifiera de « rentiers parasites ».

Certes, ce genre de « monde d'après » paradisiaque que nous promet, dans sa version révisionniste, la « notion de CME » - où les rentiers parasites et oisifs de tous poils se seront enfin débarrassés des laborieux désœuvrés qui « coûtent un pognon dingue » ; ce monde est celui que nous annoncent cycliquement les prophètes libéraux et en quoi eurent foi d'innombrables retraités américains, rejoints par des légions de boursicoteurs de par le vaste monde mondialisé. Pourtant ce sont ceux-là même, cette « société civile privée » uniquement peuplée de rentiers parasites, qui seraient les premiers à conchier un tel État et lui interdire de se mêler de leurs affaires. Comme ils le font d'ailleurs de plus en plus expressément sur les « sites dédiés », animés par de sémillants « tradeurs » et autres bienveillants conseillers en placements « durables et soutenables ».

Voilà bien le genre d'*antinomie* embarrassante que doivent affronter nos « marxistes vulgaires », à force de penser comme Smith, Hume, Kant, Rawls, Locke, Nietzsche ou Keynes plutôt que comme Marx ! Car, cette antinomie « économique » se double d'une incohérence politique inhérente à son incohérence avec la conception et la description par Marx de l'État politique.

Si Marx a fini par intituler « Le Capital » son opus magnum, c'est à l'évidence pour désigner son primat de « l'accumulation » comme « moteur non mu » mais, dans toutes les moutures précédentes de l'ouvrage, il désigne clairement l'objet de sa critique philosophique comme étant : *l'économie politique*. Un objet dont il a donné de longue date le sens de la chose comme du prédicat par quoi il la détermine (voir le long rappel que je viens de t'infliger). Non pas pour les « fusionner » mais au contraire pour désigner la contradiction ... en procès.

Tu aurais également pu m'épargner le genre d'argument captieux que tu m'opposes, en te souvenant aussi que le même Marx récusait formellement l'idée de proposer là des « *recettes pour les marmites du futur* ».

La (sur)vie du capitalisme dans les marmites... du futur.

Une lecture plus scrupuleuse de Marx et singulièrement du *Capital* t'aurait dissuadé, de me suggérer que Marx et sa petite entreprise théorique « *n'ont pas vraiment connu la crise* » (j'y reviendrai plus loin). La « nouvelle » crise, évidemment... Celle dont Marx censément ne pouvait pas parler parce qu'elle n'avait pas encore eu lieu. Celle dont les « économistes vulgaires », pour parler comme lui, s'accorderaient à fixer le « retournement » fort opportunément au lendemain de la mort d'Engels (!!). C'est le genre de méthode dont usèrent *ad nauseam* nos sophistes des années 1960 qui, avec Foucault, Rancière et Cie, usèrent et abusèrent de ces synthèses « *a priori* » caressant leur auditoire dans le sens de son poil nombriliste.

À partir de là il n'y a évidemment plus ni vérité ni rien à connaître, à partager, donc à transmettre, puisque tout est relatif... à l'époque, à ses « lieux communs », ses usages et ses « valeurs »... ses *epistémés*. Il y a juste à rénover l'impératif catégorique du piétiste en le débarrassant de son encombrant transcendantal, pour se l'appliquer sur le mode pronominal. *O tempora O mores !*

Le genre de « banalité » de bateleurs que les « *économistes vulgaires* » nous serinent depuis qu'ils ont à affronter la critique de Marx et qu'il faut donc réserver à la chalandise de ces charlatans relativistes. Bientôt le spectre de la « communauté scientifique » - chère à nos « maîtres révisionnistes » en mal d'autorité scolastique – va pointer son nez en agitant ses chaînes de conformisme servile et de panurgisme moutonnier !

Cependant, la contrainte que s'imposent eux-mêmes les membres cooptés de cette vaste mais incertaine « communauté » est de se fixer des « re-pères » *consensuels* pour leurs « pairs ». Ceux parmi eux qui se revendiquent marxistes - du moins parmi celles et ceux qui se présentent à leur chalandise comme communistes, marxistes et léninistes - *s'autorisent* donc de Lénine et de son « *Impérialisme stade suprême du Capitalisme* ».

Ici, une autre petite digression épistémologique pour en finir avec les ponts aux ânes prétendant légitimer une « fidélité » à Marx en dépit de contradictions flagrantes avec la logique et le corpus de ce dernier, sur le mode de « *certes cela n'est pas chez Marx, mais ça aurait pu (ou dû) l'être, par ce qu'en fait il ne pouvait pas le savoir* », doublé de « *l'opinion communément admise est que les choses ont complètement changé ... depuis* » sans compter que « *Marx ne pouvait pas tout prévoir* ».

Cette casuistique de poncifs de bazar démontre une seule chose : une parfaite extériorité à l'égard de la pensée de Marx, de la part de ceux qui la convoquent, malgré qu'ils en aient.

Ceci étant encore posé à titre liminaire, pour en revenir à ton allusion à une « nouvelle période » et te dire que, plutôt qu'au « stade suprême » évoqué par Lénine, elle renvoie à un « moment » qui ressemble beaucoup au « Monde d'après », compris comme celui d'après...Marx ». Et j'observe d'emblée que ton argument chronologique (Marx mort trop tôt pour connaître un moment décisif et contradictoire) augure mal du succès de ta « mission impossible ». Tu peux toi-même observer que ce raisonnement s'autodétruit illico, puisque tu le poursuis par un argument que ta prémisse vient précisément d'invalider : Lénine (non plus) ne pouvait, si on suit tes paralogismes, présumer ce qui se passerait dans son propre « monde d'après » qui est pourtant celui de bien *avant* notre actuel... monde d'avant.

Prétendre que les crises postérieures à Marx contredisent son analyse des crises c'est évidemment invalider Marx, et Lénine par la même occasion puisqu'en suivant ce « *raisonnement* » on pourrait en dire autant des crises postérieures... invalidant Lénine, etc. Donc, pour t'aider à sortir de ce genre « d'antinomie » circulaire, et pour jouer de manière convaincante mon rôle de « Pontifex Marximus » je te rappelle que :

« Une seule chose préoccupe Marx : trouver la loi des phénomènes qu'il étudie; non seulement la loi qui les régit sous leur forme arrêtée et dans leur liaison observable pendant une période de temps donnée. Non, ce qui lui importe, par-dessus tout, c'est la loi de leur changement, de leur développement, c'est-à-dire la loi de leur passage d'une forme à l'autre, d'un ordre de liaison dans un autre.

Une fois qu'il a découvert cette loi, il examine en détail les effets par lesquels elle se manifeste dans la vie sociale...

Ainsi donc, Marx ne s'inquiète que d'une chose; démontrer par une recherche rigoureusement scientifique, la nécessité d'ordres déterminés de rapports sociaux, et, autant que possible, vérifier les faits qui lui ont servi de point de départ et de point d'appui.

[...] Les vieux économistes se trompaient sur la nature des lois économiques, lorsqu'ils les comparaient aux lois de la physique et de la chimie. Une analyse plus approfondie des phénomènes a montré que les organismes sociaux se distinguent autant les uns des autres que les organismes animaux et végétaux. Bien plus, un seul et même phénomène obéit à des lois absolument différentes, lorsque la structure totale de ces organismes diffère, lorsque leurs organes particuliers viennent à varier, lorsque les conditions dans lesquelles ils fonctionnent viennent à changer, etc.

Marx nie, par exemple, que la loi de la population soit la même en tout temps et en tout lieu. Il affirme, au contraire, que chaque époque économique a sa loi de population propre... Avec différents développements de la force productive, les rapports sociaux changent de même que leurs lois régulatrices... En se plaçant à ce point de vue pour examiner l'ordre économique capitaliste, Marx ne fait que formuler d'une façon rigoureusement scientifique la tâche imposée à toute étude exacte de la vie économique. La valeur scientifique particulière d'une telle étude, c'est de mettre en lumière les lois qui régissent la naissance, la vie, la croissance et la mort d'un organisme social donné, et son remplacement par un autre supérieur; c'est cette valeur-là que possède l'ouvrage de Marx. »

Marx confirme en postface du Capital cette parfaite description de sa « méthode » dialectique (par un de ses commentateurs érudits d'époque)... et il insiste sur le fait que:

« Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori*. »

Ce que je résumerai ainsi :

Avec sa dialectique Marx, s'astreignant à s'élever « en bonne logique matérialiste » du particulier au général, parvient à rendre compte du Phénomène en sorte que celui-ci exprime la Loi, et non plus l'inverse.

C'est pourquoi prétendre que « *Marx et Engels n'ont pas connu la fin de cette période de crise longue dont le retournement est généralement fixé en 1896. Mais Lénine fait l'analyse de cette crise.* » pour légitimer les thèses de Boccara et Cie c'est déjà récuser les principes épistémologiques fondamentaux de Marx.

C'est prétendre que la suite de l'histoire invaliderait le genre de loi immanente qu'il appuie sur ses principes matérialistes... la loi « *de leur changement, de leur développement, c'est-à-dire la loi de leur passage d'une forme à l'autre, d'un ordre de liaison dans un autre* ».

Des lois rationnellement établies et scientifiquement validées qui, si elles sont correctement appliquées, permettent de *réfléchir* « *la vie de la matière* » dans une « *reproduction idéale* », un « *mirage* » qui peut faire croire à une « *construction a priori* »³⁷.

N.B : Au passage j'invite nos petits camarades candides adeptes d'une « théorie du reflet » prétendument tirée de Marx, à relire jusqu'au bout la dernière phrase de la citation, pour les aider à sortir de leur « mirage », et donc cesser de se « mirer » pour enfin constater que Marx *écrit* exactement le contraire de ce qu'ils prétendent théoriser avec leur interprétation infantile du « reflet » en question. Mais passons ces aspects de « pure forme » que je n'évoque ici que pour attester que je n'élude aucun de tes arguments, y compris les plus « positivistes » et de ce fait les plus positivement inconsistants.

37 Et « pan dans le bec » idéaliste de Kant !

Donc... Lénine.

Contrairement à une erreur communément répandue, Nulle part dans son "stade suprême", Lénine n'évoque de « Capitalisme Monopoliste d'État » . Moins encore ce que décrit Boccara (et Cie) dans l'acronyme CME.

Dans ce texte qui est pourtant celui où Lénine fait en effet (et fort bien) « *l'analyse de cette crise* » qu'il a devant lui, comment Lénine définit-il son « stade suprême du capitalisme » ?

« Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. »

C'est en somme « l'internationale de la bourgeoisie » ... en devenir.

Lénine précise :

« Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé. »

Dans sa brochure de 1916 Lénine évoque donc le capitalisme industriel, devenu *sui generis* monopoliste, et l'associe à l'impérialisme. Il évoque quelquefois les « monopoles d'État », jamais le Capitalisme d'État, qu'il soit « monopoliste » ou pas...

Il l'évoquera en deux occasions ultérieures, je vais y revenir.

Mais, pour commenter ton affirmation en rapport avec ce texte que lorsque « *Lénine fait l'analyse de cette crise. Il retient que l'exportation de capital est sans doute, parmi les 5 traits qu'il énonce, le trait économique le plus important de cette période.* » Je répondrai simplement que ça n'est pas Lénine qui affirme « sans doute » que c'est « *le trait le plus important* »... mais toi !

En revanche ce qui ne fait « aucun doute » pour Lénine, à ce propos, c'est ceci :

« Il est donc hors de doute que le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est lié à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde. »

C'est pourquoi [L'exportation de capitaux](#) qu'évoque Lénine est introduite *après* qu'il ait exposé son analyse du « Capital Financier », en rapport avec la forme monopolistique dont la description inaugure la brochure, et se conclue par :

« Le monopole, tel est le dernier mot de la "phase la plus récente du développement du capitalisme". Mais nous n'aurions de la puissance effective et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, étiquée, Si nous ne tenions pas compte du rôle des banques. »

Lénine conclue ce chapitre consacré au « Nouveau rôle des banques » par :

« Ainsi, le XXe siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général. »

Et introduit celui qui suit, consacré au « CAPITAL FINANCIER ET L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE » par un rappel de la définition du

Capital Financier proposée par l'économiste « austro-marxiste » (d'époque) Hilferding :

« "Une part toujours croissante du capital industriel, écrit Hilferding, n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par le canal de la banque, qui est pour eux le représentant des propriétaires de ce capital. D'autre part, force est à la banque d'investir une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi, de plus en plus, un capitaliste industriel. Ce capital bancaire -c'est-à-dire ce capital-argent- qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle "capital financier". *"Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels."* »

Lénine observe en fait que l'exportation des capitaux vers les empires coloniaux est une manifestation du rôle croissant de l'appareil financier dans le processus d'accumulation. C'est pourquoi il corrige aussitôt cette définition à la lumière de sa lecture scrupuleuse de Marx :

« Cette définition est incomplète dans la mesure où elle passe sous silence ***un fait de la plus haute importance, à savoir la concentration accrue de la production et du capital, au point qu'elle donne et a déjà donné naissance au monopole.*** Mais tout l'exposé de Hilferding, en général, et plus particulièrement les deux chapitres qui précèdent celui auquel nous empruntons cette définition, soulignent le rôle des monopoles capitalistes. Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. »

Lénine se propose alors de montrer :

« comment la "gestion" exercée par les monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination : d'une oligarchie financière. »

Partant de là, Lénine met cette accumulation bancaire en rapport (entre autres) avec les monopoles (concedés par les États impériaux) de « concessions » coloniales, principalement dans le cadre de l'empire britannique, de même son accumulation (via la médiation bancaire) par les « petits porteurs » des « sociétés par actions » détentrices.

N.B. : Il évoque aussi, comme exemple empirique de concentration en combinat industriel, le développement du réseau de transport par Chemin de Fer. Cette mise en évidence de l'importance des infrastructures de « réseau » et de « transport » est rétrospectivement très instructive, en considérant nos « réseaux » actuels. J'y reviendrai dans ma réponse à Badiou, et par ailleurs dans mes contributions évoquant l'importance de ces « réseaux » de chemin de fer... chez McLuhan !

Cela mériterait pas mal de correctifs et développements que je ne vais pas infliger ici mais il est essentiel de noter que pour les besoins de sa démonstration, Lénine fait quelques (grosses) impasses (justifiables par le fait que sa brochure n'a pas la prétention d'être comparée au Capital).

Il est donc utile de rappeler que si on considère la chose du point de vue général de la *critique de l'économie politique*, le *capitalisme de monopole*, comme le soulignait évidemment Marx lui-même, recèle déjà une « contradiction » interne ; et cette contradiction est elle-même « complexe » au sens où elle se décline ensuite en de multiples « contradictions secondaires » (bonjour Mao !).

La « contradiction principale », de la logique libérale, est naturellement que l'accumulation ne peut, sauf à se priver de toute source d'elle-même, s'accumuler sans limite, puisqu'elle est prélevée sur ce qui est produit, or il faut bien que ce qui est produit produise un « reste »... à accumuler. La conséquence est qu'on ne peut augmenter les marges indéfiniment, du moins au-delà d'une limite « équitable », celle que détermine le « marché » qui de sa main souterraine et bienveillante rétablit continuellement les équilibres vacillants qu'il est supposé organiser, pour le bien de tous - mais au seul profit des actionnaires.

Cette limite est donc très classiquement délimitée par l'impératif catégorique de « concurrence libre et non faussée ». D'où, par exemple, les Lois « anti-trust » du début du XX^{ème} siècle étasunien encore sollicitées aujourd'hui (notamment contre les « gafams »). Elles donneront de même les « contraintes européennes » soucieuses de « concurrence et circulation libre » et/car « non faussée » des personnes, des marchandises et... des capitaux, etc. Nous aurons l'occasion d'y revenir à propos d'une « sujet collectif » que tu connais bien : la Chine.

À vrai dire Lénine, qui fait dans cette brochure, une analyse très lucide, concrète et matérialiste des formes du *colonialisme* impérial. Il en situe le contexte marxiste et évoque très clairement cette contradiction « en procès ». Mais cette brochure est rédigée en 1916, donc en pleine première « guerre mondiale », *avant* la révolution d'Octobre ; et ce contexte, du point de vue que nous qualifierions aujourd'hui de « géopolitique », est celui des empires « centraux ». Des empires fortement bouleversés par l'essor du capitalisme industriel et le colonialisme du 19^{ème} siècle. Fort logiquement Lénine considère son « objet » du point de vue du « sujet » russe qu'il est.

Ce passage comporte donc une clef de compréhension, « russo-trope » autant que marxiste, des contradictions internes à ce système d'empires « dominants », confrontés au développement des forces

productives qu'elles essaient de contenir en leur sein. Nous avons là une analyse des causes économiques de la première guerre mondiale et non comme ce sera le cas dès 1917, une problématique de construction d'un État communiste dans le cadre d'une transition socialiste de l'économie.

Dans le cadre de la brochure de 1916, vue du point de vue géopolitique qui est celui de Lénine, « l'empire russe » est un « cas à part », au sens où sa compulsion impériale est « éteinte ». Elle est achevée et en quelque sorte « stabilisée » depuis déjà quelques temps (Catherine II), alors que celle à laquelle cet empire russe est confronté est encore « en cours ». Il est donc devenu la proie des appétits impériaux de ses « confrères et concurrents » encore « en devenir », donc plus « modernes », plus fringants, plus « libéraux », plus propices et mieux « adaptés » au développement de l'accumulation de capitaux par l'action primordiale des *actionnaires*.

À cet égard le sort de « l'empire russe » prolonge celui de feu l'empire hispanique précédemment détruit pour être pillé par les « décolonisés » anglo-saxons d'Amérique du Nord. Des « insurgés » décolonisés qui après avoir abandonné à la couronne d'Angleterre la part du gâteau Canadien des rois de France, et que Napoléon leur ait vendu la Louisiane, vont poursuivre leur action, à leur seul profit : successivement de la Californie aux Philippines, en passant par le Mexique, Panama, Cuba, etc. L'Empire russe a déjà été l'objet de toutes les convoitises : invasion napoléonienne, guerre de Crimée, conflit Russo-Nippon, cession de l'Alaska aux USA. À l'époque de Tolstoï et Dostoïevski, la mère Russie est encore sous un régime économique majoritairement agraire (tout au plus « manufacturière ») et une organisation politique féodale ; et c'est encore largement sa situation à l'époque inaugurale de Gorki, Lénine et Staline (le géorgien), de même qu'elle l'était déjà à celle de Pouchkine et Gogol (l'ukrainien), qui ne les précèdent ou ne les suivent que d'une génération.

Le « stade suprême » que Lénine décrit est celui d'un processus *en cours*. En bon matérialiste marxiste, Lénine part de l'économie pour exposer les déterminations politiques qui vont produire le premier conflit militaire « mondialisé » où on voit (on est en 1916) s'affronter les « puissances » impériales déjà « modernes », c'est à dire déjà bien engagées dans le capitalisme monopoliste industriel et/ou colonial. Un affrontement qui va produire le dépassement *momentané* des contradictions de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale.

C'est le moment « initial » d'une nouvelle forme contradictoire de ce qu'il est devenu d'usage d'appeler « mondialisation ». Cela permet à un marxiste léniniste conséquent de comprendre pourquoi cette mondialisation, à proprement parler (en termes de critique de l'économie politique) n'est qu'une « appellation contrôlée » de l'Impérialisme « en actes ». C'est ainsi qu'il faut se représenter en *bonne logique* l'hégélianisme que Lénine a acculturé pour mieux s'approprier la pensée de Marx : comme une expression de l'idiome théorique dans lequel peut s'exprimer la maxime hégélienne : « le réel est rationnel » ... et réciproquement.

Or, comme nous l'allons voir, ton concept de CME, tel qu'il est supposé nous informer ici, notamment sur « l'idée » de mondialisation, prétend s'inscrire dans une logique de l'État en tant que totalité économique accomplie. Une totalité résultant de la totalisation socio-économique, et de là politique, d'une formation sociale donnée, à un « moment » donné. Mais dans l'approche révisionniste, lénifiante plutôt que léniniste, de l'époque, cette totalisation se donne comme « achevée ». C'est en quelque sorte une « fin de l'Histoire » du Capitalisme, achevé par un poison mortel qu'il s'administrerait collectivement, sur le mode du suicide collectif, s'inoculant sa propre « maladie mortelle » de la « suraccumulation durable ».

De là on finira par imaginer la « sortie du Capitalisme » sur le modèle (d'époque) de la fin de [Jim Jones et de sa secte](#)³⁸ qui pouvait ainsi passer pour une parabole illustrant le « dépérissement de l'État » ! Outre le fait que telle n'est pas la position de Lénine, aussi bien en 1916 qu'en 1917 (ni même en 1920 et « au-delà »), c'est là, une interprétation aussi candidement ignorante (de l'épistémologie de Marx) que logiquement inconsistante. C'est pourquoi elle apparaît non pas dialectique mais « paradoxale », sur le mode des « antinomies » imposées pour pouvoir parler de Capitalisme d'État... en terme d'économie politique, du moins si on se place du point de vue de Marx.

Fin de l'histoire... faute de sujet Le dépérissement de l'État.

Formellement on a là une déclinaison de la variante la plus coutumière de l'anti-rationnalisme phénoménologique : la *confusion du sujet et de l'objet*. C'est du reste ce même genre de confusion et « d'indistinction » - dirait Descartes - qui produit une compréhension homogène (et identiquement inconsistante) de la notion de « dépérissement de l'État » contraire à celle que décrit Marx.

Si Marx conclue au nécessaire dépérissement de l'État bourgeois c'est précisément par ce que l'État exprime une totalité – l'état « actuel » de la formation sociale en devenir – et non pas les déterminations contradictoires qui animent le processus de ce devenir, toujours en cours... de totalisation.

38 Voir : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Jim_Jones_\(pasteur\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jim_Jones_(pasteur)) : Jim Jones est à l'origine d'une des dérives religieuses les plus connues de l'Histoire ayant provoqué un traumatisme à l'échelle mondiale. Sa communauté connut une fin tragique le 18 novembre 1978 à Jonestown où 908 personnes périrent par ingestion de cyanure de potassium.

Il est d'ailleurs très instructif de lire, là encore, les commentaires très perspicaces et non moins bien informés que nous livre le camarade Lénine, à propos de cette question de l'État et de son dépérissement, dans ce passage célèbre de « *l'État et la Révolution* » :

« Engels invite Bebel à cesser tout bavardage sur l'État, à bannir complètement du programme le mot État, pour le remplacer par celui de "communauté"; il va jusqu'à déclarer que la Commune n'était plus un État au sens propre. Cependant que Marx va jusqu'à parler de l'"État [Staatswesen] futur de la société communiste", c'est-à-dire qu'il semble admettre la nécessité de l'État même en régime communiste.

Lénine est parfaitement conscient de la contradiction qu'il doit affronter et qui en 1917 n'est déjà plus de l'ordre de la pure spéculation théorique. Il s'en sort donc en *déplaçant le sujet*:

Mais cette façon de voir serait foncièrement erronée. Un examen plus attentif montre que les idées de Marx et d'Engels sur l'État et son extinction concordent parfaitement, et que l'expression citée de Marx s'applique précisément à l'État en voie d'extinction.

Il est certain qu'il ne saurait être question de déterminer le moment de cette "extinction" future, d'autant plus qu'elle constituera nécessairement un processus de longue durée. La différence apparente entre Marx et Engels s'explique par la différence des sujets traités et des buts poursuivis par chacun d'eux. Engels se proposait de démontrer à Bebel d'une façon frappante, incisive, à grands traits, toute l'absurdité des préjugés courants (partagés dans une notable mesure par Lassalle) sur l'État. Cette question, Marx n'a fait que l'effleurer, car un autre sujet retenait son attention : l'évolution de la société communiste. »

Or, Lénine a alors ce commentaire, encore plus instructif, et que ne démentirait certainement pas mon petit camarade Patrick Tort (incontestable maître ès darwinisme) :

« Toute la théorie de Marx est une application au capitalisme contemporain de la théorie de l'évolution sous sa forme la plus conséquente, la plus complète, la plus réfléchie et la plus substantielle. On conçoit donc que Marx ait eu à envisager le problème de l'application de cette théorie à la faillite prochaine du capitalisme comme à l'évolution future du Communisme futur. »

De là Lénine formule et répond à la question fondamentale qui se pose à lui de manière plus actuelle et concrète qu'à quiconque avant lui. On ne sera pas surpris de constater qu'il la formule selon Marx, c'est à dire en niant d'emblée la téléologie libérale de Hegel et sa « Fin de l'Histoire » :

« A partir de quelles données peut-on poser la question de l'évolution future du communisme futur ?

A partir du fait que le communisme procède du capitalisme, se développe historiquement à partir du capitalisme, résulte de l'action d'une force sociale engendrée par le capitalisme on ne trouve pas chez Marx l'ombre d'une tentative d'inventer des utopies, d'échafauder de vaines conjectures sur ce que l'on ne peut pas savoir.

Marx pose la question du communisme comme un naturaliste poserait, par exemple, celle de l'évolution d'une nouvelle variété biologique, une fois connue son origine et déterminée la direction où l'engagent ses modifications. »

Lénine évoque ensuite les célèbres « Gloses marginales » de Marx sur le programme proposé par Lasalle (à la social-démocratie allemande) :

« Tout d'abord, Marx écarte la confusion apportée par le programme de Gotha dans la question des rapports entre l'État et la société. ».

Ce passage de ses « gloses marginales », où Marx « écarte la confusion » est celui-ci : « Lassalle écrit que - *La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord DANS LE CADRE DE L'ÉTAT NATIONAL ACTUEL, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples.* »

La « glose » de Marx :

« Contrairement au Manifeste communiste et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national.

On le suit sur ce terrain et cela après l'action de l'internationale ! »³⁹.

Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le *Manifeste communiste*, « quant à sa forme ».

Mais le « cadre de l'État national actuel », par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économi-

39 Ce point d'exclamation dénote le ton sarcastique et l'exaspération de Marx à l'encontre des « intellectuels d'influence » de son époque. Ici, dans cet échange épistolaire, Marx s'adresse à des lecteurs proches, qui sont parfaitement informés du sujet et du motif de cette exaspération : l'imposture et la sottise qui se répandent dans le milieu politique « d'extrême gauche » allemande, sous l'impulsion de « socialistes » du genre de Lassalle. Aujourd'hui cette même exaspération serait d'actualité face à la sottise propagée en « Gauchunie » par des bataillons de maîtres ignorants, désormais *multi-médiatiques*.

quement, « dans le cadre » du marché universel, et politiquement « dans le cadre » du système des États. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans le caractère de sa politique internationale.

Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ?

À la conscience que le résultat de son effort « sera la fraternité internationale des peuples » - expression ronflante empruntée à la bourgeoise Ligue de la liberté et de la paix⁴⁰, que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Des fonctions internationales de la classe ouvrière allemande par conséquent, pas un mot ! » Et c'est ainsi qu'elle doit faire paroli⁴¹ face à sa propre bourgeoisie, fraternisant déjà contre elle avec les bourgeois de tous les autres pays, ainsi qu'à la politique de conspiration internationale⁴² de M. Bismarck ! »

Noter au passage que l'hypocrisie duplice de la « fraternité des peuples » - que Marx, comme Lénine, moque ici chez les « sociaux démocrates » - est analogue à notre « citoyennisme » actuel, avec son « principe responsabilité », ses « O.N.G. » et ses « droits de l'homme *et du citoyen* », etc. C'est aussi l'occasion de moquer par anticipation nos « souverainistes » anarcho-trotskyistes :

40 La Ligue internationale pour la paix et la liberté, fondée à Genève en 1867, était une organisation internationale de démocrates bourgeois et de pacifistes partisans du libre-échange, contre laquelle Marx et la I^{re} Internationale menèrent une lutte résolue.

41 *Faire paroli* : doubler la mise, renchérir.

42 Marx nous livre ici, par anticipation, sa version du « complotisme » libéral atlantiste (U.E, F.M.I., O.T.A.N., etc.).

« En fait, la profession d'internationalisme du programme est encore infiniment au-dessous de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de son action est la « fraternité internationale des peuples. Mais encore *fait-il quelque chose* pour internationaliser l'échange et ne se contente-t-il pas du tout de savoir... que chaque peuple fait, chez lui, du commerce.

L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de l'Association internationale des travailleurs. Celle-ci fut seulement la première tentative pour doter cette action d'un organe central; tentative qui, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des suites durables, mais qui, sous sa première forme historique, ne pouvait survivre longtemps à la chute de la Commune de Paris.

La *Noradeutsche*⁴³ de Bismarck était pleinement dans son droit quand elle annonçait, pour la satisfaction de son maître, que le Parti ouvrier allemand a, dans son nouveau programme, abjuré l'internationalisme. »

Un peu plus loin Marx conclue sur la nécessaire imperfection initiale de la transition « socialiste » :

« Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond. »

43 La *Noradeutsche Allgemeine Zeitung* (Gazette générale de l'Allemagne du Nord), fondée en 1861, était l'un des principaux journaux bismarckiens.

D'où ce commentaire, toujours aussi perspicace, par le camarade Lénine, qui reprend ici les distinctions de Marx entre la « société actuelle » et son « État actuel » c'est à dire « en actes » :

"La "société actuelle", écrit-il, c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée d'éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée.

L'"État actuel", au contraire, change avec la frontière. Il est dans l'Empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux États-Unis.

L'"État actuel" est donc une fiction⁴⁴. »

Ici un moment dialectique important : passant de :

- la « Société actuelle » définie comme une généralité capitaliste étendue à « tous les pays civilisés »
- à « l'État actuel », déterminé et singularisé par ses frontières,
- Lénine conclue que ce dernier est une « fiction ».

Il précise cependant qu'il s'agit d'un jugement sur la situation « actuelle » et en tant que telle.

De la négation initiale, fidèle à la logique dialectique, Lénine « s'élève du singulier au général », en niant cette singularité déterminante, pour identifier le caractère générique de ces États : leur régime économique capitaliste, désigné comme « *société* capitaliste ».

« Cependant, les divers États des divers pays 'civilisés nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste.

44 On pourrait ajouter que cet État actuel est une fiction de même que le « capitalisme monopoliste » en tant que capitalisme « d'État actuel ».

C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, on peut parler d'"État actuel", pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d'exister. »

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'État dans une société communiste ?

Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ?

Seule la science peut répondre à cette question; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce." «

Lénine pose clairement le problème qu'il entend affronter (en 1917) comme celui des transformations à imposer à l'État d'une société future qui se sera coupée de ses racines capitalistes. État et Société sont bien distingués, de même État et Nation : pour Lénine, dans un contexte de conflit entre des nations impériales. Il est donc d'autant plus instructif d'observer que sur cette distinction « nationale » qu'il appuie celle qu'il précise entre Peuple et Société. C'est encore une fois en référant les « Gloses marginales » de Marx qu'il dénonce une autre « fiction », celle sous laquelle les réformistes se représentent déjà : « l'État Populaire » :

« Après avoir tourné ainsi en ridicule tous les bavardages sur l'"État populaire", Marx montre comment il faut poser la question et formule, en quelque sorte, une mise en garde en indiquant que l'on ne peut y donner une réponse scientifique qu'en se basant sur des données scientifiques solidement établies. »

Ces sarcasmes de Lénine à l'encontre des « bavardages » font évidemment écho à ceux que Hegel moquait déjà dans ses « *Principes de*

la philosophie du Droit »⁴⁵ et ils pourraient utilement être médités en notre hexagone de « gauchunie » : du PCF à Hidalgo, en passant par les sectes « écommunistes », « insoumises », « souverainistes », anarcho-trotskyistes et autres nuances du « vinaigre rosât » répandu sur le plateau du repas ridicule que nous servent désormais la classe politique et son appareil médiocratique. Il reste que tous ces judicieux commentaires de Marx et Engels par Lénine, sur l'État, sont quand même entravés par la contradiction qu'il affronte (avec Engels) en cherchant à concilier sa négation économique de l'État bourgeois avec la nécessité politique d'un État assurant *la transition socialiste vers la société communiste, dans la cadre de la dictature du prolétariat*.

Dans « *De l'État* » en 1919, rédigé en complément à « *L'État et la révolution* », une fois cette révolution « en actes », Lénine consacre pas mal de pages à essayer de sortir de cette impasse théorique :

« Quelque parti que nous considérons, en Russie ou dans n'importe quel pays d'une civilisation relativement avancée, les discussions, les divergences, les opinions politiques y gravitent aujourd'hui presque toutes autour de la notion de l'État.

L'État, dans un pays capitaliste, dans une république démocratique — comme en Suisse et en Amérique, notamment, — dans les républiques démocratiques les plus libres, est-il l'expression de la volonté populaire, la résultante de la

45 « Dans les chaires on ne cesse de parler de l'insécurité, de la fragilité, de l'instabilité des choses temporelles, mais chacun pense, si ému soit-il, qu'il conservera pourtant ce qui lui appartient ; que cette insécurité apparaisse effectivement sous la forme des hussards sabre au clair, et que tout cela cesse d'être une plaisanterie, alors ces mêmes gens édifiés et émus qui avaient tout prédit se mettent à maudire les conquérants. Cependant les guerres ont lieu quand elles sont nécessaires, puis les récoltes poussent encore une fois et les bavardages se taisent devant le sérieux de l'histoire. »

décision générale, l'expression de la volonté nationale, etc., ou bien est-ce une machine permettant aux capitalistes de ce pays de maintenir leur pouvoir sur la classe ouvrière et la paysannerie ? C'est la question majeure autour de laquelle gravitent aujourd'hui dans le monde entier les débats politiques.

Toutes, elles nous ramènent à cette question : qu'est-ce que l'État ?

Pour comprendre ces accusations et pour s'y retrouver, pour les analyser en connaissance de cause et ne pas s'en rapporter uniquement aux bruits qui courent, pour se faire une opinion ferme, il faut bien comprendre ce qu'est l'État. Nous avons ici affaire à des États capitalistes de toute sorte, à toutes les théories qui ont été échafaudées avant la guerre pour les justifier. Afin d'aborder correctement la solution de ce problème, il convient d'envisager sous l'angle critique ces théories et ces idées. »

On voit bien ici que c'est par ce que Lénine n'arrive pas se sortir des apories que suscitent ses références à Engels sur la question de l'État, qu'il est amené à confondre (malgré qu'il en ait) État et Société, Politique et Économie, en naturalisant l'un dans l'autre : l'État capitaliste. Certes, c'est pour le nier, mais dans une logique de négation qui n'est plus dialectique et qui ne peut donc se nier en retour pour produire une positivité, celle de l'État « en actes » d'une Société communiste. À vrai dire on voit surtout que ce qui pose problème, aussi bien d'ailleurs à Engels qu'à Lénine, c'est la manière dont ils associent l'État et la Société dans une conception communiste du socialisme et de la phase transitoire de « socialisation » menant à la société pleinement socialisée que sera la société sans classe.

Ce que Engels a devant lui – son *ob-jet* – c'est la Commune de Paris, tandis que Lénine est en train d'essayer de construire, sur ce modèle de dictature du Prolétariat, le premier *État communiste* de

l'Histoire en s'efforçant de conserver « *tout le pouvoir aux soviets* ». Aux premiers temps de la révolution d'Octobre, une des préoccupations des bolcheviques était de durer « plus longtemps que la Commune de Paris » ... Lénine va activement œuvrer à cette « durabilité ». Du point de vue de l'économie politique ça donnera notamment la NEP. Mais c'est bien Staline qui va construire concrètement l'Union Soviétique, celle qui allait d'ailleurs durer jusqu'à la disparition du « petit père des peuples », au prix de bien des sacrifices du peuple russe, mais en lui permettant de surmonter les plus terrifiantes épreuves de son histoire. Certes, c'est une autre histoire ... mais son aspect « national » et « international » me sert de liaison avec un autre aspect fondamental de nos controverses : *l'aliénation de l'État*.

Aliénation, autonomie et hétéronomie de l'État

Dans le Manifeste, Marx avait déjà « clarifié » la question de l'État-Nation comme « terrain » du Politique et comme « théâtre des opérations » politiques de la lutte des classes, dans sa *forme* locale singulière :

« La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. »

C'est ainsi que Marx et Lénine se retrouvent pour moquer de concert « la fraternité internationale des peuples », encore une fois l'homologue géopolitique « internationaliste » de notre variante nationale du citoyennisme/droit-de-l'hommeisme contemporain.

Chez Lénine les choses sont d'autant plus claires qu'il a pu (et du) mettre à la rude épreuve du terrain les sévères leçons de Marx. D'un point de vue épistémologique, la conception idéaliste libérale de cet

État-Nation, en tant qu'État *de Droit*, et comme instance « *transcendante* », était déjà une des contradictions que Marx pointait dans sa préface à la critique des principes de la Philosophie du Droit de Hegel. Il abandonnera d'ailleurs la rédaction du pensum qu'il introduisit par sa célèbre préface, comprenant la vanité de la chose tant *la réponse est dans la question* que se posait Hegel. La chose d'ailleurs est si *claire et distincte* à qui veut bien la considérer *logiquement* (c'est à dire en confrontant dialectiquement Hegel à son propre système) qu'Hyppolyte (citant Brehier) la résume d'une simple « remarque » dans sa « Notice » liminaire. Hyppolyte résume d'abord « *Le second moment, celui de la moralité subjective* », comme celui du « *devenir du sujet particulier s'élevant à la moralité objective en prenant conscience des ambiguïtés de sa bonne conscience qui est tout aussi bien une mauvaise conscience.* »

Il observe alors que :

« Hegel avait déjà critiqué les antinomies d'une « vision morale du monde » dans la Phénoménologie et dénoncé les sophismes inévitables de la bonne conscience. On retrouvera toute cette analyse dans la deuxième partie. de cette Philosophie du Droit. Elle est au reste facile à suivre. Elle exprime la subjectivité chrétienne dans cet esprit objectif. »

Fort logiquement Hyppolyte revient alors sur « La première partie » ; notant que cette première partie « *sur le droit abstrait, le droit de la personne* » du coup « *est [au contraire] beaucoup plus difficile à comprendre* ». C'est là qu'Hyppolyte s'appuie sur Bréhier et cite ce passage critique de son Histoire de la Philosophie : « *On se demandera ce qui a pu suggérer à Hegel, l'idée paradoxale de construire une théorie du droit (privé) qui ne supposât en rien l'existence de l'État.* »

Marx voit très bien ce qui a pu suggérer cette « idée baroque » à Hegel. Ce qui à ce « moment là » a pu lui passer par la tête. Car Hegel part d'une prémisse eschatologique (mystique dira Marx) donc d'une

« téléologie logique » qui impose que l'État politique doivent *nécessairement* résulter d'un processus historique qu'il accomplit par lequel il (se) révèle son « Idée » (à lui-même).

De même que pour Hegel le concept est l'achèvement du mouvement dialectique de l'Esprit, de même l'État qui est le concept accompli du Politique ne peut être déjà exprimé en son « commencement ». Pétition de principe théorique qui impose à Hegel d'abstraire l'État de ce qui est pour lui le « premier mouvement » de son expression historique.

Dans la perspective idéaliste eschatologique de Hegel, c'est au processus historique de « concrétiser » cette abstraction. De là les inconsistances que Bréhier et Hippolyte souligneront, après Marx. Tel le Dr McCoy dans « Star Trek » apostrophant Spock, Marx rappelle Hegel à la raison dialectique, en lui servant une sorte de « Hegel auriez-vous perdu la tête ? »⁴⁶.

Derrière cette affaire de droit « privé », de droit « abstrait » et de l'État, y a là toute une problématique phénoménologique induite par les acceptions hégéliennes de l'abstrait et du concret, du sujet et de l'objet, de la critique de la morale kantienne comme catégorie majeure de « raison pratique », etc, qui vient se greffer là-dessus. Problématique qui relève assurément de la philosophie du droit donc de « l'agir politique » en tant que tel, chez Hegel puis chez Marx.

J'y reviendrai mais, pour en revenir déjà à l'économie et à Lénine, il est très symptomatique à cet égard que, dans le court chapitre qu'il consacre nommément à « [l'exportation des capitaux](#) », ce dernier n'évoque pas ... les U.S.A. Il conclue cependant, en annonçant la suite, que « *Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage direct du globe.* ». C'est donc dans [le chapitre suivant](#), qu'il va évoquer ... l'impérialisme du « monde d'après », celui du futur

46 « *Spock ! Are you out of your vulcan mind* » : Spock auriez vous perdu l'esprit (vulcain) ?

« empire du bien », alors en gestation mais qui va précisément « émerger » sur la scène impériale mondialisée... à ce moment là.

Je reviendrai donc sur le contexte proprement économique qui va amener Lénine à évoquer en 1917 la problématique de *planification étatique* de la production et de là « *le processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État*. ».

Mais, assez glosé là-dessus, notons simplement ici que Marx est évidemment encore plus « totalitaire » dans le Capital, lorsque par exemple dans la section consacrée à *l'accumulation primitive*, il résume dans un passage impeccable de « clarté et distinction » (et de « grand style ») que j'ai souvent cité, la logique de sa critique de l'économie proprement politique voire « géopolitique » sur ce point :

« Le système du crédit public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au moyen âge, posé les premiers jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. Le régime colonial, avec son commerce maritime et ses guerres commerciales, lui servant de serre chaude, il s'installa d'abord en Hollande. La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste.

La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le credo du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnables. »

Marx parle bien « *d'aliénation de l'État* » ... une aliénation qui « *marque l'ère capitaliste* » ... toujours en cours... Cet État peut être non pas capitaliste ou « anti-capitaliste » mais « *despotique, constitu-*

tionnel ou républicain » ce qui détermine distinctement un « régime » de *pouvoir institutionnel* mais non de *production*.

Le capitalisme est donc un régime de production qui nie l'autonomie politique de l'État, puisque, en tant que tel, il l'aliène à une hétérogénéité « modale » de l'économie : l'accumulation. Le capitalisme monopoliste d'État n'a de sens marxiste que pour désigner l'aliénation de l'État au mode d'accumulation qui caractérise le capitalisme industriel et monopoliste, en passe d'être généralisé (mondialisé). Quelle est alors la forme historique et économique individuelle et « subjective » que prend cette aliénation ?

L'actionnaire...

identifié par Marx comme la variante *homo capitaliensis* caractérisant l'ère capitaliste, et en tant que tel sujet essentiel du passage de l'accumulation primitive au capitalisme national, puis colonial et enfin mondial.

« La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée.

Les créiteurs publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation - de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel - la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agio-

tage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne. »

Cette « personnification » du Capital (en somme sa « subjectivation » en termes post-modernes) est très caractérisée chez Marx. Elle renvoie notamment à cette formule du Livre III, dont on ne sera pas surpris qu'elle explicite le rapport dialectique entre un objet phénoménal – l'accumulation – et son *sujet/agent* : le capitaliste :

« Nous avons vu que l'extension de *l'accumulation* ne va pas sans une *concentration* croissante du capital. *La simultanéité de ces deux phénomènes accentue l'opposition entre le producteur réel et le capital dont le capitaliste est la personnification. Le capital* se manifeste de plus en plus comme une *puissance sociale dont le capitaliste est l'agent* et qui n'est nullement proportionnelle à ce que l'individu peut produire par son travail; de plus en plus il devient *une puissance que la spoliation met aux mains du capitaliste et qui s'oppose comme telle à, la société.*

La *contradiction entre cette puissance sociale* à laquelle s'élève le capital *et la puissance privée du capitaliste* sur les conditions sociales de la production s'affirme de plus en plus; *elle doit aboutir nécessairement à la dissolution de cet état de choses et à un système de production générale, commune et socialisée.* Cette solution est le *résultat inévitable du mode de développement des forces productives* dans le système capitaliste. »

J'y reviendrai à propos de la « *socialisation* », mais le point à retenir ici, c'est que d'une part Marx associe l'accumulation de capital à la *spéculation* (« *l'argent qui fait de l'argent comme les poiriers font des poires* ») et non au caractère de monopole des formes développées de la production, et d'autre part il personnifie le capital sous les espèces de ses « agents »... capitalistes.

C'est un caractère déterminant (mais il n'est pas décisif) que ce monopole soit colonial ou métropolitain, opéré par des sociétés par actions, cotées en bourse, que son objet soit l'exploitation industrielle ou agricole des ressources de ces empires coloniaux, ou la rente produite par les investissements « mondialisés » industriels directs tels le Canal de Suez, de Panama, etc. ou indirects : l'emprunt russe, etc.

Autre point fondamental : comprendre que l'accumulation de capital par les actionnaires, y compris « petits porteurs », n'est fort justement associée par Marx ni à la période industrielle, ni à l'*exploitation coloniale* qui la précipite comme « serre chaude » (et se poursuivra comme cadre ultérieur des « délocalisations »), ni à l'*exportation de capitaux* (qui en pratique se fait « dans les deux sens » au fil du procès de production/circulation des marchandises puis du capital), ni surtout à la forme historique de l'État impérial exerçant le pouvoir « performatif » d'accorder des monopoles et concessions, et moins encore à la « nature » de cet État qui pour Marx n'est rien d'autre qu'une « *totalisation en cours* ».

Toujours en cours doit-on ajouter pour contredire Hegel comme le fit Marx sur ce point (cf. La fin de l'Histoire selon Hegel).

Marx analyse toutes ces déterminations concomitantes comme des contradictions inhérentes à un *mode de production surdéterminé par l'accumulation*. C'est pourquoi il est non seulement inutile et faux mais inopérant et invalidant méthodologiquement de proposer de manière aussi incohérentes et exogène des « ajouts » et autres « actualisations » à sa critique de l'économie politique consistant à abandonner, voire contredire les principes mêmes de l'analyse de Marx et les

fondements rationnels qui en font à ce jour le seul système cohérent de connaissance et compréhension de l'Histoire des sociétés humaines. De plus, la notion de CME telle qu'elle devient un article de Foi « économique » primordial du révisionnisme comme du réformisme⁴⁷, à partir des années 60, ne sert absolument à rien, en théorie comme en pratique... Et singulièrement pas à comprendre la « contradiction en procès » caractérisant l'ère capitaliste, que ce soit au 21^{ème}, au 20^{ème} ou au 19^{ème} siècle, ou ceux qui précèdent... Le volapük post-marxiste du CME est en cela un des errements méthodologiques « fondateurs » des impasses théoriques et politiques dans lesquelles se sont fourvoyés tous ses adeptes, rénovateurs, refondeurs et autres variantes opportunistes du réformisme, infestant l'appareil idéologique telle la vérole jadis s'en prenant au bas clergé. De fait, ce « paradigme restauré » dans une sorte de « théo-logique négative », consiste à réactualiser précisément ce que Lénine dénonçait :

« l'affirmation réformiste bourgeoise prétendant que le capitalisme monopoliste ou le capitalisme monopoliste d'État n'est déjà plus du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de "socialisme d'État", etc ».

Bientôt Lénine sera confronté de manière comminatoire à ces difficultés que Marx évoquait déjà comme « *inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement* ». C'est toute l'histoire de la naissance de l'Union Soviétique, depuis les « réformes » de la NEP jusqu'à ce que Staline y mette un terme, comprenant qu'il fallait impérativement que le « *pays du socialisme réel* » rattrape le retard de la production industrielle, car : « *Ou nous le faisons, ou nous serons écrasés* ».

Et le mois qu'on puisse dire est que l'Histoire a tranché !

47 Les deux mamelles de la déstalinisation « compétitive ».

Il est clair aujourd'hui que cette « *révision* » *réformiste bourgeoise* a eu pour principal résultat théorique chez nous de modéliser une « incapacité sélectivement acquise » à comprendre et analyser rationnellement le réel tant économique que politique.

Ce qui m'amène à ta remarque suivante ...

« La Cina e vicina »

(La critique dualiste de l'économie politique par Marx)

J-C. D. : Or, ces autres traits ne sont pas uniquement politiques, ils sont également de nature économique. C'est là que réside à mon avis toute la discussion.

D.M : Je ne suis pas certain que la discussion puisse se réduire à ce point mais j'y vois une explication de l'incapacité dans laquelle se mettent les adeptes du CME à s'extirper du trou noir qui les aspire dans l'agrégat informe du révisionnisme...

Prenons, par exemple, le cas de la Chine contemporaine, tel que nous le considérons aujourd'hui, et non plus comme nous le faisons à l'époque du film de Bellochio⁴⁸. Une économie capitaliste dans un « État » pourtant bel et bien socialiste, dirigé par un parti communiste plus que jamais « totalitaire » et à ce titre affirmant sa « totalité » marxiste en imposant *une dictature politique du prolétariat chinois à sa bourgeoisie possédante*.

48 Dans une petite ville du nord de l'Italie, Camillo, adolescent maoïste, n'approuve pas que son frère Vittorio, comte richissime, se présente aux élections municipales comme candidat socialiste. Camillo tente, avec des camarades, de saboter la campagne électorale de Vittorio. Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Chine_est_proche

Un « cas d'école » qui t'intéresse au premier chef, de même que Badiou, à qui je vais répondre plus loin, et qui demeure incompréhensible si on essaie de l'interpréter à l'aune d'un concept qui amalgame le sujet et l'objet du phénomène, confondus dans une « essence » commune qui ne peut porter aucun rapport entre l'économique et le politique sinon une relation d'identité, autrement dit (formellement) une parfaite...confusion. Je vais développer ce point dans ma réponse à Badiou, mais je vais d'abord m'efforcer de t'expliquer en quoi il est en rapport direct avec une conception abstraite et idéaliste de l'État par les intellectuels communistes français de la génération de Bocca-ra.

À titre de nouveau liminaire je rappelle (une fois encore) que pour Marx, l'État n'est pas le *sujet* historique de l'accumulation capitaliste et pas davantage son *objet*, à quelque époque de l'ère capitaliste que ce soit. Simplement parce que l'État, chez Marx, est le phénomène totalisé et non le sujet ou l'objet du phénomène proprement politique. Chez Hegel l'État est le concept, donc l'idée totalisée (et à ce titre concrétisée) *du Politique*, avec l'expression de toutes ses contradictions ; et de ce fait l'État dans sa forme bourgeoise libérale marque selon lui la fin de l'Histoire. *Cette* Histoire étant celle de l'auto-dévoilement de son concept à l'Esprit (celui de la liberté libérale), par la concrétisation de *toutes* ses déterminations contradictoires.

D'un point de vue dialectique, Marx à l'inverse de Hegel maintient l'État comme une « totalisation en cours »⁴⁹ et non pas un concept « achevé », auto-accompli ou historiquement « révélé à lui même » comme chez Hegel⁵⁰.

49 Cf. le commentaire de Sartre sur « *L'Être et le code* » de Michel Clouscard.

50 Révisé dans le brouet de l'ontologie Hiedeggerienne ça donne les « dévoilements » de « l'Être » sur le mode des régiments de Panzer présentés comme « acte métaphysique » fondamental.

Un système de rapports politiques déterminés par les rapports économiques mais nécessairement distinct de ces derniers. Or, les analogies « paradoxales » des prétendus économistes qui ont produit l'hydre théoricien du CME peuvent se ramener à deux traits communs qu'il s'agissait pour ses promoteurs de « totaliser » :

- une gestion *planifiée* de la production industrielle et des équipements d'infrastructure, supposément contradictoire avec sa *détermination par le marché* ;
- et une posture « non libérale » (en matière économique) du pouvoir institué, congrue à une planification « étatique » de la croissance.

Ces deux traits étaient simultanément observables notamment en France, en Union Soviétique et en Chine, mais sous des modes de production indéniablement capitaliste pour les uns, « sur la voie collectiviste vers le socialisme réel » pour les autres.

Souviens-toi : « *Tout est politique* »... proclamaient alors les *contestataires* censément les plus « politisés ». Mais, pour Marx, l'économique *détermine* le politique (et non l'inverse), et précisément pour cette raison *n'est pas* le politique. C'est pourquoi j'ai rappelé plus haut que c'est dans un contexte historique, économique et politique analogue que Lénine s'interrogeait sur la possibilité de concevoir une économie socialiste, qualifiée comme telle par sa *substitution du plan au marché*, pour déterminer la production et les rapports sociaux qu'elle implique. J'ajoute que cette « discussion » que tu me proposes, sur la distinction du politique et de l'économique a donc déjà eu lieu et s'est conclue, par leur amalgame et leur confusion, il y a près de 50 ans, avec notamment la « refondation » du CME. À l'époque la confusion fut d'ailleurs étendue à tous les « questionnements » comme on dit dans le sabir mondain d'aujourd'hui, inaugurant la requalification bourgeoise du « social » en « sociétal ». Cette requalification s'inscrit dans une « transition » idéologique plus générale, promue par celle

des crises économiques, et dont résultât une logique de « réconciliation » dont la conséquence politique (attendue) sera la requalification du socialisme de papa en plus libéral (et « trendy ») « altercapitalisme ». Une mutation sélective (et élective), visant à réconcilier l'homme avec son « environnement » - s'épargnant ainsi les foudres de Gaïa. Il s'agissait, déjà avec Mitterrand, de « changer la Vie » et non plus les rapports sociaux de production qui la conditionnent et la déterminent. Il s'agissait déjà, d'un *printemps* proto-macronique, celui des « cent fleurs » du « principe responsabilité » qui s'épanouit parmi les classes moyennes. Elles allaient rivaliser parmi les cent écoles de nos libéraux libertaires de toutes sectes. C'est aujourd'hui le temps de la récolte, par les hardis moissonneurs, forts des brigades libertaires rassemblant de Rabhi au NPA et « extinction rebellion », en passant par Piketty, Lordon, Stiglitz, Graeber, Esther Duflo, Dardot-Laval et tutti quanti, et y compris la cohorte des Nobel et nobélisables « en marche », nos modernes Bouvard et Pécuchet « mondialisés ».

Je vais développer plus loin cette thématique de « réconciliation » qui traverse toute ta problématique d'« union sacrée » de l'économie et du politique, selon moi complètement illusoire. Mais, pour en revenir d'abord à l'économie *politique*, voyons comment le divorce, par l'opportune médiation de nos « anti-totalitaires, s'est conclu « à l'amiable ». J'ai rappelé dans LVLC ce moment singulier de mutation opportuniste de l'idéologie française dans une « Note sur l'archéologie du libéralisme français. » dont je vais reprendre certains passages qui rejoignent notre discussion. Je parlais du constat qu'il y a des continuités discernables tout au long des séquences historiques qui intéressent notre propos car elles permettent de dessiner les contours politiques et sociaux de l'*exception marxologique française* contemporaine. Celle qui va produire aussi bien le CME que l'idéologie « antitotalitaire », l'abandon par le PCF de la « notion de dictature du prolétariat », l'« euro-communisme », l'« écommunisme », etc.

Je rappelai donc à ce propos que du fait de son « passé révolutionnaire », la France n'a pas dans sa tradition intellectuelle (ni dans sa généalogie politique) d'intellectuel majeur⁵¹ représentatif du libéralisme « moral » à l'anglo-saxonne, dans la lignée des Lippmann, Dewey, Rawls, etc.⁵² C'est pourquoi l'acculturation endogène du libéralisme, par les clercs de la petite bourgeoisie intellectuelle hexagonale, s'y est faite tardivement et sous une forme propre à l'idéologie française⁵³. Une idéologie française qui n'a pas le souci eschatologique de démocratie légaliste et juridictionnelle qu'affectionnent les théologiens anglo-saxons du libéralisme. Or ces derniers, et c'est ce qui nous ramène à tes remarques, distinguent et séparent traditionnellement, en tant que thuriféraires consistants du capitalisme anglo-saxon :

- *l'économie* comme lieu des « lois naturelles »
- de la sphère de *la politique* régie par les lois des hommes.⁵⁴

51 Sauf à ranger Piketty ou Lordon (et Cie) parmi les « intellectuels majeurs » !

52 Sinon des précurseurs comme Benjamin Constant, Tocqueville ou les Saint-Simoniens, dont le souvenir s'est estompé au XXème siècle. Inversement, aux USA, le libéralisme est vu comme une pensée « progressiste » voire « de gauche » — « liberal » signifie là-bas « de gauche ». Ses thuriféraires et théoriciens constituent le gros des penseurs politiques, hégémoniques aux États-Unis au XXème siècle. Dès la fin de la première guerre mondiale la cause y est entendue : Edgar Hoover et le FBI se sont chargés de liquider les derniers révolutionnaires « immigrés », et de fabriquer la forme maffieuse des syndicats pour en éradiquer tout risque possible de syndicalisme anarchiste, communisant ou révolutionnaire.

53 Principalement « foucaldienne », voir à ce propos l'excellent livre de Zamora et Dean : « Le dernier homme et la fin de la Révolution ».

54 Un dualisme formel déjà implicite au XIXème siècle et toujours déterminant du libéralisme actuel et aussi bien de sa forme dite « néo » libérale (voire « néo » conservatrice) sur le modèle de Michel Foucault, Ibid note précédente.

J'y reviendrai un peu plus loin en réponse à la suite de ta remarque, mais j'évoque cette distinction libérale, entre économie et politique, pour bien souligner le fait que cette « séparation » n'est pas du tout celle qu'applique Marx (qui au contraire la critique). De même que « *la séparation de l'économique et du politique* » que tu imputes par ailleurs au « *capitalisme industriel de libre concurrence* » qui, me dis-tu, l'aurait « inventée » (!), n'est en réalité que l'expression d'une très ancienne tradition de l'idéologie libérale, toujours prépondérante et du reste strictement reprise, en tant que « principe de séparation » notamment par nos écoloopportunistes d'aujourd'hui. Là encore je te renvoie à LVLC où cet aspect de l'idéologie révisionniste dominante est scrupuleusement exposé.

De fait, pour Marx, qui sur ce plan phénoménologique est cartésien donc dualiste, sa critique de l'économie politique est un effort de compréhension *a posteriori* des rapports de *détermination réciproque* du politique *de et par* les conditions d'existence matérielles de la « société civile », dont les agents sont présumés prédire, programmer et accomplir la suite de ses « événements ».

La Critique de l'Économie Politique par Marx est donc d'abord celle des prétentions scientifiques de cette discipline, dont Marx s'emploie à démontrer l'inconsistance et les contradictions tant épistémologiques que méthodologiques. Par analogie on peut dire que Marx va s'intéresser à l'état du système de « corps sociaux » animés par des forces contradictoires qui déterminent leur mouvement historique. Dans pareille perspective, le mouvement observable, et l'état résultant, sont relatifs... à l'observateur et à sa position relative dans le système du développement historique des forces qui le produisent. C'est ce que Marx affirme par sa proclamation de la lutte des classes comme moteur de l'Histoire. Le « point de vue » de l'observateur est donc celui que détermine sa classe sociale, dans un *rapport* également contingent au développement des forces productives dans lesquelles il s'inscrit.

C'est ainsi que Marx peut conséquemment parler d'État bourgeois, ou féodal, etc. pour dénoter une singularité historique du rapport des forces sociales résultant du développement des forces productives. De cette singularité « prédicative » résulte une détermination du *pouvoir* comme *force* résultant du *rapport de force* contradictoire et historiquement « déclaré » ou « instancié » - pour parler comme les informaticiens – dans et par un *état singulier du système* considéré. De là le *rapport de classe* distinguant une classe dominante, comme celle qui exerce le pouvoir réel et concret, et s'efforce de l'aliéner à ses intérêts concrets. Ce pouvoir économique permet de préserver l'état, qui lui est le plus favorable, au mieux de ses intérêts. De là l'idée du nécessaire *dépérissement de l'État* qui totalise une formation sociale donnée pour qu'elle s'*auto*-transforme en se re-produisant dans une autre, qui donnera nécessairement un autre état. C'est la phase de « transition » que Marx qualifie donc de « socialiste » (et non « écologique », « énergétique » ou « climatique », etc.). L'État n'est pas plus une détermination du mode de production capitaliste que ce dernier ne peut être déterminé par l'État. Les déterminations de l'État relèvent des forces sociales qu'il totalise. Pour Marx, qui affirme pourtant la causalité économique comme primat « existentiel », l'État ne peut être qualifié que selon des déterminations telles que « *despotique, constitutionnel ou républicain* » qui sont des catégories prédictives tirées de la Philosophie du Droit autrement dit de la philosophie politique. En revanche le Capitalisme, qui est une forme historique générale du mode de production, pourra être « prédicté » comme *industriel* et/ou *monopolistique* ; deux formes (distinctes mais non contradictoires) du mode de production... et non du pouvoir d'État. Dans le premier cas, cela exprimera une détermination du mode de production, tandis que dans le second ce sera le mode de circulation des biens. Dans les deux cas on a une détermination commune d'optimisation de l'accumulation, par concentration du capital.

Inversement Marx parlera du *mode* de production capitaliste ou « bourgeois moderne », ou antique, ou féodal, ou oriental, etc. pour déterminer/délimiter le périmètre (géographique, social et historique) de ce mode de production mais non pas l'État qui en résulte pour ce qu'il appelle la « *formation* sociale économique » :

« À grands traits, les *modes* de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. »

Car, pour Marx, les rapports induits par ces modes de production, sont encore autre chose et relèvent, quant à eux, de *l'existence sociale* des *individus*, donc du *politique* :

« Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. »

Le processus de production sociale *dans sa forme contradictoire capitaliste* est donc destiné à s'auto-détruire pour se re-produire, sans pour autant pouvoir s'affranchir de la contradiction individuelle inhérente au fait social lui-même. On ne saurait mieux résumer la conception dialectique que Marx applique à l'Histoire et à ses contingences sélectives. Une Histoire purement matérialiste et rationnelle, dépourvue de commencement, comme de fins, donc de toute téléologie « transcendante » et qui aboutit logiquement à ce dépassement de Hegel par Marx :

« Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine. »

Cette formation sociale dont s'achève l'histoire avec le libéralisme hégélien est pour Marx comme la préhistoire de la société humaine. Un passage clef de la critique du programme de Gotha résume le point de vue Marx sur cette problématique de l'État comme manifestation des « Principes de la philosophie du droit » :

« [...] dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond. »

Dans la phase actuelle de la société mondialisée, toujours et plus que jamais sous régime de production capitaliste, le dualisme distinguant le politique de l'économique conditionne toute possibilité de concevoir la transformation de l'État et du pouvoir d'État.

C'est un présupposé heuristique indispensable à la conception d'une « transition » vers le communisme, en partant d'une formation sociale « actuelle » encore plongée dans l'ère capitaliste.

Ainsi, il est assez facile d'observer que la France des débuts de la Vème République n'a jamais été un État collectiviste (sans même parler de communiste) en dépit de la pression communiste sur la société civile et ses intellectuels, de sa politique planifiée d'investissements et production industrielle « stratégique », comme du poids dans son économie de ses « combinats industriels » nationalisés, s'ajoutant à celui de ses services publics étendus dans l'après deuxième guerre mondiale, des réquisitions de la Libération au plan Marshall, de la décolonisation aux 30 glorieuses, etc. Il n'y avait pourtant pas plus de Capitalisme d'État sous De Gaulle, Pompidou ou Giscard que de Socialisme d'État (et moins encore de Collectivisme) sous Mitterrand ou Hollande !

J-C. D. : La capacité que l'État a d'émettre de la monnaie et de financer des dépenses "sans compter" releva-t-elle uniquement de l'ordre du politique ou introduisit-elle un break majeur dans le fonctionnement du capitalisme ?

D.M. : Je vais revenir sur ta conception assez étrange de la « création monétaire » (voir plus loin ma conclusion : « *Par ici la Monnaie* »). Mais, déjà les autres traits que tu en as précédemment décrits « *en particulier les dépenses militaires et la guerre* », ne sont pas plus que « *l'exportation du Capital* » des « manifestations politiques de l'essence de l'État » et pas plus « dans le système du capitalisme industriel » que dans les systèmes antérieurs. Ce sont des fonctions opérationnelles de l'État, déterminées par des astreintes circonstancielles.

Si on reprend ton « trait » distinctif des dépenses militaires, elles sont en effet une des manières qu'a l'État - quelle qu'en soit la forme - de *dépenser*⁵⁵... et *non d'accumuler* du capital. Et c'est bien là une nécessité politique sujette à des contraintes économiques qui sont parfaitement hétérogènes à la « nature de l'État », sans même parler de son « essence ».

Pour prendre un exemple d'État à forte propension de dépenses militaires, « proche de nous », tu peux logiquement qualifier l'État d'Israël comme « *théocratique* » car il s'agit là d'une détermination *politique* affectant le *pouvoir d'État*. Cette détermination (et non sa « nature ») le conduit à entretenir un « état de guerre » permanent qui lui-même implique des contraintes économiques lourdes.

55 Devenant ainsi un « débouché ».

C'est pourquoi on pourra parler « d'État théocratique » tandis que « théocratie d'État » serait de l'ordre du pléonasme, et que le fait de désigner Israël comme État capitaliste ne nous apprendrait pas grand-chose sur « l'essence » de cet État...belliciste et impérialiste.

Symétriquement on pourrait faire des observations analogues inverses par exemple à propos de l'Union Soviétique (puis la Fédération de Russie, sous Poutine), contrainte politiquement à consacrer une part considérable de ses forces productives à l'armement. Successivement pour résister au nazisme puis à l'impérialisme US de guerre froide, sans pourtant que le caractère socialiste de l'économie soviétique ou oligarchique aujourd'hui, soit significatif ou déterminant à cet égard. Il s'ensuit que parler de capitalisme d'État en URSS sous Staline n'a pas plus de sens que sous Poutine... de même que la concentration monopoliste planifiée de la période soviétique ne faisait pas plus de l'Union Soviétique un État capitaliste que l'accaparement de ces mêmes monopoles industriels par des oligarques libéraux ne fait aujourd'hui de la Fédération de Russie un pays socialiste.

Enfin, évidemment la mère patrie du capitalisme monopoliste « moderne » demeure sans conteste les États Unis d'Amérique, sur lesquels je pense superflu de m'étendre sinon pour te faire observer que ce qui distingue ce pays comme dominant (jusqu'ici) la mondialisation capitaliste n'est assurément pas son « étatisme » mais bien... son impérialisme « internationaliste ».

Quant à « *la capacité de l'État à émettre de la monnaie et à financer ses dépenses 'sans compter'* » elle ne relève pas plus de l'ordre du politique qu'elle ne saurait « *introduire un break majeur* » dans le fonctionnement du Capitalisme, dans la mesure où ce genre de problématique est « purement rhétorique » comme dirait Marx... qui plus est de la rhétorique à la Macron !

Dans la réalité de la « *création* » monétaire, la capacité de création de monnaie est fondamentalement tributaire des conditions concrètes du développement économique et des contraintes objectives inhérentes son financement⁵⁶. À qui en douterait il suffit de considérer par exemple, pris « près de chez nous » : le « circuit du trésor » mis en place par l'appareil d'État français au fil des « trente glorieuses ». Plutôt que la « fiche wiki », voir à ce propos : « [la thèse de Daniel](#) » où nous développons (sur un mode « autiste bien tempéré ») toute la généalogie, d'*économie politique* qui permet de comprendre les *rapports* entre la création monétaire « autonome », requise par les contingences économiques et historiques, avec les conditions politiques qui l'astreignent et s'en déduisent. Mais on peut aussi bien faire l'historique raisonné des modes de production et de financement du développement économique par l'Union Soviétique (Cf. La NEP et sa suite et fin stalinienne, puis la déstalinisation krouatchevienne⁵⁷ jusqu'à la liquidation de l'U.R.S.S. par Gorbatchev) ou la Chine communiste (le grand bond en avant puis la suite), voire Cuba ou la Corée du Nord, etc.

Cette dernière Corée (du Nord) présentant d'ailleurs une particularité confondante pour les tenants du CME puisque c'est une société indiscutablement « anti-capitaliste » - dès lors qu'il n'y existe strictement aucun agent susceptible d'accumuler - dotée d'un État que Marx qualifierait certainement de « despotique » voire « féodal » et une économie essentiellement dominée par des monopoles industriels ou de service.

56 Rappelons ici que la problématique de financement se pose pour Marx selon la logique de la circulation du Capital, où *la monnaie est la forme médiatrice de la circulation et non de la production*.

57 Qui sera aussi celui de l'épiphanie trotskyste de l'idéologie libérale, avec l'émergence décisive de l'anti-totalitarisme comme « habit neuf » de l'anti-communisme.

Dans tous les cas de figure on s'aperçoit bien vite que, comme cette chimère de CME, la problématique monétaire que tu évoques est une pure construction idéologique, une breloque conceptuelle destinée à masquer le vide théorique qui prévalait (et perdure) chez nos prétendus « économistes marxistes », incapables de se dépêtrer de leurs contradictions politiques depuis cette période de la guerre froide, encore aggravé depuis qu'elle n'est plus que du *réchauffé* ... mais désormais sur le mode soutenable donc *décarboné*. Quant à « *introduire un break majeur* » dans le fonctionnement du Capitalisme, c'est -sans doute bien malgré toi je te l'accorde - de la pure « rhétorique Macron » : « *Nous avons nationalisé les salaires et le P&L [acronyme de profit and loss – pertes et profits] d'à peu près toutes nos entreprises* », a-t-il déclaré sans sourciller au Financial Times⁵⁸.

Macron s'expliquant en ces termes (qui rappellent de manière cocasse les idées de Friot) : « *Le chômage partiel, c'est la nationalisation des salaires [et] le Fonds [de soutien aux entreprises] de 50 milliards allemand, le fonds de 20 milliards français [...] ça s'appelle une nationalisation du compte d'exploitation des commerçants et entrepreneurs* ».

Si « toute la discussion », du moins entre nous, porte là-dessus, elle peut donc vite se conclure, par la condamnation « à perpétue » (en camp de travail à régime sévère) de la notion de CME comme impasse théorique et supercherie idéologique, aussi néfaste politiquement qu'inutile et illusoire en matière de critique de l'économie politique libérale.

58 Voir : <https://www.ft.com/video/96240572-7e35-4fcd-aecb-8f503d529354>

Pour clarifier mon point de vue à propos de cette « problématique de crise », je te reproduis ici le « mémorandum » que j'ai écrit à nos petits camarades qui me sollicitaient à ce propos, en avril 2020, lors du « premier confinement ».

Questions de point de vue (marxiste)

Considérant, d'un point de vue marxiste, les caractéristiques de la crise financière que laissent présager les circonstances actuelles, il semble raisonnable de le faire par comparaison avec des situations économiques comparables pour en distinguer les traits distinctifs. Cette recension a été déjà faite par nombre d'observateurs selon lesquels elle semble pouvoir se résumer à ceci.

- Au-delà de l'ampleur sans précédent des déficits budgétaires envisagés pour financer l'effort de « soutien » aux agents économiques : compensations de salaires, de charges, de revenus non-salariés, subventions, prêts, etc. le gros de l'effort financier sera porté par de la *création monétaire sous forme de rachat de dettes par les banques centrales*.
- Ces « rachats » de dettes seront financés par de la *création de monnaie qui va donc redoubler la valeur fiduciaire* « déjà là », sans création de richesse ou de valeur supplémentaire, sans nouvel investissement, sans production nouvelle, sans « valeur ajoutée »⁵⁹ en compensation.
- Cette création monétaire massive de déjà plus de 7 000 milliards de dollars cumulés, prévus au niveau « planétaire » (à comparer aux 80 000 milliards de dollars du PIB mondial) a

⁵⁹ Puisque dépourvu de surtravail, donc de survaleur mais destiné à compenser une plus-value non réalisée.

pour objet d'éviter la banqueroute des banques titulaires d'obligations ou créances sinistrées et de permettre le refinancement des États qui devront faire appel au marché obligataire (refinancé par les rachats de crédits par les banques centrales) pour financer à leur tour les déficits exponentiels déjà annoncés.⁶⁰

- Mais le *P.I.B.* n'est pas la mesure de l'accumulation capitaliste. Pour s'en faire une idée on comparera ces chiffres à ceux des valeurs mobilières détenues par la finance parasitaire, telles qu'elles sont « impactées » par les vicissitudes de ces derniers jours : « En moyenne, les actions mondiales ont perdu quelque 30% de leur valeur, soit "environ 27.600 milliards de dollars au plus bas, mais elles ont regagné environ 4.000 milliards de dollars depuis mardi" », estimait avant-hier un *stratégiste senior* (un gestionnaire de portefeuille chez BNP Paribas)⁶¹.
- Seules les mesures de remboursement de chômage partiel et autres revenus (en carence) peuvent permettre un *financement compensatoire du débouché et de la circulation* et par ce biais une réinjection de *valeur* susceptible de relancer la « machine », par le seul « moteur » qui puisse fonctionner : la *consommation*.
- En revanche, aucune des créations monétaires annoncées ou envisagées ne permet de compenser la chute de production et de réalisation de cette production (annoncée de l'ordre de 3 à 5 % du PIB annuel, et peut être davantage) déjà observée et qui va encore durer.⁶²

60 Cf. les débats ultérieurs à l'U.E, autour du « Plan de relance européen ».

61 Daniel Morris BNP Paribas Asset Management, le 27 mars 2020 : <https://www.capital.fr/entreprises-marches/actions-obligations-petrole-limpact-devastateur-de-la-crise-sur-les-marches-1365990>

62 Finalement de l'ordre de 10 %... du « jamais vu depuis la crise de 1929 ».

- Problème supplémentaire les créances interprofessionnelles courantes sont massivement impayées au moins sur deux échéances mensuelles, avec effet « domino » sur la chaîne du crédit.
- Enfin les mesures de « relance » annoncées (pour « le jour d'après »), de type classiquement keynésien portent principalement, pour des raisons politiques, sur le *secteur public de santé* et sur des *infrastructures nationalisables*⁶³. Mais rien de tout ça n'est financé sinon par le recours au creusement supplémentaire des dettes publiques.⁶⁴

Globalement et selon les normes les plus classiques de l'économie libérale, on va donc se retrouver, en France comme un peu partout « en occident » (et au-delà) avec une énorme *inflation*, censément *purement monétaire*, face à une « *décroissance* » symétrique de la « valeur ajoutée ». Bref, au niveau français et « mondialisé » : la création quasi instantanée d'une « bulle » monétaire de l'ordre d'un quart de notre PIB annuel, s'ajoutant au « bas de laine négatif » déjà accumulé. De plus, un caractère inédit du « processus en cours » est que cette phase critique n'est pas occasionnée par une « simple *surproduction* ». Classiquement la surproduction implique une *insuffisance de débouché valorisé à hauteur de la valeur produite, et restant à réaliser par sa consommation*.

Cependant, la situation actuelle n'est pas non plus simplement inverse puisqu'elle conjugue une chute brutale de la *consommation*, occasionnée par un arrêt encore plus drastique de la *circulation des biens consommés*, puis de leur *production* et... *in fine* de la *circulation du capital*.

63 Mais qui ne seront pas nationalisées !

64 Et en définitive, à ce jour, rien n'a été réalisé, sinon par d'énormes achats de vaccin importé.

Il est important de noter que cette « dynamique d'exception » joue à rebours le processus « normal » d'accumulation de la valeur ajoutée⁶⁵.

Dans l'introduction de son petit ouvrage de pédagogie marxiste sur « Les crises du capitalisme et Marx » - Delga 2009, *Domenico Moro* (un des très rares économistes marxistes dignes de ce nom) résume assez bien les conclusions de la critique de Marx sur cet aspect important. Je n'en cite ici que les passages qui me paraissent les plus instructifs dans le contexte de ce memo.

« Pour la plupart des médias, des économistes et des gouvernements, la crise actuelle est une crise financière qui se serait ensuite propagée à l'économie « réelle ». Cependant ce type d'analyse ne met en évidence que la forme par laquelle la crise s'est manifestée. On en ignore en revanche le contenu qui, lui, se trouve dans les mécanismes d'accumulation du capital. Les crises sont en effet les modalités typiques à travers lesquelles émergent les contradictions du mode de production actuel. La principale de ces contradictions est celle entre la production et le marché. »

[...]

« Ainsi, d'une part l'offre de marchandises sur le marché s'amplifie ; de l'autre, la demande se réduit. Demande qui, pour sa majeure partie, est le fait de travailleurs salariés. Ou alors, dans le meilleur des cas on ne permet pas à la demande de croître proportionnellement à l'offre.

D'ailleurs, l'anarchie de la concurrence qui règne dans le mode de production capitaliste, bien qu'elle soit de type oligopolistique, pousse chaque capitaliste, pour battre ses concurrents, à réaliser toujours plus d'économies d'échelle et à réduire les salaires de ses propres travailleurs, en les consi-

65 En interdisant la réalisation de la valeur d'usage par sa consommation.

dérant comme des coûts à réduire et non pas comme des acheteurs potentiels.

Se produit ainsi une tendance à la surproduction de marchandises qui a cependant comme fondement la surproduction de capital sous forme de moyens de production⁶⁶. »

La crise qu'évoque ici D.Moro est celle de 2007-2008. Son livre ayant été écrit un peu avant il le réactualise dans cette introduction en montrant ensuite comment ces principes fondamentaux s'appliquent aussi bien à la crise majeure dite des « subprimes » qu'à toutes les crises du capitalisme; et donc aussi bien à « la crise qui vient ».

Cependant l'histoire ne se répète jamais, elle bégaie (un peu)... et chaque crise est porteuse de la manière dont la précédente a été dépassée... en créant les conditions de la suivante.

Ce qu'il y a de « nouveau et intéressant » dans les circonstances actuelles c'est qu'un point, un peu négligé (à tort) jusqu'ici, y compris par les universitaires comme D.Moro, et pourtant une détermination fondamentale du processus économique et productif, prend dans cette crise un relief tout particulier, c'est celui de la « *circulation* ».

Si la production et sa consommation sont entravées sinon stoppées, c'est par ce que la circulation a d'abord été interrompue. Interdite d'abord au niveau individuel, puis collectif⁶⁷.

66 C'est l'expression dialectique de la relation critique entre la circulation « simple » et celle du capital, dans une logique d'accumulation : il faut de la surproduction pour permettre de l'accumulation (via la survaleur induite du surtravail engendrant le « surproduit »). Mais elle est limitée par la nécessité du débouché conditionnant la « réalisation » *effective* de la production. C'est donc une contradiction permanente entre surproduction nécessaire et surproduction superflue. Cette dernière étant la base de l'accumulation, elle est tendanciellement sur-valorisée.

67 Autrement dit ... « socialisée »

Il n'y pas dans le cas de la crise actuelle de « surproduction » de capital mais plutôt, au contraire arrêt de cette production, du fait de l'arrêt de la circulation/consommation. Finalement, par « effet viral » social, logistique et productif elle s'est figée pour une part considérable de l'appareil productif, sciant ainsi en quelque sorte la branche sur laquelle s'appuie la circulation homologue et parallèle... du capital. Mais le résultat, en terme de baisse du taux de profit est évidemment le même, simplement cette baisse est en somme « prélevée à la source ».

Quoiqu'il en soit, le point à retenir ici est que chaque crise dite « financière » résulte d'un *décalage entre la consommation et la production, affectant le processus de circulation simple qui se répercute « dialectiquement » sur la circulation du capital* (lire... Le Capital).

Sa compulsion *naturelle à l'accumulation* est toujours à l'origine de ce dépassement continu du mode de production capitaliste *par lui-même* ⁶⁸, mais lorsque ce dépassement est lui-même renversé par une « discontinuité » historique, totalement *contra-cyclique*, ce processus n'est plus *mu* par sa contradiction initiale. Il est même au contraire, comme disent assez bien les anglo-saxons : « *out of order* ». L'ordre *normal* du déroulement fonctionnel est mis en défaut et se grippe, puis tout s'arrête... c'est une crise dans la crise.

Or, « *Il faut continuer, je ne peux pas continuer, il faut continuer, je vais donc continuer* »⁶⁹ se dit alors le sujet du procès que nous appelons Histoire... Alors, à défaut d'autre chose, il lui faut changer de forme donc de « norme » ⁷⁰.

Même si cette *syncope* que nous vivons aujourd'hui et la désorganisation de l'activité qu'elle provoque sont « temporaires » et décalées

68 Ce que D.Moro appelle une « tendance à la surproduction ».

69 Samuel Beckett « l'Innommable » 1953.

70 Changer de « cadre » diront les économistes libéraux, qui répugnent à toute norme sociale collective...

selon les « zones », tout ça va inéluctablement et très sérieusement *découpler la production- circulation simple de celle du capital*.

Ce phénomène peu « *soutenable* » par le mode de production sera pourtant « *durable* », au moins ... un certain temps. Les chiffres *astronomiques* évoqués plus haut forcent au constat que, même en temps de guerre *mondiale* jamais l'accumulation capitaliste n'a été confrontée à un telle *irrégularité* et de manière aussi massive, simultanée et généralisée ⁷¹. Il faut donc que cette « durabilité » aléatoire soit rendue « soutenable »... le temps qu'il faudra. Les conséquences tant économiques que sociales ou politiques sont donc à la fois prévisibles mais à ce jour impossibles à strictement évaluer sur le court et même le moyen terme.

Au stade actuellement *raisonnable*, on peut pourtant juger improbable que les contradictions les plus « voyantes » des rapports sociaux de production puissent encore être éludées ou dépassées autrement que par des transformations décisives de « l'anatomie du corps social ». À commencer par la réapparition des *priorités politiques ré-affectées précisément à ces rapports sociaux*, ne serait-ce qu'au stade de la *circulation et consommation de la production, de ses ressources et de ses « forces productives »*. Politiquement, on observe en effet que c'est d'abord cela qui a été mis en crise : *l'organisation sociale de la production, sa consommation et les rapports conflictuels qu'elle suscite* - et non pas la « *nature* » de la production ou le « *mode* » de sa consommation ⁷² comme c'était devenu la *ligne générale*, au fil de la convergence écolo-neo-libérale de ces 50 dernières années.

C'est la contrainte rationnelle *réalisée*, devenue réelle par l'application pratique du *confinement* qui a distingué comme nécessité pratique les activités « essentielles » de celles qui ne l'étaient pas. Mais ce sont les conséquences pratiques de ces choix qui en retour (depuis le réel) ont imposé ensuite, comme nouvelle « norme » *rationnelle*, les

71 « Disruptive » pourraient ajouter les maqueronds.

72 Où se joue et se développe l'essentiel de la « dématérialisation ».

blocages successifs qui ont abouti à la « thrombose » qui menace maintenant la circulation du *capital*.

« Toutes les élucubrations d'Herrenschwand se résument en ceci, que les antagonismes qui résultent de la nature de la marchandise et qui se manifestent nécessairement dans la circulation pourraient être écartés en y jetant une masse plus grande de monnaie. Mais si c'est une illusion d'attribuer un ralentissement ou un arrêt dans la marche de la production et de la circulation au manque de monnaie, il ne s'ensuit pas le moins du monde qu'un manque réel de moyens de circulation provenant de limitations législatives ne puisse pas de son côté provoquer des stagnations. »

K. Marx : Le Capital (Livre I - Section I)



La dette des générations futures
sera entièrement remboursée... en (faux) Le Drian ⁷³

Il reste que la question s'est posée au pouvoir d'État, comme nécessité concrète, de hiérarchiser et discriminer publiquement les activités productives, selon leur *utilité sociale*. Bonjour Marx !

J'ajoutais le commentaire suivant :

⁷³ Voir : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/arnaque-au-faux-le-drian-deux-hommes-fixes-sur-leur-sort-ce-mercredi-20200909>

« Au-delà du principe de plaisir » ⁷⁴

Telle *l'inquiétante étrangeté* formalisée par Freud, au moment où le rationnel se réapproprie opportunément le réel, un point critique essentiel : la *séparation* (au sens de Marx), semble également revenir par la fenêtre du réel *social* - après avoir été mise à la porte des représentations *sociétales* promues par le *démocratisme radical* ⁷⁵.

Et cette figure de séparation va refaire l'actualité, comme déjà depuis le début de cette crise, par la critique du rapport de *production* en tant que rapport *social* et en tant que rapport de production *mondialisé*.

En tant que rapport social.

Cette séparation de classe, noyée dans les strates « *plurielles* » de la vaste classe moyenne, refoulée par les délocalisations, externalisations et spécialisations (« zonées » comme dit Badiou) du travail social « utile », autrement dit son inter-nationalisation virtuellement « sans frontières » et *sans limite* « humaine » ⁷⁶, resurgit comme une *tension* douloureusement ressentie. Un pathos social provoqué par les carences et *fragilités* qui sont apparues, désormais « sans masque » (à l'instar du domaine circonstanciel de la santé : masques, respirateurs, tests, matériel, compétences, vaccins, etc.).

Le genre de circonstance où par une *ruse de l'Histoire* la *forme marchandise* sous laquelle circule la valeur ne suffit plus à masquer le rapport social dont elle est le fétiche contingent. De là une prise de conscience et une nouvelle aspiration à l'autonomie de la *volonté concrète*, de *l'agir*, y compris dans ses déterminations de souveraine-

74 « *il existe effectivement dans la vie psychique une compulsion de répétition qui se place au-dessus du principe de plaisir* » Sigmund Freud

75 - forme ultime du libéralisme politique.

76 Et désormais activement *dématérialisée* plutôt que « *réifiée* ».

té, de réindustrialisation, etc. et pour tout dire d'égalité, qui semblent ne plus pouvoir être évacuées par les classes dirigeantes occidentales (qui déjà annoncent des « mesures » et des « révisions » en ce sens) aussi aisément que par le passé, fut-ce au nom de la « liberté » libérale.

En tant que rapport de production mondialisé.

Le modèle « supranational » de l'Union Européenne en a pris un coup. Non seulement par ce qu'il s'est révélé jusqu'ici complètement impotent et failli face à cette situation, mais aussi par ce que ce sont la plupart de ses « fondements » qui ont subi les dommages symboliques occasionnés par le *blietzkrieg* foudroyant de la pandémie : Espace Schengen, libre circulation des personnes et des biens, concurrence « libre et non faussée », austérité et réduction du déficit budgétaire, dénationalisations, réduction du secteur public, promotion de l'actionnariat, privatisations, destruction de « l'État providence » et du droit du travail, promotion des « fonds de pension » et retraites « complémentaires » aux dépens des retraites par répartitions, etc. en furent quelques-unes des victimes de première ligne.

Or, *toutes* ces « orientations » libérales figurent à l'agenda explicitement imposé par les « recommandations » de la commission de Bruxelles à ses États membres. Avec des conséquences politiques et économiques que plus personne ne s'avise de contester et que les plus ardents europhiles déplorent sur un mode catastrophiste digne des *collapsologues* les plus allumés ou les plus séniles.

Les derniers cabris font des eurobonds de désespoir, sans vraiment y croire.

Cette fébrilité accablée face au désastre se double, au monde merveilleux de la zone euro, de celle de la BCE concernant la « monnaie unique » menacée d'une conjuncture inflationniste qui pourrait être difficile à contrôler (voir plus haut). Là encore il semble donc raisonnable de prévoir des « révisions déchirantes » et à tout le moins un

nouveau « Bretton woods » euro-nippo-américain, à court terme⁷⁷. Mais, à en juger par les « distorsions de marché » observées autour des *denrées rares* que sont devenues les produits médicaux de « première nécessité » (voir par exemple les coups de force mercantiles des américains chipant les cargaisons des français, ces derniers piquant celles des espagnols et italiens, etc.⁷⁸) il semble que les *partenaires* (comme les appelle ironiquement Poutine) ne sont pas encore « fin prêts » pour engager un dialogue « constructif ».

Pour revenir, en conclusion de ce mémorandum, à mes commentaires initiaux sollicitant le Marx de la Préface de la Critique de L'Économie politique ; je dirai qu'à ce stade il semble hasardeux d'extrapoler à partir de leurs déterminations contradictoires la manière dont ces bouleversements de l'infrastructure vont se répercuter sur la superstructure politique des États nationaux.

On peut juste conjecturer qu'il y aura de telles répercussions mais sans pouvoir préjuger des « *formes idéologiques sous lesquelles les hommes prendront conscience de ce conflit et le mèneront jusqu'au bout* ». Bien qu'on ait quelques indices des forces en présence et des rapports de classes en train de se transformer sous l'effet de ces bouleversements. Il reste que nous sommes aussi face au *trou noir théorique et politique*, supermassif, de cette frange de la petite-bourgeoisie anticommuniste qui tient lieu de « gauche » politique, théorique et intellectuelle. Ce qu'après la troisième période de Lénine, il faut bien appeler la quatrième période de la social-démocratie.

77 Probablement étendu aux Russes et aux Chinois, bon gré mal gré ... après les élections américaines.

78 Voir aussi dernièrement le « *mercato* » des vaccins.

C'est pourquoi nous pouvons convenir avec Marx que, dans sa phase de panique actuelle, l'appareil de pouvoir, à défaut de quelque alternative politique plausible, improvise et expérimente tout ce qui se présente de faisable, selon ses « ressources humaines » du moment, semblant ainsi confirmer que :

« Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ».

Cependant, il semble aussi que rien ne permet de distinguer dans le chaos actuel (qui a tout du K.O. technique), les « rapports nouveaux et supérieurs » qui pourraient s'y substituer après que « les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. ».

Je m'en tiendrai donc, plus que jamais, à la conclusion du Père Karl, et à son optimisme ... mesuré :

« C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. »

J-C. D. : Il me manque en Chine mes ouvrages et lectures de base. Je parle donc ici sans avoir relu mes textes. Je crois cependant que tu as été fortement influencé par Sweezy et son capitalisme monopoliste, ou par des marxistes tels que Ellen Meiksins Wood, laquelle rattachait la théorie du CME au passé féodal de l'Europe. Je rejette a priori ce genre de culturalisme car, naïvement, Wood ne voyait pas combien l'argument pouvait être aisément retourné contre son marxisme sans État.

D.M. : Rassure-toi... Je n'ai jamais lu ces plumitifs, pour la bonne et simple raison que le peu que j'en ai appris ne m'a pas incité à leur accorder le moindre crédit, intérêt ou importance, pas plus d'ailleurs qu'aux autres « économistes vulgaires » patentés, communistes, atterrés, hétérodoxes, écommunistes sévissant dans le Landerneau universitaire.

Relativement à ce que j'ai pu écrire là-dessus, je n'ai été « influencé » par personne, sinon évidemment par Marx ; et le seul auteur auquel je me réfère quand je m'efforce de vulgariser sa critique de l'économie politique est Marx lui-même (avec quand même les contributions des camarades Engels, Lénine et Mao).

Autant qu'il m'est possible, je dis ce je fais, je m'efforce de faire ce que je dis et... je l'écris. Je ne suis donc ni un « Charlie », ni un anarchiste ou un « insoumis », moins encore un complotiste, un populiste, un « humanitaire », un « souverainiste », un « islamo-gauchiste » ou un « écommuniste » de quelque « genre » que ce soit.

Je m'efforce d'être modestement, rationnellement, raisonnablement marxiste et léniniste, donc réfractaire à toutes ces niaiseries.

Les chevaliers teutoniques de la Socialisation.

(sous les sombres futaies et parmi les sangliers farouches, sortis des forêts teutoniques pour folâtrer au quartier latin)

J-C. D. : À mon avis, le début du 20ème siècle voit la formation du Capital monopoliste en tant que sujet spécifique et dominant au sein du Capitalisme. Mais il n'y a pas alors formation d'Un capitalisme monopoliste comme le croit Sweezy qui, conformément au marxisme américain en général nie toute référence à l'État. Il y a formation d'un capitalisme monopoliste d'État, d'un stade nouveau du capitalisme, dans lequel l'État procède à la socialisation économique de certaines quantités de valeurs créées par le Capital privé, lequel, en raison de la suraccumulation générale et durable du capital à la fin du 19ème siècle, n'arrivait plus à faire se transformer toute sa production en valeur monétaire et donc simultanément en profit. Des gens comme Aglietta ont construit leur pensée sur ce retournement. Pour eux ce n'est pas le travail qui est la source (l'une des sources) de la valeur, c'est le revenu, c'est la dépense. Tout s'est passé avec le CME comme si c'était la dépense publique qui faisait la valeur et, passage à la limite oblige, qui créait la valeur. Cf Keynes.

D.M. : Le « stade nouveau » que Lénine distingue en le situant au début du XXème siècle n'est pas le « capitalisme monopoliste d'État » ni même celui du capitalisme monopoliste (et pour cause, ce dernier n'a pas attendu le XXème siècle pour se propager) , c'est celui de ***l'Impérialisme.***

Et cet impérialisme en voie de mondialisation y est explicitement donné comme conséquence de la concentration qu'impose la baisse tendancielle du taux de profit inhérente au mode de production déterminé par l'accumulation, tant du point de vue de la production que de la circulation marchande et bien évidemment de la circulation du Capital qui en est tributaire.

Je ne vais pas perdre mon temps et le tien à moquer, une fois de plus, les charlataneries keynesiennes de ces diafoirus libéraux - Aglietta, Orlean, Lordon et autres disciples et/ou zélotes de la « régulation » ... du capitalisme (pourquoi pas Piketty ou Yves Cochet tant qu'on y est !?). Mais il faut bien comprendre qu'une proposition telle que « *la source de la valeur, c'est le revenu, la dépense* » n'est ni la plus absurde de leurs « conclusions », ni la plus contradictoire avec Marx. Elle relève simplement de « l'ignorance ordinaire » et de l'incompréhension des fondements « ontologiques » de la critique par Marx de la théorie libérale de la valeur⁷⁹.

On a d'ailleurs le même genre d'enfumage « théorique » post-modernisé chez les chevaliers teutoniques de la « critique de la valeur ». Parmi eux les sectateurs de Kurtz, Postone, etc. voire des variantes dégradées telles Jappe and Co. Il ya aussi les concierges des « communs » tels chez nous Dardot and Laval Inc.

Tous ceux-là, quant à eux, évacuent carrément la « lutte des classes » (!) de la pensée « ésotérique » (!!) qu'ils ont distinguée chez Marx de sa doctrine « exotérique » (!!!) ;

et j'en passe et des meilleures...

79 Il est vrai que selon Althusser (et ses épigones) Marx n'avait au fond rien inventé « *a part cette « fumeuse » et à la lettre impensable théorie de la valeur-travail que Marx revendique comme sa seule découverte authentiquement personnelle* ».

Pour en revenir à ton commentaire, identifiant « *un stade nouveau du capitalisme, dans lequel l'État procède à la socialisation économique de certaines quantités de valeurs créées par le Capital privé* », commençons par observer que ce genre de proposition (étrangère au propos de Lénine) se fonde sur des catégories et une logique parfaitement contradictoires avec à celles de Marx dans sa critique de la théorie de la valeur.

Je ne vais pas t'infliger une « explication de texte » du Livre 1 du Capital mais, pour t'en convaincre, tu pourras utilement consulter celle que j'ai faite⁸⁰ sur les premiers chapitres, où Marx décrit précisément l'ontologie de la valeur.

Pour ce qui est de ta « socialisation de la valeur » tu chercheras en vain chez Marx ce genre de chose ... Puisque ça n'a aucun sens (sinon superfétatoire) pour Marx... qui évoque simplement, aussi rarement que brièvement, la socialisation... du travail :

« Le mode de production capitaliste se présente donc **comme nécessité historique pour transformer le travail isolé en travail social; mais, entre les mains du capital, cette socialisation du travail** n'en augmente les forces productives que pour l'exploiter avec plus de profit. »

Quant à la « socialisation » dont parle Lénine c'est celle de la production, autrement dit celle du travail pris comme force productive et il n'est pas avare de commentaires pour le préciser... En voici un exemple particulièrement clair et explicite, où Lénine expose la modalité aliénée de la dynamique de *socialisation du travail isolé* au bénéfice de *l'accumulation* capitaliste :

« Il est extrêmement instructif, à cet égard, de constater que les économistes bourgeois, en décrivant le capitalisme moderne, emploient fréquemment des termes tels que :

80 En annexe

"entrelacement", "absence d'isolement", etc. ; les banques sont "des entreprises qui, par leurs tâches et leur développement, n'ont pas un caractère économique strictement privé et échappent de plus en plus à la sphère de la réglementation économique strictement privée".

Et ce même Riesser, de qui sont ces derniers mots, proclame avec le plus grand sérieux que la "prédiction" des marxistes concernant la "socialisation" "ne s'est pas réalisée" !

Que veut donc dire ce mot d'"**entrelacement**" ? Il traduit simplement le trait le plus saillant du processus qui se déroule sous nos yeux. Il montre que l'observateur parle des arbres, mais ne voit pas la forêt. Il copie servilement ce qui est extérieur, fortuit, chaotique⁸¹. Il dénonce dans l'observateur un homme écrasé par le fait brut, et totalement *incapable d'en dégager le sens et la valeur. Possession d'actions et rapports entre propriétaires privés "s'entrelacent accidentellement". Mais ce qu'il y a derrière cet entrelacement, ce qui en constitue la base, ce sont les rapports sociaux de production et leur perpétuel changement.*

Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de verstes. Quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusque et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis ; quand la répartition de ces pro-

81 Commentaire éminemment « hégélien » de la part de Lénine !

duits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (vente du pétrole en Amérique et en Allemagne par la "Standard Oil" américaine). Alors, il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple "entrelacement", et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction, si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée. »

Ce que nous décrit Lénine ici, c'est ce qu'on désigne (et enseigne) aujourd'hui comme « management »... Par ailleurs, dans le même passage sur la « socialisation », Lénine fait clairement une distinction éminemment politique, entre ce qui relève de l'activité autonome des « *petits patrons* » qui s'approprient, sans médiation financière (donc sans actionnaire), la « sur-valeur » issue de leur propre activité sociale, et ce qui relève du « *joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population* ».

« Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale. La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominale-ment reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de

monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable. »

Lénine partira de là pour concevoir la NEP.

Cette description empirique du processus économique de *socialisation* comme *totalisation en cours* d'un *rapport social de production*, déterminé en amont par sa *compulsion à l'accumulation*, donc à la *concentration*, renvoie très fidèlement aux *résultats* fondamentaux annoncés par Marx pour présenter ses travaux (je te les rappelle à nouveau, *bis repetita placent*) :

« dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des **rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production** qui correspondent à un degré de **développement déterminé de leurs forces productives matérielles.** »

Qu'ajoute aussitôt Marx et qui va décisivement orienter sa critique de l'Économie Politique libérale ?

« L'ensemble de ces rapports de production constitue **la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées.** »

La socialisation que sollicite Lénine est celle décrite par Marx. Elle est politiquement inscrite dans la lutte de classes et tributaire de la conscience qu'on en a : *la conscience de classe*.

Ce qu'il faut aussi retenir, en rapport avec ta proposition c'est que ta « quantité de valeur » – et nous parlons ici à l'évidence de valeur d'échange – donc la mesure de grandeur selon laquelle serait *évaluée* ce rapport d'échange n'est pas davantage l'objet d'une « socialisation » de la part de l'État que la part du capital privé.

C'est la production de cette valeur qui est sociale (et ainsi socialisée) ; et elle l'est en tant que rapport social... valorisé.

Ce rapport social de valorisation (« socialisée ») résulte de tout le processus de circulation⁸² simple production-circulation et des rapports sociaux congrus, jusqu'à la réalisation-consommation qui initie la circulation du capital - c'est à dire le « reste » accumulable à partir de la monétisation de la sur-valeur résiduelle.

Marx te parlera de socialisation du travail, de la production, voire de la propriété des moyens de production, mais jamais de « socialisation de quantités de valeur » pour la bonne est simple raison que la valeur qui est par définition l'évaluation d'un rapport *social* ne saurait être *l'objet* d'une *socialisation* superfétatoire... et moins encore son *sujet*. Le fait de rajouter le prédicat « économique » n'arrange ni n'ajoute rien à l'affaire... sinon une vacuité tautologique (Cf. les errements « mystiques » de Friot).

À quoi l'État pourrait-il alors procéder en cette affaire ?

Certainement pas à une opération de « socialisation économique de valeur » susceptible de nous amener à un « *stade nouveau du capitalisme* ». Le type de médiation impliquant l'État dans ce qui est généralement (et abusivement) dénommé Capitalisme d'État c'est la propriété des outils de production, qualifiés de « socialisés » du fait que l'État la détient en tant que « *Personne morale* ». La production pas plus que sa valorisation n'en sont pour autant plus « sociales » que lorsqu'elle se réalisent sous « propriété privée ».

Les économistes bourgeois, et leurs idéologues libéraux assumés, avaient d'ailleurs le mérite, à l'inverse de leurs collègues et confrères de gogoche, de ne pas se raconter des *contes de faits* quant ils dési-

82 C'est ce que Marx décrira parfois comme « travail collectif » incarné par le « travailleur collectif » comme métonymie du rapport social de production, du point de vue de son « sujet »... collectif. Voir plus loin « la lettre volée » de Clouscard.

gnaient (naguère encore) leur « ennemi principal » du mot de « *collectiviste* » pour qualifier ce type d'appropriation par l'État.

Il aura fallu la « pensée complexe » de Macron pour les doter d'une représentation « bankable » de ce genre de « socialisation » de « quantités de valeur ». On aura ainsi une idée du « pognon dingue » que « ça coûte » et bien plus encore quand ce pognon dingue sert à permettre la « nationalisation des salaires » et que « ça s'appelle une nationalisation du compte d'exploitation des commerçants et entrepreneurs. » (dixit Macron). En tant que bénéficiaire de cette « nationalisation » au titre de commerçant et entrepreneur concerné, j'ai été d'ailleurs ravi de l'apprendre... mais surtout en tant que « communiste », via le Financial Times – désormais organe officiel de propagation du collectivisme !

Le « Hic » (*et nunc*) c'est que ce genre de « nationalisation » - correspondant en pratique à ce que tu appelles « socialisation » - ne consiste nullement, pour l'État à établir ou renforcer un titre de propriété quelconque sur mon « outil de production », ni sur la valorisation de sa production, moins encore à planifier ou orienter cette production ou son marché, a fortiori selon une hypothétique « volonté impartiale de l'État » agissant comme « puissance publique ».

Il s'est agi en fait de « sublimer » *subito*, le débouché de ce marché, en pourvoyant sa « contre-valeur » manquante par alchimie monétaire de banque centrale, en sorte de garantir la ... circulation du capital. Cette production précipitée d'« *antimatière* » monétaire était devenue un impératif catégorique pour la classe dirigeante, plus immédiatement réalisable que la production de vaccin⁸³, dès lors que la circulation qui conditionne celle du Capital, celle de la marchandise (comme des services et des personnes) avait été brutalement stoppée par l'État ! Et par tous les États, proprement « dans tous leurs états », ceci en France comme ailleurs... mondialisation oblige.

83 Cf. ces derniers mois le « mercato » bouffon des vaccins.

Socialisation des charges - Libération des produits.

Le problème - ton problème comme celui de tous les tenants sincèrement communistes du CME - est ici que, dans ta proposition, le terme de « socialisation » est employé pour désigner une forme non pas tant *socialisée* qu'illusoirement *collectivisée*, non pas de la *valeur* mais de la *production-circulation de la marchandise*.

Mais la forme de collectivisation libérale du rapport de production que suggère le « capitalisme d'État » consiste à transférer à la « puissance publique » la propriété des charges et des pertes conséquentes qu'elle « socialise » au débit du « *Trésor Public* » pour en décharger le passif des bilans privés. Il s'ensuit :

d'une part une confusion entre la « *valeur* », la *propriété sociale* » et la *propriété collective* ;

et de là une autre confusion, cette fois entre la « *nationalisation* » au sens de transfert à l'État de cette propriété sociale, et la *collectivisation* de l'usage de l'outil de production, réservé en propre à ceux qui le mettent *en œuvre*... les « ouvriers ».

De cette confusion générale résulte un amalgame de représentations illusoires des rapports sociaux. De cette soupe primordiale surgit le « big-bang » de « particules élémentaires » de 1968, rendues au mouvement brownien de leurs « affects » par leur libération « sociétale ». Cette idéologie post-moderne fut promue par les contradictions économiques et politiques inhérentes à la période à laquelle fut élucubrée cette histoire de CME. La production du « nouveau concept » de CME est en effet symptomatiquement contemporaine de la période où les appareils communistes furent confrontés à la logique « *antagonique* » de « guerre froide ».

La confrontation s'exprimera alors principalement dans un cadre idéologique « *ad hoc* » : *l'anti-totalitarisme*. opposant (comme déjà au moment du Congrès de Tours) des « internationalistes » solidaires

« du bloc communiste », singulièrement » URSS et Chine (mais aussi Corée, Cuba, Viet-Nam, etc.), et des réformistes « antitotalitaires », adeptes de ce qui aboutira à « l'euro-communisme » coté occidental et à la « glasnost » en union soviétique.

Bref, l'assomption triomphale du trotskisme atlantiste aux côtés de la CIA pour promouvoir le combinat militaro-industriel étasunien.

En France initialement « gaullo-communiste », ça donnera successivement, après l'échec gauchiste de 1968 : le XXIIème congrès du PCF, l'abandon de la notions de dictature du Prolétariat (donc la récusation du communisme), le « programme commun » et finalement « l'alternance » Mitterandienne et l'effondrement corollaire du PCF au terme de 50 années de « bons et loyaux services » rendus aux classes laborieuses, désormais massivement « reclassées » en « classe moyenne ». C'est bien après son crépuscule la « *nuit (rêvée) des prolétaires* » où depuis, ayant sacrifié la chouette de Minerve, nos « *non dupes* » errent ... dans la vanité des clercs (Cf. Rancière et Cie).

Appliquant le précepte de Brassens, ces clercs appointés de la « radicalité », censément de gauche mais concrètement « opportuniste » (selon l'appellation de Lénine), firent le choix de « mourir pour leurs idées, mais de mort lente... ». Ça nous donne la « convergence des turluttes », rassemblant des antifas (pro-débiles) à ce qui reste du PC encore « présent » 50 ans plus tard, mais à l'état spectral au sens d'ectoplasmique et se manifestant désormais par des « apparitions » ... *distanciell*es. Pour qu'une telle séquence fut possible, au sein du mouvement communiste, il fallut à la fois un concours de circonstances matérielles, économiques et historiques, mais aussi un efficace « blitzkrieg » idéologique. Ce fut celui généralement qualifié de « révisionniste », mettant opportunément à profit ces circonstances et certaines de leurs conséquences sociales.

C'est là que nous retrouvons notre CME... et ses chevaliers teuto-niques des années 60, héritiers putatifs de Husserl, Weber, Bergson, Carl Schmitt, Heidegger, Adorno, Popper, Foucault, etc. Je développerai cet aspect dans mes réponses à A.Badiou, notamment à propos du débat idéologique qui opposera deux « staliniens » notoires : Clouscard à Althusser, au moment du XXIIème congrès du PCF.

J'ajoute donc simplement, pour clore ce commentaire, que pour Marx la *valeur*, étant un *rapport*⁸⁴, elle n'a pas de source(s). Elle n'a pas de forme substantielle⁸⁵ mais elle est mesurable, comme valeur attribuée à un *rapport* exprimant un « ratio » : celui de la *relation* entre des *choses*⁸⁶, pour peu qu'on puisse la mesurer, donc que les termes du rapport soient *commensurables* et qu'on fixe une *unité* de mesure permettant la représentation opérationnelle de la quantification⁸⁷ de cette grandeur (Cf. Descartes).

Et pour ce qui concerne tes considérations monétaires il faut aussi, évidemment, les passer au crible de l'ontologie que propose Marx pour la marchandise comme « *forme* » de la *valeur... en circulation*.

84 Un rapport mesurant la relation entre des choses et non une chose.

85 Définition cartésienne de la « chose » : « Tout ce que nous concevons est représenté à notre esprit, ou comme chose, ou comme manière de chose, ou comme chose modifiée. ***J'appelle chose ce que l'on conçoit comme subsistant par soi-même, et comme le sujet de tout ce que l'on y conçoit.*** C'est ce que l'on appelle autrement substance. J'appelle manière de chose, ou mode, ou attribut, ou qualité, ce qui étant conçu dans la chose, et comme ne pouvant subsister sans elle, la détermine à être d'une certaine façon, et la fait nommer telle. J'appelle chose modifiée, lorsqu'on considère la substance comme déterminée par une certaine manière ou mode. » Arnaud et Nicolle : *Logique de Port-Royal* _CHAPITRE II.: Des idées, considérées selon leurs objets.

86 Ibid Prec.

87 Marx parle à ce propos de « quantum » dans sa description de la mesure de la valeur capitaliste fondée sur l'heure de travail humain.

C'est donc ce que je vais faire pour répondre aussi à ta question suivante, complétant ainsi ma précédente réponse à ton *interrogation* sur « la capacité que l'État a d'émettre de la monnaie et de financer des dépenses "sans compter" ».

Par ici la monnaie...

(circulez, y'a rien à avoir)

Chez Marx, la *forme* canonique de la marchandise - et de la valeur d'équivalence « universelle » qu'elle porte « en soi et pour soi » et par nécessité - est tout simplement la *monnaie*.

« La fonction de la monnaie comme moyen de paiement implique ***une contradiction sans moyen terme***. Tant que les paiements se balancent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs.

Dès que les paiements doivent s'effectuer ***réellement***, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme ***incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange***, marchandise absolue. »⁸⁸

J-C. D. : Tu énonces donc que la théorie économique du CME est une création de Paul Boccara, ce qui voudrait dire que Lénine n'a fait qu'une théorie politique du CME. Et que PB en fait la théorie économique. Il m'a manqué de lire les ouvrages publiés par cet auteur et j'ai été généreux avec lui dans mon livre cité de Delga. Mais en vérité je crois que ni

88 Karl MARX - Le Capital - Livre premier -Le développement de la production capitaliste -I° section : la marchandise et la monnaie- Chapitre III : La monnaie ou la circulation des marchandises

Lénine ni Boccara n'ont véritablement énoncé dans un certain détail la théorie économique et politique du CME. Boccara a énoncé des choses mais comme souvent à son habitude il n'a donné que des indications.

Or dans le cas de la théorie économique, on n'est pas dans la situation d'un atelier de peinture à la Rembrandt. Il n'y a pas le maître qui dit et les esclaves qui font.

Dans le cas de l'économie, il faut soi-même mouiller la chemise.

D.M. : À qui le dis-tu ! (voir ce qui précède).

Et encore une fois je n'ai jamais rien dit de tel que « *la théorie économique du CME est une création de Paul Boccara* » d'où il faudrait induire que « *Lénine n'a fait qu'une théorie politique du CME.* » !

Comme je viens de te le démontrer la théorie « post-moderne » du CME n'est pas plus consistante du point de vue « économique » que du point de vue « politique » et, comme tu l'admetts toi-même Lénine, n'a jamais « énoncé dans le détail » quoique ce soit qui relève de la « théorie économique et politique du CME », pourtant « initiée » par nos Kautskystes modernes, déjà bien avant ses formulations confuses et laborieuses par Boccara et consort.

J-C. D. : Je n'en dis pas plus là dessus et je ne dis certainement pas cela pour toi, cher Dominique, car ton métier de libraire te met en présence quotidiennement, de la réalité économique. Je dis cela en pensant à Althusser, et à d'autres philosophes, Sève, par exemple. Tous ces gens croient que l'économie c'est facile. Non, c'est très compliqué et on ne s'improvise pas économiste pour la raison que l'on a lu le Capital. Et quand bien même Le Capital serait un maître livre, ce qu'il est à mon avis, encore faut-il en permanence observer les faits, etc.

Ce que je crois est que le capitalisme industriel de libre concurrence a inventé la séparation de l'économique et du politique, puis que les contradictions économiques du capitalisme ont, au début du 20ème siècle, conduit la fraction désormais dominante du capitalisme à faire intervenir activement l'État dans la solutions de ces contradictions en même temps que les forces productives matérielles devenaient de plus en plus socialisées.

D.M. : Eh bien, tout en étant parfaitement d'accord avec ta conclusion sur Sève et Althusser : *ejusdem farinae*, je leur adjoint Boccara et Cie pour la recette de la pâte à marxisme lénifiant académique ; et je précise que je n'ai aucun doute sur le fait que tu crois sincèrement ce genre de chose ! Mais j'en ai encore moins quand à leur complète fausseté et incohérence logique et historique, et quant à l'inconsistance des motifs, quelque sincères qu'ils fussent, de ta croyance « socialiste » fondée sur une « réconciliation » de l'économique et du politique. Un acte de contrition sur le modèle de l'amende honorable requise par les escrologistes pour se rabibocher avec Gaïa. Je pense avoir assez expliqué et argumenté cette récusation pour ne pas avoir encore à m'étendre là-dessus et légitimer la rudesse et la « radicalité » de mon jugement.

J'ajouterai quand même ceci à propos de ton idée que « *le capitalisme industriel de libre concurrence a inventé la séparation de l'économique et du politique* ».

D'abord que ce genre de chose, la séparation de l'économique et du politique, si j'ose dire ... ça ne s'invente pas !

Ensuite, si elle avait été « inventée » au sens d'une supercherie, alors il faudrait en accuser Marx au premier chef. Marx qui, comme je te l'ai rappelé justifie son travail par le résultat auquel il est parvenu que :

« les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État - **ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain,** mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « société civile », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans ***l'économie politique.*** ».

Enfin qu'on serait en droit de se demander à quoi rimerait cette « séparation » où Marx distingue entre autres « les rapports juridiques », « les formes de l'État » et les « conditions matérielles » expliquant « l'anatomie de la société civile », etc. si elle était le résultat d'une « invention » du « capitalisme industriel de libre concurrence ». À quoi, sinon une de ces « banalités qu'on trouve dans tous les abécédaires » (dixit Marx), telles que : « industrie et concurrence sont deux traits fondamentaux de la socialisation capitaliste ».

J-C. D. : Les guerres mondiales ont été des formes de consommation sociales à la hauteur de la dimension sociale acquise par les forces productives de l'époque. Mais cela n'a pas suffi. La maladie mortelle a refait son apparition et le capitalisme monopoliste financier mondialisé est un essai paradoxal de surmonter cette maladie. Il cherche à retourner en arrière (supprimer l'État social devenu lourd et dangereux) tout en allant de l'avant (la mondialisation capitaliste impérialiste).

D.M. : Il t'est loisible de juger – cette fois avec Hegel - que toute consommation est un « moment » de *destruction*, mais chez Marx, comme je te l'ai rappelé plus haut, c'est plus prosaïquement le moment de la *réalisation de la valeur d'usage*.

Certes, Marx évoque la figure du « salto mortale » pour illustrer la « transmutation » qui confère une « grandeur de valeur » à ce qui est consommé (et détruit en se « réalisant »), mais c'est un véritable triple saut périlleux, carpié, retourné, arrière (dans le vide conceptuel) qu'il faut encore faire, dans pareil moment, pour conférer aux « guerres mondiales » une valeur d'usage « *à la hauteur de la dimension sociale acquise par les forces productives de l'époque* ».

Bref, je ne vais pas davantage tirer sur l'ambulance dans laquelle tu t'embarques ici – du genre de celles qui véhiculent la langue de bois de nos « marxistes lénifiants », sans plus de rapport avec Marx. Mais cette idée que la « maladie mortelle » de la « suraccumulation » a été « purgée » par les salutaires destructions des deux guerres mondiales - salutaires pour le Capital - est un pataquès opportuniste⁸⁹ qui a déjà beaucoup (trop) servi à la logomachie de la classe dirigeante.

89 Cf. « l'actualité » Schumpeterienne ... et le néo-millénarisme malthusien qu'elle inspire à no écommunistes !

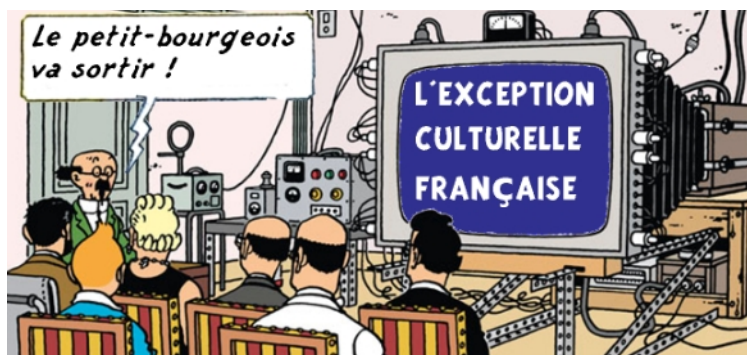
Avec ce genre d'« *approfondissement* », on est rendu chez Malthus, pas chez Marx... Épargne moi ça !⁹⁰

Quant au poncif de l'« État social » s'il s'est révélé « lourd et dangereux » c'est essentiellement pour les adeptes de ce pont aux ânes.

État social, État providence, Welfare State : toutes sortes de « variants » qui n'engagent que ceux qui rabâchent ces « *expressions ronflantes empruntées à la bourgeoisie* » comme disait Marx... cité par Lénine - ce dernier notant qu'il tournait « ainsi en ridicule tous les bavardages sur l'"État populaire" (voir plus haut). Un populaire modernisé en « peuple de gauche » dans le globish médiatique toujours d'usage, puis en « République sociale », et finalement confondu dans la « banalité » revendiquée du « commun »⁹¹... sans doute pour s'affranchir du populisme du populaire !

Il y aurait encore un « peuple de gauche » mais il ne serait plus très populaire, ou trop populiste ?

Décidément les voies de la démagogie menant à l'État social s'avèrent plus « pénétrables » que le chas de l'aiguille pour le chameau petit-bourgeois.



90 Comme disaient Pinay, Barre ou Rocard...

91 Où il fait si bon « vivre ensemble », dans la joie du bonheur d'être heureux... avec soi.

Le Socialisme, comme stade suprême du Capitalisme (réconciliation, interpénétration et entrelacement)

J-C. D. : Tout se passe comme si le système capitaliste avait cherché en 1970 à retrouver cette pureté originelle de l'État, agissant politiquement au plan national et surtout mondial. L'État n'est pas la solution disait Reagan, il est le problème (sous entendu : l'État économique). Oui, sans doute. Mais simultanément la mondialisation capitaliste a créé le besoin d'un formidable investissement économique de l'État, et les contradictions de la suraccumulation durable du capital productif n'ayant pas disparu avec la mondialisation capitaliste, bien au contraire, c'est à l'adjonction d'une suraccumulation financière à la suraccumulation productive que l'on assiste.

D.M. : « Tout se passe, *pour toi*, comme si »... On est en plein dans le « ressenti »... de « l'État dans sa pureté originelle » !

Qu'est-ce que c'est encore que ce charabia !

On croirait entendre un débat (sur France cul), entre un chroniqueur d'Alternatives économiques, un expert de L'Huma, un pipole du Figaro et un décodex du Monde, faisant assaut de fleurets de rhétorique mouchetée...

Il faut arrêter avec ces « questionnements » insignifiants et quasiment auto-parodiques, à la Bouvard et Pécuchet !

Voilà où te mène le CME... et la dictature du bobotariat !

Ton *conte de faits* consiste à nous servir le CME comme morale d'une parabole où le méchant Reagan affronterait le gentil fantôme de Roosevelt (convoqué par la bienveillante fée Keynesienne). Mais dans la réalité, ta « suraccumulation durable », comme tu dis, n'a assurément pas disparu... ni ne s'est en somme « auto-détruite ».

Car, elle n'a jamais existé !

Pas plus comme fée Carabosse que comme maladie mortelle... elle est et *elle a toujours été là*, de toute l'ère capitaliste, comme accumulation tout à fait « naturelle », conforme à sa « pureté originelle ».

Elle ne s'est pas davantage « ajoutée à la (sur)accumulation productive » (Cf. mes rappels de Marx) dont elle a toujours été non seulement la détermination motrice mais surtout la seule « fin ». Au point que si le Capital était réductible à une « intentionnalité » expliquant son auto-reproduction, assurément ce serait celle-là.

Mais si tu en cherches encore la vérité « ailleurs », va donc consulter les « Xfiles » de la « dynamique » monétaire inflationniste depuis (justement) la fin des années 60.

Tu constateras, assez vite qu'au fil de son « revirement brutal » par rapport à la doctrine appliquée depuis 40 ans, et plus encore depuis la création de la BCE, l'U.E finit par réinventer le « fil à couper le beurre » du circuit du Trésor, mais sur le modèle de la roue carrée : à l'échelle « supranationale européenne » ; et pour relancer non pas l'investissement et la production... mais la consommation.

Singulièrement, désormais, la consommation de monnaie, ou plus précisément de « monnaie-crédit ». Le genre de monnaie qui, dans la bonne vieille logique de *l'effet Cantillon*⁹², vient principalement finir dans les portefeuilles de valeurs mobilières et immobilières de gens comme Warren-Buffet, Soros et Cie, où, sous forme de *crédit à la consommation*, dans celle de Bezos et autres figures des « GAFAM » suivies de près par Arnault et ses breloques « de luxe », précédées par Musk ses bolides et autres fusées « durables ».

92 Voir : <http://www.librairie-tropiques.fr/2018/12/inflation-et-papillon.html>

La blogosphère spécialisée et les « réseaux sociaux » (= nos nouveaux intellectuels organiques appointés) fourmillent de Xfiles, compilés par des experts de classe moyenne éduquée, des nouveaux « sourciers » qui te permettront de retrouver ton accumulation là où elle s'est « suraccumulée durablement »... et depuis déjà un moment.

Ici un journaliste "économique" de Marianne en cause avec son collègue de Boursorama. Ils redécouvrent ensemble (tels Burton et Speke découvrant les sources du Nil) les "circuits du Trésor", ceux par exemple que la Banque d'Angleterre met en place, précédant ses premières ébauches par la BCE (c'était juste au début de la panique bancaire produite pas la crise COVID) :

<https://www.youtube.com/watch?v=dHkyZRwWGUQ>

Pour ce qui est de l'inflation censément « *purement monétaire* » (depuis plusieurs décennies) il y a déjà un moment que ceux que j'appelle les zadistes de boursorama, autrement dit les boursicoteurs de classe moyenne (les petits porteurs, épargnants, retraités, etc.) se sont vus expliquer pas leurs « coaches » en quoi consistait le tour de passe-passe de cette inflation sans baisse du pouvoir d'achat, ni hausse des prix (du moins en rapport de proportion).

Dans une petite conférence (de 2018) dont tu as le lien ci-dessous, deux de leurs gourous « bien informés », c'est à dire gravitant autour de la bancocratie financière (des managers, de l'auto-entreprise de soi), décrivent la chose de manière si critique et souvent pertinente qu'on pourrait s'attendre, « au final » de cet « Opéra de quat'sous poujadiste » à les entendre citer Marx (et notamment la Loi de baisse tendancielle du taux de profit). Je recommande le passage vers la 24ème minute où « Maître » Bechade leur explique « où est passée l'inflation » et par la même occasion « leur épargne de retraite » :

<https://youtu.be/RLw2bLJXgro?t=1433>

Voilà donc en réalité ce qu'est ta « suraccumulation durable » et voilà où en réalité elle s'est *réfugiée* : un *lieu d'élection naturel* où, comme tu verras, elle n'est pas perdue pour tout le monde.

Car, il y a des « débouchés » pour ça... et c'est « l'essence » même du capitalisme que de les alimenter. Pour bien comprendre le rapport idéologique très direct entre le CME de nos révisionnistes des années 60 et le type d'intérêts de classe et d'idéologie poujadiste que défendent ces experts-pronostiqueurs pour petits-joueurs parasitaires, je recommande ce grand moment où Christine Lagarde est présentée (par ces chevaliers blancs du petit porteur) comme une moscotaire collectiviste et/donc totalitaire, spoliant odieusement le contribuable...:

<https://youtu.be/OIoQeIV43vw?t=43>

J-C. D. : Le capitalisme industriel est né sur la base de la séparation de l'économique et du politique. Les contradictions du capital ont entraîné la tendance à l'interpénétration de ces deux instances. Après 1945, cette interpénétration a pris un tour social marqué (ce que Paul Boccara a cherché à théoriser). Puis les contradictions mortelles du capitalisme réapparaissant on a assisté à l'essai, de la part des grandes bourgeoisies dirigeantes, de revenir en arrière (séparation de l'économique et du politique) tout en allant de l'avant (l'impérialisme actuel avec implication nord-américaine totale).

D.M. : Ton « *interpénétration* » me fait furieusement penser à « *l'entrelacement* » ridiculisé par Lénine (voir plus haut son passage sur la « socialisation »). Je n'insisterai donc pas, mais au moins comme ça, on peut dire que tu as rétrospectivement qualifié le point de vue de Boccara, et Cie... aux yeux de Lénine : celui des vulgaires économistes petit bourgeois.

J-C. D. : Telles sont à mon avis, Cher Dominique, les éléments que je peux apporter en l'état actuel de la discussion que tu as lancée. Je te propose de la mettre momentanément en veilleuse. Bien sûr, tu n'as aucune obligation de suivre ma proposition. Je souhaite simplement te dire que, pour des raisons de boulots divers à terminer, je n'interviendrai sans doute pas dans ce moment-là de la discussion. Je reprendrai tout ça en France et même, si tu le veux bien, dans ta sympathique librairie.

En attendant ce moment, je te suggère également de prendre chez toi, toujours si tu le veux bien, quelques exemplaires de mon livre sur "Rompre avec le capitalisme, Construire le Socialisme. Muni de quelques modestes bouteilles (c'est mon aspect Sud-Ouest), je viendrai en faire la discussion chez toi, avec toi et les amis des Tropiques. Nous reprendrons alors la discussion présente, très proche, à mon avis, des événements en cours, en France.

Car le socialisme peut être défini comme la recherche de la réconciliation de l'économique et du politique, sur le fondement d'autres rapports sociaux que ceux du capitalisme, cela va de soi. Le socialisme se doit de surmonter, de manière cette fois réussie, la maladie mortelle du capitalisme industriel qui est au fond de bloquer le développement industriel en n'auto-risant un tel développement que sur le fondement de rapports privés. Le socialisme au contraire, libère le développement industriel de cette entrave, ce qui permet d'aller vers une société communiste.

Avec mes salutations les plus amicales
Jean-Claude Delaunay

D.M. : Cher Jean-Claude, je t'en sais gré, et j'ai bien l'intention de répondre « de vive voix » et ainsi alimenter ce débat « d'actualité » au cours d'une prochaine rencontre à la librairie. Dès sa publication ton dernier livre était déjà « en pile » à la librairie.

Je conclus ici ma réponse scrupuleuse et soigneusement argumentée, sur ces derniers points (et d'autres). Car elle étoffée d'une réponse - non moins scrupuleuse - à Alain Badiou qui m'a présenté des objections, parfois similaires aux tiennes... aussi surprenant que cela puisse vous paraître, à l'un comme à l'autre.

Je te la livre en complément de mes premiers commentaires et réactions « liminaires », et en attendant tes réponses marxistes et léninistes « constituées » et argumentées.

Un dernier mot (très bref) sur ta définition du « socialisme de réconciliation » (!) que tu sembles appeler de tes vœux.

Si j'ai bien compris, ce que tu nous décris là, c'est pratiquement le « monde d'après » que nous promettent les « altercapitalistes », avec en prime : « A touch of Yin and Yang » (« réconcilier les contraires »), un brin de « confus-cianisme » (vintage), un zest de « sobriété Zen heureuse », un bon tiers de « sectarisme œcuménique », et un gros tiers (comme disait Raimu) d'insoumission ecolo-trotsky-mélancolique, bien assaisonné des gros bataillons du lumpen-bobotariat mélancolique, frustré et/donc « déçu »... mais « sans entrave ».

Il ne manque plus que les toges oranges, et les crécelles accompagnant ces « Hare, hare » mélodieux...

Tout ça, toute cette convergence « de l'économique et du politique » sans « stéréotype », m'évoque surtout une « synthèse socialiste » de la grande époque de Solférino : une gogoche morale et « plurielle », « citoyenne et soutenable »... bref, aux *antipodes* de Marx et Lénine.

Voilà pourquoi, quant à moi, paraphrasant (modestement) le bon Karl, je t'avouerai que « si c'est ça » le socialisme, alors assurément je ne suis pas et je n'ai jamais été « socialiste ».

Je demeure, plus que jamais marxiste et communiste.

Fraternellement

Dominique

2

Alain Badiou

Alain Badiou. : Je suis d'accord sur le fond, tu le sais bien, en ce qui concerne ta féroce critique de l'écologie, en tant que dispositif de l'idéologie dominante, volontiers couplé à un autre dispositif, le féminisme, dans sa version yankee. Il faudrait développer encore les raisons pour lesquelles la "nature" est devenue un fétiche idéologique, mais tu fais une grande partie du travail.

[...] Tu as tort, radicalement, sur un point : le capitalisme monopoliste d'État existe bel et bien. Il a existé en France à partir de 1944, et il est le mode de production dominant en Chine aujourd'hui.

D.M. : Merci Alain.

Ayant déjà développé mes arguments « onto-logiques » et « épistémolo-logiques » dans mes réponses à Jean-Claude Delaunay, je résumerai mon désaccord persistant, à une brève formulation dont le laconisme est justifié par la verbosité de ce que j'ai infligé au camarade Jean-Claude.

Le mode de production dominant en Chine aujourd'hui est à l'évidence le capitalisme, comme partout désormais (sauf peut-être en Corée du Nord et à Cuba). Les caractères industriels et monopolistes du mode de production dominant et/car « mondialisé » sont de natures économiques distinctes, bien qu'évidemment associés par une relation de causalité, mais ils ont été conjointement occasionnés par le développement capitaliste des forces productives.

Ces deux déterminations du mode général de production ont été spontanément favorisées par leur adéquation à son tropisme essentiel : l'accumulation.

Orientées par cette « compulsion » originelle favorisant l'accumulation optimale (donc entre le moins possible de « mains »), l'industrialisation a permis la concentration de la production et son « formatage » productif, la circulation de cette production et *in fine* la combinatoire monopolistique de cette production, déjà industriellement « pré-concentrée ».

Partant de là, je juge aussi inconsistant et captieux de parler à ce propos de capitalisme *d'État* que d'*État capitaliste*, que ce soit à propos de la France des « trente glorieuses », de l'Union Soviétique de Staline ou de la Chine d'aujourd'hui.

A.B. : Un de tes problèmes, que je comprends, est de lutter contre les ignorants en revenant, avec acharnement, sur une vision aussi originaire que possible de Marx (ce qui te pousse à ignorer quasiment sa féroce critique de Hegel, et à câliner le très réactionnaire bonze académique Bourgeois, le bien nommé...passons).

D.M. : Oui, c'est ce à quoi je m'efforce en effet : combattre ces « ignorants *volontaires* » qui s'auto-proclament au magistère des générations qui se succèdent depuis leur sinistre épiphanie. Sinistre car la plupart se revendiquèrent *a sinistra*. Tu les connais mieux que moi puisque nombre d'entre eux furent tes condisciples puis tes pairs, il y a plus de cinquante ans déjà !

Mais je ne propose pas une « vision » de Marx, juste une lecture instructive, pédagogique et raisonnée de son corpus, récusant en indéfectible cartésien les caisses de « résonance » ésotériques, alchimiques, néo-positivistes ou symptomales... et d'ailleurs sans que ceux qui jusqu'ici résonnent plutôt qu'ils ne raisonnent, n'aient su formuler le moindre argument invalidant l'authenticité et la rigueur de cette lecture.

Un mot, en passant, sur la féroce (en effet) critique de Hegel (et de Kant) par Marx. Il se trouve que parmi les multiples fers que j'ai au feu, il y a la promesse d'une petite brochure militante, sollicitée par nos jeunes camarades, traitant de la critique par Marx de la « Philosophie spéculative » de Hegel. Je ta la communiquerai dès que je l'aurai rédigée. Tu pourras alors juger à quel point je n'élude pas cette critique, bien au contraire.

Par ailleurs, j'assume parfaitement mes « câlins » à Bernard Bourgeois. Outre son indiscutable compétence et « clarté » hegelienne (tu as toi-même reconnu sa remarquable faculté de rester toujours « au plus près du texte »⁹³), ils sont motivés par le fait qu'en dépit de nos profonds désaccords⁹⁴, il se prête pourtant au débat avec une inefable courtoisie et un véritable souci du dialogue amical et « fraternel » (pour rendre hommage à sa dilection pour la « fraternité » ... plus que pour « l'égalité »).

A.B. : Mais la pensée politique, y compris celle de Marx, s'enracine dans le réel, ce n'est pas le réel qui s'enracine dans la pensée de Marx.

D.M. : Nous sommes donc également d'accord sur ce point. C'est d'ailleurs pourquoi j'insiste auprès de nos jeunes marxistes en herbe pour les débarrasser de tout le fatras post-marxiste en rapport contradictoire avec ce principe, telle « la théorie du reflet », celle de la « domination symbolique » et autres élucubrations du genre de la « réification », « l'écommunisme », etc.

93 Foin chez lui de « lecture symptomale », Dieu merci !

94 Désaccords incomparablement plus profonds qu'avec toi et sur des questions sur lesquelles je suis inversement en parfaite connivence avec toi pour m'opposer à son hégélianisme « libéral » - donc authentiquement hégélien.

A contrario j'ai toujours eu à cœur d'instruire celles et ceux qui me sollicitèrent comme « éducateur populaire marxiste » de cet aspect fondamental du matérialisme philosophique de Marx, que tu rappelles fort justement.

Donc, que nous dit le réel, aujourd'hui même, à ce propos ?

Le réel *et* rationnel (*Timeo danaos et dona ferentes*)

Je prendrai un seul exemple, évoquant précisément les « faits têtus » du réel, réellement vécu, en Chine, par les chinois, mais tiré d'un article de la presse « économique » la plus bourgeoise qui soit (donc doublement « critique » et « signifiante »), publié la veille du jour ou j'écris ces lignes, et qui (de ce fait pourrais-je même dire) est parfaitement illustratif de mon propos :

lesechos.fr

TENCENT ET ALIBABA, DEUX EMPIRES DANS LE COLLI-MATEUR DE PÉKIN

PUBLIÉ LE 24 DÉC. 2020 À 16:38

LA PRATIQUE A FINI PAR ÊTRE BAPTISÉE « PICK ONE OF TWO » (« CHOISIS L'UN DES DEUX »). MARCHANDS, RESTAURANTS, FOURNISSEURS, START-UP ET MÊME INTERNAUTES : EN CHINE, QUICONQUE SOUHAITE PRÉTENDRE À UNE ACTIVITÉ EN LIGNE DOIT, À UN MOMENT OU À UN AUTRE, SE RANGER DU CÔTÉ DE TENCENT OU D'ALIBABA.

DEPUIS LEUR FONDATION IL Y A UN PEU PLUS DE VINGT ANS, LES DEUX GROUPES ONT COLONISÉ L'INTERNET CHINOIS, INVESTISSANT UN À UN LES DIFFÉRENTS PANS DU NUMÉRIQUE - E-COMMERCE, FINANCE EN LIGNE,

STREAMING, MESSAGERIES, LIVRAISON DE REPAS À DOMICILE, JEUX VIDÉO... - ET CONSTITUANT PROGRESSIVEMENT DES « SUPER-APPLICATIONS » PLÉTHORIQUES, AUJOURD'HUI INCONTOURNABLES POUR DES CENTAINES DE MILLIONS DE CHINOIS.

DUOPOLE

LE DUOPOLE A SES VERTUS - UNE MULTITUDE DE SERVICES PERFORMANTS POUR LES CONSOMMATEURS - ET SES DÉFAUTS : ISOLÉS DANS DES ÉCOSYSTÈMES FERMÉS, LES INTERNAUTES SONT CONFRONTÉS À DES CHOIX RÉDUITS. IMPOSSIBLE DE SE RENDRE PAR EXEMPLE SUR TMALL OU TAobao, LES DEUX PLACES DE MARCHÉS D'ALIBABA, DEPUIS WeCHAT, LA MESSAGERIE DE TENCENT. IMPOSSIBLE ÉGALEMENT DE RÉGLER UNE COMMANDE SUR JD.COM, LA PLATE-FORME DE E-COMMERCE DÉTENUE À 17 % PAR TENCENT, VIA ALIPAY, LE SYSTÈME DE PAIEMENT D'ANT GROUP - LE BRAS ARMÉ FINANCIER D'ALIBABA, QUI POSSÈDE 33 % DU CAPITAL DE LA FINTECH.

LES BARRIÈRES À L'ENTRÉE SONT TELLES QUE LES NOUVEAUX ENTRANTS FINISSENT, À UN MOMENT OU À UN AUTRE, PAR PASSER DANS LE GIRON DE L'UN DES DEUX « BIG TECH » CHINOIS - BYTEDANCE, LA MAISON-MÈRE DU RÉSEAU SOCIAL TIKTOK, FAISANT FIGURE D'EXCEPTION. ET LEURS AMBITIONS DÉBORDENT, EN TÉMOIGNE L'OFFENSIVE D'ALIBABA DANS LE RETAIL PHYSIQUE.

PERDANTS

APRÈS DES ANNÉES DE LAISSER-FAIRE, PÉKIN SEMBLE TOUTEFOIS DÉCIDÉ À AGIR. COMME EN EUROPE, OÙ BRUXELLES ENTEND INSTALLER UNE RÉGULATION DE L'ESPACE NUMÉRIQUE POUR LES PROCHAINES DÉCENNIES, LE RÉGULATEUR CHINOIS A LARGEMENT DURCI LE TON, CES DEUX DERNIERS MOIS.

L'ADMINISTRATION CENTRALE DE RÉGULATION DU MARCHÉ CHINOIS - L'ÉQUIVALENT DU GENDARME ANTITRUST - A AINSI POSÉ, MI-NOVEMBRE, LES BASES D'UN CADRE CENSÉ METTRE FIN AUX DÉRIVES MONOPOLISTIQUES. AU MENU : CONTRÔLE RESSERRÉ DE LA COLLECTE ET DE L'EXPLOI-

TATION DES DONNÉES, DES PROMOTIONS INTENSIVES, DES « LIVESTREAMS » - SORTE DE SHOW EN LIGNE ET EN DIRECT TRÈS PRISÉ DES INTERNAUTES -, DE LA TARIFICATION DIFFÉRENCIÉE EN FONCTION DU CONSOMMATEUR...

TENCENT ET ALIBABA NE DEVRAIENT PAS ÊTRE LES SEULES CIBLES MAIS FIGURENT, DE PAR LEUR POIDS, PARMI LES PRINCIPAUX PERDANTS DE CE TOUR DE VIS. « LA MISE EN PLACE DE NOUVELLES RÈGLES DEVRAIT AVOIR DES CONSÉQUENCES NÉFASTES POUR LA PLUPART DES SOCIÉTÉS NUMÉRIQUES QUI DOMINENT LEUR MARCHÉ », ÉCRIVENT LES ANALYSTES DE MORGAN STANLEY DANS UN RAPPORT PUBLIÉ EN NOVEMBRE. ALIBABA, SOUS LE COUP D'UNE ENQUÊTE POUR « SUSPICION DE PRATIQUES MONOPOLISTIQUES », N'A PAS TARDÉ À EN FAIRE LES FRAIS.

Cet article sur une thématique d'actualité « brûlante »(ces jours-ci la presse mondiale s'interroge même sur la « disparition subite » de Jack Ma, le PDG milliardaire d'Alibaba⁹⁵) permet de restituer le « réel » du capitalisme monopoliste, en Chine, aujourd'hui.

Il y aurait beaucoup à dire sur les thèmes de ce « duopole » comme homologue chinois des « GAFAM » occidentales, et de ce qu'il nous dit de la forme générale du capitalisme désormais mondialisé et « dématérialisé ». Mais je pointe simplement ici la posture de l'État chinois en rapport avec la contradiction du mode de production capitaliste que j'ai évoquée en référant Marx et Lénine dès le début de ces « gloses » sur le CME.

Je retiens deux points en particulier :

1) Le secteur économique concerné relève essentiellement de la circulation, donc de la consommation, qui plus est de la consomma-

95 Il serait à mon avis intéressant d'analyser les médiations qui ont amené les chinois à reprendre la fable d'alibaba, de la caverne aux trésors volés et de ses 40 voleurs, comme représentation du « pourvoyeur idéal » de « *satisfactions* » en cette nouvelle société non plus de *consommation* mais d'*abondance*.

tion de « nouvelles technologies » et de la consommation « interne » à la Chine.

2) Le même type de « problème » se pose à l'État Impérial US et depuis déjà un bon moment, avec des répercussions en ses marches « bruxelloises » évoquées dans l'article. Pourtant il n'est nullement question à Bruxelles ou à Washington d'embastiller Bezos, Zuckerberg et Cie , à l'instar de Carlos Ghosn... et sa malle.

Dernièrement c'est le PDG de fesse-bouc (comme celui de toutiteur) qui a « coupé le sifflet » de Trump, et non l'inverse !⁹⁶

Et quelle manifestation plus pitoyable et répugnante de l'aliénation « compétitive » des appareils d'État que le « mercato » des vacins, auquel se livrent aujourd'hui nos classes dirigeantes, assumant sans fard leur soumission au marché ?

On est bien dans le « monde d'après », longtemps après celui où le grand Charles pouvait proclamer que « *la politique de la France ne se fait pas à la corbeille* ». Certes il était là dans une posture essentiellement performative, mais par là « effective »... Et n'est-ce pas la seule qui puisse et doive échoir au « chef d'État » ? À *l'intendance de suivre...* à la formation sociale d'assumer le dessein (et non le dasein, moins encore le destin) qu'elle s'est électivement fixé. Xi n'est pas Mao, mais l'espoir n'a pas plus changé de camp que le combat n'a changé d'âme.

Quoiqu'il soit c'est bien en effet dans *ce « réel »* là que « *j'enracine ma pensée* », en m'efforçant de m'inspirer de la manière dont Marx le faisait à son époque.

A.B. : Le capitalisme monopoliste d'État n'existait en effet pas, ne pouvait pas exister, dans les circonstances historiques pratiquement antérieures à, disons, la deuxième guerre mon-

96 Même analyse à faire de la « juste résolution des contradictions au sein de la classe dirigeante américaine » à propos de son dépassement par l'élection chaotique qui vient de consacrer le choix du clan de l'appareil militaro- industriel étasunien.

diale, bien qu'on en trouve rétrospectivement des traces jusque chez Napoléon III. Mais maintenant, sous nos yeux, il existe. Le marxisme nouveau doit le penser, et non nier le réel par obstination dogmatique.

D.M. : Je note juste au passage - et ici en réponse à Jean-Claude - que tu contredis ici Boccara et sa prétendu préfiguration par Lénine de ce que nos révisionnistes « modernes » désignent par « CME ». Ceci posé, je te répondrai que le capitalisme monopoliste « d'État » au sens de Lénine⁹⁷, existait assurément, bien avant la deuxième guerre mondiale, comme en termes marxistes en atteste la brochure du ci-devant Lénine. Comme je l'ai évoqué plus haut, Marx date même cela des « serres chaudes » des empires coloniaux émergeant au 16ème siècle, précisément du fait de la « potentialisation » de l'accumulation et sa concentration corollaire opérée par les monopoles coloniaux, auxquels du reste Lénine ne manque pas de faire allusion. Mais ce dont tu parles et que tu m'as confirmé dans le dernier document que tu m'as aimablement transmis (repris en annexe), ça n'est ni ce dont parle Lénine, ni ce dont nous parlent les panurges du CME. Et, en réalité, ça n'est pas « nouveau ». Même en la faisant remonter au 19ème siècle et singulièrement en France à l'époque de Napoléon III, cette forme coloniale des monopoles est évidemment renforcée par l'essor du capitalisme industriel.

C'est, pour l'essentiel, l'analyse économique que fait Lénine dans sa brochure de 1916. Marx en avait d'emblée mis en évidence la logique de nécessité : le développement opportuniste du système bancaire et la forme « *d'aliénation de l'État* » qui l'accompagne.

Lénine naturellement confirme l'analyse de Marx sur ce point, comme sur tous ceux qu'il développe dans sa brochure.

97 Bien distinct du CME de Boccara and Co.

Ce que je nie ça n'est donc évidemment ni le caractère historique du capitalisme monopolistique, ni la réalité des rapports de production sous-jacents.

Ce que je conteste en revanche et que je pense avoir récusé de manière assez consistante, c'est que de quelque manière que ce soit on en fasse « une affaire d'État », singulièrement au motif d'une confusion de l'économique et du politique, où celui d'une « évolution » du capitalisme révélée par des crises que Marx n'aurait pu envisager du simple fait qu'elles étaient postérieures à sa mort.

Je ne le récusé pas par « obstination dogmatique » - reproche d'autant plus surprenant que précisément ceux auxquels je m'oppose « obstinément », tels Boccara et ses épigones du PC (et d'ailleurs), sont les tenants du « dogmatisme » le plus calcifié qu'ait connus les communistes français.

Je le récusé par simple exigence logique et politique, et je le combats surtout et d'abord par ce que comme je l'ai expliqué ce « fétiche » de CME est un des boulets que mes petits camarades communistes ont hérité de l'effondrement politique et théorique des Partis Communistes européens, dont évidemment le PCF. Effondrement qui a aboutit au « programme commun », à « l'abandon de la notion de dictature du prolétariat », à la « démocratie avancée » de Marchais (qu'on a vu en effet s'avancer « démasquée » sous les traits « socialistes-personnalistes » de Mitterand !), à « l'euro-communisme », etc. Jusqu'à l'électro-encéphalogramme politique et théorique plat que nous observons depuis des lustres.

C'est ce qui m'a conduit à un diagnostic fatal pour cette « ligne » et m'a incité à exiger que cesse l'acharnement thérapeutique entretenu aux frais des derniers militants sincères et au seul bénéfice des « ayants droits » auto-proclamés par l'appareil, voire de leurs « rejets ».

Effondrement *opportuniste*, au sens que lui donne Lénine, déjà dans « *l'Impérialisme stade suprême du Capitalisme* » lorsqu'il évoque, longuement et dès la préface tant c'est pour lui un point politique essentiel : le *parasitisme* et l'*opportunisme*.

Il s'agit ici du parasitisme économique et de l'opportunisme idéologique relevant des « *possibilités économiques de corrompre les couches supérieures du prolétariat* », accentuées selon Lénine par l'impérialisme.

LE PARASITISME ET LA PUTRÉFACTION DU CAPITALISME

« Où est donc la base économique de ce phénomène historique universel ?

Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme. Comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus "large" et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'États particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons". L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui beaucoup plus, évidemment.

On conçoit que ce gigantesque sur-profit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux

ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière.

Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. »

Cette « dynamique », comme disent nos « lettrés », caractérise à l'évidence l'opportunisme réactionnaire et généralisé, comme pensée unique de nos « progressistes » socialistes « du XXIème siècle » et autres « fraternels » démocrates libéraux de toutes chapelles actuellement « en fonction ». À partir des années 70 elle a pu s'appliquer à toute une classe « d'âge », issue des « trente glorieuses ». C'est ce que Clouscard observe avec une lucidité désarmée quand il exprime son désarroi face à la situation créée par l'épiphanie Mitterandienne.

En évoquant sa « controverse » théorique et politique avec Althusser, Clouscard assumait sans pouvoir le comprendre qu'une des sources de cette totale incapacité d'analyse de la situation qu'il décrivait, était l'acculturation communiste par « discipline prolétarienne » des « bouses coquettes » (dirait Thomas Bernhard) pondues par les intellectuels « collectifs » du parti : les thèses « occasionnelles » du genre du CME, de l'abandon de la dictature du prolétariat, du programme commun réformiste, de la « démocratie avancée », de l'euro-communisme, etc.

Clouscard méconnaissait l'économie tout autant qu'Althusser l'ignorait (et la refoulait) et leur controverse était donc essentiellement « politique », comme on va le voir plus loin. Mais voici déjà comment Clouscard exprimait cette « interrogation » dans sa « lettre ouverte aux communistes ».

« Une autre remarque enfin. Nous avons dit que le CME avait été réduit à sa phase de dégénérescence par le mode de production socialiste constitué (l'URSS). [...]

N.B. : Une lettre qu'évidemment il s'adressait à lui-même en même temps qu'au Parti et aux communistes Français. Raison manifestement « lacanienne » pour laquelle il ne l'a jamais postée⁹⁸ mais qui fait également que son contenu est finalement parvenu à ses « autres » destinataires.

<http://www.librairie-tropiques.fr/2016/05/michel-clouscard-lettre-ouverte-aux-communistes-francais.html>

Je vais y revenir...

98 Aymeric Monville m'a révélé qu'il l'avait découverte parmi les documents laissés par Clouscard, sous enveloppe portant l'adresse du Parti, non affranchie.

*Quelles seraient les conditions de possibilité
pour qu'une telle chose [que le CME] ait un sens
dans la perspective de la critique de l'économie politique
par Marx ?*

A.B. : Là nous entrons dans le vif du sujet de cette controverse, mais d'un point de vue épistémologique marxiste et en quelque sorte ontologique, la question n'est pas de savoir si une chose telle qu'un « capitalisme monopoliste (ou pas) d'État » *existe*... mais quelle pourrait bien être « l'essence » de la chose. Quelles seraient alors les conditions de possibilité pour qu'une telle chose ait un sens dans la perspective de la critique de l'économie politique par Marx.

D.M. : C'est bien en effet et très précisément de ma part : *l'objet* (et non le *sujet*, pardonne moi) de la controverse. Très clairement et distinctement tu poses *ce complément d'objet théorique* qui peut être vu comme notre commune « cause objet » (cf. ton dernier livre, dont nous reparlerons bientôt) de ma critique amicale à tous ces camarades.

À vrai dire je t'accorde que Marx, dans sa critique de l'économie politique, ne nous livre de clef de compréhension du CME que dans une perspective de négation. C'est pourquoi j'ai déjà répondu à cette question par une récusation totale de telles possibilités, dans mes « gloses » en rapport avec les arguments de Jean-Claude Delaunay.

Je te retourne donc ta question.

Quelle est alors, dans la logique de la critique de l'économie politique par Marx, la « cause objet » qu'on pourrait donner à ce qui existerait encore en Chine aujourd'hui, existait en Union Soviétique jusqu'à Gorbatchev et en France jusqu'à Pompidou ?

Ainsi formulée, elle me semble rejoindre tes questions et objections, sur une problématique rendue primordiale pour l'appareil idéologique mondialisé, du simple fait du rôle désormais « dominant » acquis par la Chine, toujours et plus que jamais... communiste.

Du moins si on en croit les meilleures spécialistes, peu soupçonnables d'une quelconque adhésion ou sympathie à l'égard du marxisme ou des « régimes » communistes :

« La Chine n'est plus communiste » : la rumeur s'est répandue, comme une évidence. Mais ne serait-ce pas le plus grand malentendu de notre époque ?

Malgré l'ouverture économique de 1978, les mesures d'internationalisation des entreprises d'État, l'établissement de relations diplomatiques avec les puissances occidentales, la Chine demeure fidèle à ses racines rouges. « *Le communisme est un idéal vers lequel nous devons tous tendre* » affirment aujourd'hui encore les cadres du Parti.

Renforcé par l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, le Parti communiste chinois s'infiltré au quotidien dans toutes les strates de la société : politique et économique, bien sûr, mais aussi culturelle, artistique, éducative, sociale ou religieuse, et ambitionne d'étendre cette influence à l'international.

Il fallait bien sept années d'observation et plus de 400 entretiens menés par Alice Ekman auprès de hauts cadres du Parti et fonctionnaires, diplomates, représentants d'entreprises, chercheurs et étudiants pour parvenir à comprendre la Chine contemporaine, son fonctionnement, ses évolutions récentes et sa stratégie de puissance, dans un contexte périlleux de tensions avec les États-Unis et de rapprochement avec la Russie. Car, alors que l'idéal libéral est de plus en plus contesté, la Chine cherche désormais à s'imposer comme une puissance de référence, une « solution » pour le monde, selon les propres mots de Xi Jinping, pour un jour parvenir à la « disparition ultime du capitalisme et la victoire finale du socialisme ».

Alice Ekman « *Rouge vif* »

<https://www.editions-observatoire.com/content/>

Rouge_vif

Pour ma modeste part, je serai d'abord tenté de répondre comme Lénine : « *Seule la science peut répondre à cette question; et ce n'est pas en accouplant de mille manières les mots [Capitalisme avec Industriel, Monopoliste et État] qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce.* » et « *Après avoir tourné ainsi en ridicule tous les bavardages sur l'État populaire, Marx montre comment il faut poser la question et formule, en quelque sorte, une mise en garde en indiquant que l'on ne peut y donner une réponse scientifique qu'en se basant sur des données scientifiques solidement établies.* »

C'est donc ce que je me suis déjà efforcé de faire...

Voir y compris l'article sur le « duopole » chinois que j'ai cité plus haut.

A.B. : Oui, il y a eu, il y a encore, des États dont tout un secteur d'activité est de concentrer du capital. Périodiquement, une fraction de la bourgeoisie s'étonne de ce point. On entend "ce n'est pas à l'État de fabriquer des voitures" (tu es d'accord avec eux, en somme !), et on lance des privatisations. Mais il ne subsiste pas moins dans le monde des États bourgeois gérant du capital productif. Quand cette part est quasiment dominante, fût-ce dans un seul secteur, on peut, on doit, parler de capitalisme monopoliste d'État, ou de tendance monopoliste.

D.M. : **Non** (en somme ou en détail) je ne suis absolument pas « d'accord avec eux pour dire que "Ce n'est pas à l'État de fabriquer des voitures" ».

D'abord parce que, évidemment « l'État » ne « fabrique » rien, sinon l'appareil qu'il institue pour *ce* faire, c'est à dire *se* faire (ou se re-faire). Mais ce « faire » est essentiellement performatif. Il ne produit que des *dé-légations d'autorité* et de là... de *propriété*.

Pas davantage il ne « concentre de Capital ». Pas même quand, dans la brève période « gaullo-communiste » (le cauchemar de Cohn-Bendit, Mitterrand, la CIA, Roosevelt et Lecanuet), le pouvoir et l'appareil d'État français contrôlaient (par divers biais institutionnels et fonctionnels) la totalité de la sphère financière et monétaire de l'économie nationale (banques, assurances, création monétaire, taux et crédits d'investissements, etc.). De même - on peut facilement observer, toujours avec l'exemple « alibaba » évoqué plus haut (parmi beaucoup d'autres) - que non seulement ça n'est pas l'État chinois qui « concentre du capital » mais de surcroît, pour des impératifs aussi bien économiques que politiques il lui arrive de faire temporairement « disparaître » les « gros actionnaires », et pas du tout sur le scénario « *démocratique franco-japonais* » qui nous a été servi avec « l'affaire de la malle hantée du milliardaire ».

Ensuite par ce que ça n'est pas plus à l'État de fabriquer des voitures, ou des téléphones ou des Hôpitaux, des médicaments ou des routes, etc que ça n'est à des actionnaires « privés » de le faire⁹⁹.

Cette idée de la socialisation « étatique » par les nationalisations « combinatoires »¹⁰⁰ est, avec l'idée de changer la nature de la production plutôt que ses rapports, une conception aussi illusoire que répandue. Aggravant la niaiserie sociétale de classe qu'elle a acculturée, elle est à l'origine de la vacuité sociale, théorique et politique dans laquelle notre gogocher sombre désormais. Un mouvement « aspirant » plutôt qu'inspirant, qui les entraîne vers le trou noir théorique qu'ils ont eux même opiniâtrément creusé et intensément densifié.

Ensuite par ce qu'en bon « Pontifex maximus » cette proposition n'a selon moi aucune portée idéologique « marxiste ». Elle dénote en revanche, très typiquement, l'idéologie opportuniste sur la question du « rôle de l'État ». Voir à ce propos (jointes en annexe) les « consignes » de Marx aux délégués du Conseil central provisoire de l'A. I. T. Mais, *sur ce point* je présume que suis d'accord... *avec toi*, comme je suis encore d'accord pour *dénoncer* ceux qui nous servent « *ce n'est pas à l'État de fabriquer des voitures* » et préconisent de lancer des privatisations pour « *régler le problème* ».

Enfin je moque d'abord et surtout ceux qui « en même temps » proposent de *nationaliser ces entreprises* « *qui fabriquent des voitures* » (entre autres), *puis ensuite viennent nous parler de cette accablante malédiction du Capitalisme Monopoliste d'État !*

Je suis même d'accord avec Althusser (eh oui !) qui plus est *contre* Clouscard (une fois n'est pas coutume) quand, après les bides successifs de « gauchunie »¹⁰¹ d'époque, ils participent chacun à sa

99 Actionnaires qui du reste ne fabriquent rien et n'ont jamais rien fabriqué.

100 Voir plus haut « par ici la monnaie » et mes réponses à J-C.D..

101 Patrie des socialistes réconciliés et Terre d'élection des classes moyennes « libérées ».

manière, au « débat » provoqué par les conséquences déjà désastreuses de leur effondrement *collectif*.

Effondrement que j'ai évoqué plus haut et qui, cruel retour de manivelle dialectique, suscitât le fameux « coup de gueule » d'Althusser, alors que ce dernier avait activement participé à cet « production théorique » collective du Parti ! Je suis donc d'accord avec Althusser lorsque, à la question : « *Est-ce que tu es d'accord avec l'analyse que le Parti communiste français donne de la lutte des classes en France et dans le monde ?* » il répond :

« J'ai sur ces questions une opinion qui n'est pas très originale, puisqu'elle recoupe certaines des critiques que s'est attirées l'analyse du Parti communiste français. Ce qu'elle a peut-être de plus original est d'être émise par un membre de ce Parti – et ce n'est même pas sûr. »

Démocratie « avancée ».

Comme le souligne Althusser ses critiques « recoupent » un vaste mouvement de contestation qui fut d'abord « interne », puis s'élargit pour y associer les traditionnels adversaires anticomunistes d'hier trotskistes, réformistes et autres démocrates radicaux. Déjà parfaitement « solidaires » dans l'approbation « anti-stalinienne » du rapport Kroutchev, ils ont rejoint les activistes atlantistes de tous horizons, depuis le début des années 60, tandis que l'appareil bureaucratique du PCF, ainsi que nombre de ses homologues du « bloc communiste » passait en mode « citadelle assiégée » et que le « schisme » sino-soviétique se précisait... dans le fond du tableau.

Je reviendrai plus loin sur ce « grand tournant » contradictoire qui accompagnait la fin de la deuxième période coloniale et la profonde mutation économique occasionnée dès la fin des années 60 par

une série de crises du mode de production capitaliste industriel, qu'il soit monopoliste ou pas, planifié ou pas, « d'État » ou pas....

Une série de crises de la « société de consommation », autrement dit de la circulation, qui allaient s'enchaîner après avoir été officiellement attestées, de manière assez « classique », par un dérèglement monétaire majeur. Dérèglement qui conduisit à une crise du « système » des échanges mondiaux (on ne parlait pas encore de mondialisation) institué à la fin de la deuxième guerre mondiale (FMI, Banque Mondiale, Dollar convertible, etc. à Bretton Woods).

La guerre froide franchissait alors une étape également majeure, liée au déroulement critique de la décolonisation sous pression américaine, avec la guerre du Viet-Nam succédant à celle de Corée, d'Indochine, et d'Algérie, l'affaire de la « Baie des cochons » puis celle des missiles à Cuba, les guerres de libération de Rhodésie, d'Afrique du Sud, Angola, Mozambique, Guinée Bissau, etc. et bientôt la guerre en Afghanistan et ses suites (Cf. « la stratégie du chaos »¹⁰²).

On avait enfin, plus « près de chez nous » la guerre de 1967, en Palestine, conséquence de « l'affaire du Canal de Suez », puis celle du Kippour, et autres... qui allaient déboucher sur l'OPEP et le premier « choc pétrolier », qui lui même allait censément produire la première « crise de l'emploi » chez nous et ailleurs... de là le début du « chômage de masse » qui légitimera « l'alternance » Giscard/Mitterrand, etc.

Après la guerre civile en Grèce et les colonels, nous aurions bientôt la destruction de la Yougoslavie, etc. Après les chars soviétiques à Budapest, nous avons ceux de Prague en 1968. Cette dernière « affaire » du « Printemps de Prague, en 1968, allait d'ailleurs « approfondir le débat » au sein des divers partis frères, et singulièrement semer le trouble parmi l'appareil du PCF de l'époque où les tenants de la ligne supposément stalinienne de « solidarité avec le

102 <http://www.librairie-tropiques.fr/tag/strategie-du-chaos/>

parti communiste d'URSS » (déjà lui-même bien « déstalinisé ») allait mandater son ineffable Secrétaire Général Georges Marchais pour diffuser une assez cocasse déclinaison de langue bois révisionniste, proclamée dans le nouveau patois modernisé du Comité Central. On passera donc progressivement :

- du bilan « *globalement* [sic] *positif* » de l'Union Soviétique (1968),
- à « *La lutte contre le pouvoir des monopoles et le rassemblement des forces ouvrières et démocratiques* » pour une « *démocratie avancée* »... et le socialisme »¹⁰³ (1970),
- de là au « programme commun » - qui « allait bien » avec cette démocratie « avancée » telle une viande de gibier qu'on aurait laissée se « faire » un peu trop longtemps,
- puis à l'euro-communisme « à l'italienne », enfin à l'abandon de la notion de Dictature du Prolétariat, Robert Hue et Cie...

On a bien un mouvement analogue à la longue « *putréfaction* » de « *Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde* » dont Lénine faisait déjà les « *véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme.* »

¹⁰³Rapport du Comité Central présenté par Georges Marchais : La lutte contre le pouvoir des monopoles et le rassemblement des forces ouvrières et démocratiques pour une démocratie avancée et le socialisme / Georges Marchais. – [S.l.] : "Cahiers du Communisme", 1970. – (XIXe Congrès du Parti communiste Français (4-8 février 1970, Nanterre))

Tu connais je pense ma (très) faible dilection pour la production théorique d'Althusser et surtout pour ses conséquences politiques « durablement » néfastes.

Pourtant...

Pourtant, je recommande souvent à nos jeunes amis de s'intéresser aux motifs du désarroi de Clouscard, tels qu'il les exprime, à la même époque, dans sa « lettre ouverte » jamais envoyée « aux communistes » (il n'a jamais adhéré au PCF). Et j'attire leur attention sur la confusion dans laquelle est plongé Clouscard, dans sa veine de contempteur acharné du freudo-marxisme – qu'il dénonce assez candidement chez Althusser - lorsqu'il se prend à essayer de légitimer ses propres réserves à l'encontre du PCF, tout en légitimant, contre Althusser, l'abandon de la notion de dictature du Prolétariat par le PCF...

Position d'autant plus confuse et contradictoire de la part de Clouscard qu'il n'est pas lui-même au PCF mais s'oppose sur ce point à Althusser - jusque là « philosophe officiel » du parti¹⁰⁴ - et alors qu'il est lui, Clouscard, profondément réfractaire (à juste raison) à cet « abandon », qui du reste va signer le « commencement de la fin » du PCF. Un PCF du XXIème siècle, aujourd'hui en phase terminale réduit à cette ultime manifestation politique : s'auto-commémorer à l'occasion de son centenaire cacochyme. Il est donc instructif, en ayant devant nous la sanction de l'Histoire, de considérer l'expression de ce désarroi Clouscardien, au moment où il est suscité par ce qui fait encore « débat » chez les marxistes.

104 Depuis « l'effacement des cadres » de Garaudy. Ce dernier eut du reste un beau parcours : après son exclusion (sans tambour ni trompette) il allait passer du révisionnisme antisémite à l'écologie politique « radicale » (variant islamo-gauchiste), en passant par l'autogestion céefdetiste et le négationnisme bon teint...

voir son CV : https://fr.wikipedia.org/wiki/Roger_Garaudy

À commencer par le CME, dont on va pouvoir juger, au fil du long extrait qui suit, à quel point c'est un « point aveugle » de Clouscard, comme des autres intellectuels pourtant très constants dans l'affirmation leur « hégéliano-marxisme » anti-althusserien.

La lettre volée de Michel Clouscard (au clergé stalinien orthodoxe)

Précision utile à la compréhension de ce qui suit par nos plus jeunes camarades, je désignerai ici comme révisionnisme *orthodoxe*, celui qui servit de bréviaire à ceux, parmi les communistes qui restèrent fidèles à la « ligne internationaliste pro-soviétique » du Parti. La ligne qui se traduisit par l'étrange formule de Georges Marchais, concluant au « bilan globalement positif » de l'Union Soviétique, alors (en 1968) sous le feu des critiques « de gauche » pour son intervention en Tchécoslovaquie¹⁰⁵. Des critiques qui d'ailleurs assimilèrent alors ces communistes « orthodoxes » à ceux de leurs adversaires qu'ils désignaient aussi comme « staliniens » depuis l'intervention de Budapest¹⁰⁶. C'est ce dernier courant « critique critique » que je désignerai comme révisionniste *hétérodoxe*. Mais ce ne sont que deux des composantes, elles mêmes composées de « variants » aussi contradictoires, parmi d'autres ingrédients de l'amalgame idéologique assez confus et non moins contradictoire qui allait alimenter les révisions fondamentalement « opportunistes » du marxisme de Lénine (et de Marx évidemment) depuis les années 1960 jusqu'à aujourd'hui, c'est à dire déjà le monde nouveau, celui d'après... demain. Comme disait fort justement Althusser « *L'avenir dure longtemps* »

105 Voir en annexe les minutes de son intervention à l'assemblée, en 1973.

106 Bien qu'en 1956 Staline fut déjà mort depuis 3 ans.

Le texte posthume de Clouscard que je vais citer plus loin est instructif et révélateur des dégâts qu'a pu causer ce révisionnisme « orthodoxe » de l'appareil idéologique verrouillé du PCF d'alors ; confronté dans la période de déstalinisation « compétitive » aux courants révisionnistes « hétérodoxes » qui traversèrent la « mouvance marxiste » française. Comme ce fut d'ailleurs le cas dans tout le « bloc communiste », engendrant cette confrontation, inaugurée « officiellement » par le « *Rapport Krouchtchev* », qui fut communément désignée comme ère de la « déstalinisation » et qui connut son acmé avec le schisme sino-soviétique. Clouscard écrit ces lignes à la fin des années 1970, peu après le XXII^{ème} congrès du PCF (1976). Le contexte politique français est celui de « L'Union de la Gauche », du « Programme commun » de gouvernement (avec le PS et ses rejetons « centristes ») et de l'abandon par le PCF de la « notion de dictature du prolétariat ».

Au fil de sa « lettre », on le découvre plongé dans un profond désarroi théorique et politique, aggravé par les impasses où le mènent sa fidélité à la ligne et aux thèses des « économistes » d'un parti communiste français dont il ne fait pourtant pas « parti », contrairement à Althusser - qui en est encore « l'intellectuel d'influence » *par excellence*. Et dont Clouscard prend bien soin de se démarquer, en tant que membre revendiqué de ce qu'il décrit comme « l'intellectuel collectif ». Toujours pour nos plus jeunes camarades je rappelle que cette notion d'*intellectuel collectif* est chez Clouscard le pendant du « travailleur collectif » de Marx - dont il se distingue par le fait qu'il « *œuvre utilement* » dans le « *champ spécifique* » de la théorie politique et celui de la connaissance scientifique.

En pratique il s'agissait d'un « paradigme » *innové* par Bourdieu. Ce dernier, proche de Foucault sur ce point pouvait s'identifier à « l'intellectuel spécifique » supposé prolonger (dans le « champ » académique) et post-moderniser « l'intellectuel organique » de Gramsci¹⁰⁷. Marx décrivait le travailleur collectif comme *sujet* du processus de production, dès que *l'objet* en est lui-même social et non individuel. C'est le corps social en tant que classe laborieuse qui est alors considéré comme totalité « organique » et non ses « membres » :

« En étudiant le procès de travail sous son aspect le plus simple, commun à toutes ses formes historiques, comme acte qui se passe entre l'homme et la nature, nous avons vu, que « si l'on considère l'ensemble de ce mouvement au point de vue de son résultat, du produit, moyen et objet de travail se présentent tous les deux, comme moyens de production, et le travail lui-même comme *travail productif* »¹⁰⁸.

107 En bref, l'intellectuel organique de Gramsci est décrit et caractérisé comme « porte-parole » de la classe ouvrière, et déterminé par cette appartenance de classe à produire la théorie de sa lutte de classe.

108 Note de Marx renvoyant au ch.VII : « Outre les choses qui servent d'intermédiaires, de conducteurs de l'action de l'homme sur son objet, les moyens du travail comprennent, dans un sens plus large, toutes les conditions matérielles qui, sans rentrer directement dans ses opérations, sont cependant indispensables ou dont l'absence le rendrait défectueux. L'instrument général de ce genre est encore la terre, car elle fournit au travailleur le locus standi, sa base fondamentale, et à son activité le champ où elle peut se déployer, son field of employment. Des moyens de travail de cette catégorie, mais déjà dus à un travail antérieur, sont les ateliers, les chantiers, les canaux, les routes, etc. Dans le procès de travail, l'activité de l'homme effectue donc à l'aide des moyens de travail une modification voulue de son objet. Le procès s'éteint dans le produit, c'est à dire dans une valeur d'usage, une matière naturelle assimilée aux besoins humains par un changement de forme. Le travail, en se combi-

« L'homme crée un produit en appropriant un objet externe à ses besoins, et dans cette opération le travail manuel et le travail intellectuel sont unis par des liens insolubles, de même que dans le système de la nature le bras et la tête ne vont pas l'un sans l'autre.

A partir du moment, cependant, où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de *travail productif*, de *travailleur productif*, s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre; il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque.

La détermination primitive du travail productif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif, considéré comme une seule personne, mais elle ne s'applique plus à chacun de ses membres pris à part. »

nant avec son objet, s'est matérialisé et la matière est travaillée. Ce qui était du mouvement chez le travailleur apparaît maintenant dans le produit comme une propriété en repos. L'ouvrier a tissé et le produit est un tissu. Si l'on considère l'ensemble de ce mouvement au point de vue de son résultat, du produit, alors tous les deux, moyen et objet de travail, se présentent comme moyens de production, et le travail lui-même comme travail productif (Cette détermination du travail productif devient tout à fait insuffisante dès qu'il s'agit de la production capitaliste.) Si une valeur d'usage est le produit d'un procès de travail, il y entre comme moyens de production d'autres valeurs d'usage, produits elles mêmes d'un travail antérieur. La même valeur d'usage, produit d'un travail, devient le moyen de production d'un autre. Les produits ne sont donc pas seulement des résultats, mais encore des conditions du procès de travail. »

Ce travailleur collectif n'est donc pas dissociable du travail qu'il produit *en tant que collectif*. Comme Marx le précise en note : « *Cette détermination du travail productif devient tout à fait insuffisante dès qu'il s'agit de la production capitaliste* ». Et nous sommes bien, jusqu'à nouvel ordre, en régime de production capitaliste...

Il n'est donc pas question de dissocier la qualité de l'un ou l'autre de ses membres de ce « travailleur collectif », vu comme un *Tout* « organique ». Pas plus qu'il n'est possible d'y distinguer ses contributions « spécifiques ». Il suffit de lire le paragraphe suivant pour comprendre que ce travailleur collectif est déterminé pour Marx non pour sa « valeur théorique » ou « intellectuelle » mais comme simple agent du processus d'accumulation, et n'a strictement aucune fonction ou légitimation idéologique relevant de sa « qualification » ou de la nature de son activité individuelle :

« Mais ce n'est pas cela qui caractérise d'une manière spéciale le travail productif dans le système capitaliste. Là, le but déterminant de la production, c'est la plus-value. Donc, n'est censé productif que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital. Un maître d'école, par exemple, est un travailleur productif, non parce qu'il forme l'esprit de ses élèves, mais parce qu'il rapporte des pièces de cent sous à son patron. Que celui-ci ait placé son capital dans une fabrique de leçons au lieu de le placer dans une fabrique de saucissons, c'est son affaire. Désormais la notion de travail productif ne renferme plus simplement un rapport entre activité et effet utile, entre producteur et produit, mais encore, et surtout un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital. »

Il y aurait beaucoup à dire sur cette généalogie pour le moins paradoxale, notamment en regard de la très faible dilection de Clouscard pour Foucault, Bourdieu (et autres libéraux libertaires), mais il

est surtout important d'observer ici que cet « emprunt » par Clouscard est symptomatique de sa confusion « circonstancielle ». Confusion déjà assez répandue à l'époque parmi les intellectuels, les militants et les sympathisants communistes, et qui n'a fait que s'étendre et s'approfondir depuis, l'érection de la « Tour de Babel » de la déstalinisation « compétitive ».

Avant d'en venir à *la lettre* de Clouscard, encore un mot sur cet « intellectuel collectif » qu'il y reprend à son compte et sur son contexte idéologique d'époque. Ce « nouveau paradigme » tiré des péroraisons auto-légitimantes de Bourdieu et Foucault comme je viens de le rappeler, trouva une formulation *ad hoc* dans la logomachie de l'appareil du PCF. Après que ce pauvre Gramsci ait été mis à contribution (comme c'est de nouveau le cas aujourd'hui, par une nouvelle génération « d'opportunistes »), cet *intellectuel collectif* se devait d'être doté d'un statut modernisé. Côté communiste « orthodoxe », l'appareil était déjà à la remorque des « créatifs innovants » de la petite-bourgeoisie qu'il avait sociologiquement rallié depuis le début des années 1970. Il ne se fit donc pas prier pour concocter une formulation officielle en langue de bois.

Les « élément de langage » adaptés à la situation vinrent ainsi fleurir la rhétorique du PCF de l'époque, à l'usage principal du camarade Georges Marchais qui nous servit d'abondance et avec sa faconde coutumière ses « *travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes* » comme futurs bénéficiaires de sa « *démocratie avancée* ».

Ce constructivisme langagier était homogène à la situation du PCF : une *totalité* de pure rhétorique. Car strictement rien de concret, politiquement, économiquement ou socialement ne correspondait dans la réalité du corps social et de la société civile à cette belle *intention* de « fusion organique », sinon la nouvelle classe moyenne désormais étendue et sa coquette médiocratie déjà « en marche ».

Une totalité du reste dépourvue de totalisation (sur le modèle existentialiste sartrien), car strictement aucun parti, organisation, ou mouvement social ne pouvait prétendre la représenter... hormis le PCF désormais « intégré » à la social-démocratie.

On est à l'époque où la réponse des « clercs » est le « programme commun » et où la crise est décrite comme résultant d'une mauvaise gestion imputable au « CME »... mal tempéré.

C'est pourquoi Clouscard aborde ainsi son « questionnement » :

« Une autre remarque enfin. Nous avons dit que le CME avait été réduit à sa phase de dégénérescence par le mode de production socialiste constitué (l'URSS). [...]

De là, on se doute que Clouscard, lesté de son chimérique « intellectuel collectif », et qui a candidement acculturé les sornettes de ses collègues censément « économistes organiques » contribuant à « l'intelligence collective » de l'économie (que Clouscard méconnaît autant qu'Althusser), Clouscard donc... va devoir pas mal ramer pour arriver à légitimer avec sa « praxis » laborieuse ce qui se passe au Parti (et qui selon Althusser « *ne peut plus durer* ») :

« La stratégie nationale du PCF s'est explicitée au mieux par le XXIIème congrès. Celui-ci, d'une part, reprend et renforce la politique de l'Union de la gauche et du Programme commun et, d'autre part, propose même l'abandon de la dictature du prolétariat.

L'union de la gauche et le Programme commun doivent être considérés comme le couronnement de l'œuvre de l'intellectuel collectif. « Le capitalisme monopoliste d'État » (Éditions sociales) est la référence théorique de la nouvelle ligne politique. Celle-ci témoigne d'une double démocratisation. D'abord par la déstalinisation interne du PC. Le déblocage de la recherche marxiste-léniniste. Ensuite par la très juste compréhension de la nouvelle spécificité productive : c'est le

procès de production qui s'est lui-même « démocratisé ». Car il n'est plus réduit à l'identification : forces productives = travail manuel.

Car il est constitué aussi de forces productives directes comme la science.

Car il est aussi soumis à la médiation du tertiaire.

Car le travailleur collectif est fait de la complémentarité du secteur primaire, secondaire, tertiaire, quaternaire...

L'union de la gauche n'est que la ratification politique de cette « démocratisation » du procès de la production. Elle s'adresse à toute une nouvelle « classe politique ». Celle qui est constituée par l'extension de la classe ouvrière, du salariat, des couches moyennes. Celle qui est constituée aussi par la paupérisation relative de la petite et moyenne bourgeoisie traditionnelle.

La philosophie politique ne peut donc que ratifier les moyens : la stratégie révolutionnaire, puisque celle-ci doit réaliser la paix et la démocratie. Les revendications de la philosophie traditionnelle, celle qui avait fondé le sérieux de la Révolution française, de la République, de la laïcité, celle de l'idéalisme, de l'honnête homme, celle de l'humanisme de toujours, sont prises en charge par le PC. La philosophie politique est le lieu de rencontre de tous les pacifistes et démocrates.

Je ferai donc un premier bilan : celui d'un panégyrique qui ne peut que vous satisfaire.

Ma reconversion dans le marxisme-léninisme relève de trois exigences constitutives de la philosophie que seule le marxisme-léninisme peut satisfaire : un savoir objectif, une action collective, des moyens pacifiques et démocratiques. Et le marxisme propose le lien que la philosophie ne peut plus proposer : le savoir fonde l'action, les fins et les moyens relèvent de la même praxis de l'intellectuel collectif.

Oui mais, allez-vous dire ? Car vous n'êtes pas sans subodorer qu'un panégyrique aussi appliqué et appuyé ne fait que justifier le droit à la critique déjà annoncé. Vous avez sans doute remarqué aussi que mon éloge de la démocratisation ne portait pas sur l'abandon de la notion de dictature du prolétariat. Et vous me rappellerez aussi que je justifiais a priori mon droit à la critique en précisant que j'avais garanti de ne pas faire de l'anticommunisme.

Par cette proposition : oui au PC, non à certains de ses intellectuels. Or, l'abandon de la notion de dictature du prolétariat est une décision du XXIIe congrès !

Aussi, à ce niveau, je ne procéderai pas exactement à une critique.

Je vais m ' interroger et vous interroger. »

Bref, Clouscard est quelque peu « troublé » mais reste fidèle à la discipline du centralisme démocratique¹⁰⁹, quoique perplexe en regard du projet d'abandon par le Parti de la notion de dictature du prolétariat. Il tient cependant à se distinguer et se dissocier explicitement d'Althusser qui a frontalement critiqué le Parti pour cette décision théorique et politique (il est vrai inepte), alors que lui, Clouscard, *s'interroge...* et entend donc « questionner » le Parti sur cette orientation du XXIIème congrès.

C'est l'objet sa « lettre volée » qui, comme il se doit, parviendra néanmoins à ses destinataires¹¹⁰... longtemps après.

Pour que nos jeunes camarades puissent bien comprendre pourquoi *les désarrois de l'intellectuel Clouscard*, me firent penser à ceux de l'élève Törless¹¹¹, il faut leur restituer le contexte de « *domination*

109 Discipline qu'il s'impose lui-même puisque vécue de l'extérieur ; cette lettre ayant précisément pour objet déclaré d'expliquer pourquoi il n'adhère toujours pas au Parti.

110 Voir Note Prec.

111 Voir : [Les Désarrois de l'élève Törless — Wikipédia \(wikipedia.org\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Les_désarrois_de_l'élève_Törless)

symbolique », tel qu'il était « ressenti » à l'époque par la petite bourgeoisie intellectuelle parisienne.

Dans un article « commémoratif » publié naguère par Le Monde¹¹², Nicolas Weill¹¹³ donnait une assez bonne idée de ce que l'idéologie dominante pouvait en dire, encore en 2007, évoquant la « crise » de la fin des années 70, sous forme de « rétrocontroverse » :

« Cette crise de confiance est comparable, par son ampleur, à la désaffection du PCF par les intellectuels à l'époque de l'intervention soviétique en Hongrie de 1956, jauge Thierry Pfister, alors journaliste au *Monde* (2-3 avril 1978).

Toutefois, pour beaucoup, il ne s'agit plus de rupture individuelle avec le mouvement communiste. Ce sont les règles de son jeu qu'il faut changer. »

Pour localiser le « *divan d'où parle* » Clouscard on peut utilement se baser sur l'analyse idéologique la plus communément « subjective » du point de vue « antitotalitaire » - qui est évidemment celle de l'auteur de l'article du Monde. Vu sous cet angle, le débat oppose déjà des « populistes », proto-complotistes, à des « intellectuels » figurant déjà nos « élites » potentiellement bafouées par les premiers.

Il se présente selon un mode de confrontation analogue à celui que dénoncent plus que jamais aujourd'hui nos journalistes de révérence : l'anti-intellectualisme du candide et vulgaire populo, odieusement instrumentalisé par un appareil ex-communiste devenu « totalitaire » :

« la direction du PCF s'obstine à voir dans le bouquet de critiques le produit d'un groupe homogène de contestataires

112 https://www.lemonde.fr/idees/article/2007/07/24/retrocontroverse-1978-les-intellectuels-communistes-contre-le-parti_938685_3232.html

113 En 1978 Weill a 21 ans et vient d'entrer à Normale Sup. En juillet 2007 on vient d'élire celui dont tu nous livreras le « nom » peu après.

qu'elle coiffe du sobriquet d'"intellectuels" pour mieux marginaliser son argumentaire. »

Mais on est encore en pleine guerre froide, et 10 ans après les « événements » de 1968. L'affaire est donc « plus compliquée que ça » (diraient nos heideggerriens)... Le chroniqueur de révérence à la mitterandie en devenir (Nicolas Weill normalien, adepte de Husserl, est devenu précocement auto-entrepreneur de lui-même, ce qu'on appelle aujourd'hui un « strateuqueur ») observe alors que :

« En réalité, on peut distinguer trois sources à ce flot d'articles et de témoignages [...] qui représentent à la fois l'acte de décès et l'ultime témoignage de l'intellectualité communiste au sens traditionnel. »

Ce que Weill décrit comme le sens « traditionnel » de « l'intellectualité communiste » est bien celui que revendique paradoxalement « l'intellectuel collectif » de Clouscard et c'est bien son problème. Car cet *intellectuel collectif* constitue en lui-même une bonne représentation de la contradiction qu'affrontent Clouscard et ses pairs sincèrement communistes. Une contradiction « en procès » qui caractérise ce moment historique de « déstalinisation » et de révisionnisme... compétitif, au sein d'un corps social massivement « enpetibourgeoisé ».

Aux trois sources du révisionnisme

« *prodromes d'une pensée radicale reconstituée* »

Les 3 « courants » que Weill identifie comme sources de la confusion observable au sein de la « confluence » communiste (dans une situation analogue on parlerait aujourd'hui de « convergence »), entre le XXIIème congrès du PCF, la fin du programme commun et « l'arrivée de la gauche au pouvoir », sont clairement identifiées. Leur recension par Weill (en bon « *intentionnaliste* » Husserlien) est très révé-

latrices des mutations de l'idéologie dominante qui est en train de s'imposer à la « frange éduquée » des couches censément progressistes de la classe moyenne :

« La première émane de cadres et d'intellectuels issus des publications du parti consacrées à la réflexion (comme *France nouvelle* ou derechef *La Nouvelle Critique*).

La seconde s'incarne dans l'"eurocommunisme" de l'historien Jean Ellenstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, qui propose une série de trois longs articles, appelant le PCF à "*reconnaître les erreurs du passé*" et parlant de l'URSS comme d'un "*antimodèle*". Il dénonçait entre autres l'"ouvriérisme" d'une formation qui rassemblait à peine plus d'un tiers de la classe qu'elle prétendait incarner.

Une troisième source est formée de philosophes comme Etienne Balibar ou Louis Althusser (1918-1990), qui s'étaient illustrés dans les batailles du 22^e congrès du parti (du 4 au 8 février 1976) en protestant notamment contre l'abandon de la référence à la "*dictature du prolétariat*". Leur position est résumée dans quatre grands textes d'Althusser rassemblés sous le titre de "Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste" (*Le Monde* des 25, 26, 27 et 28 avril 1978). Ils constituent l'une des critiques internes les plus acerbes du PCF, devenu, pour leur auteur - le plus important théoricien marxiste de son temps -, "*une machine à dominer*", finissant par ressembler à l'État capitaliste qu'il prétendait combattre. "*Car l'appareil avait déjà fait la découverte, aussi vieille que le monde bourgeois, qu'il pouvait s'offrir le luxe de laisser les militants discuter (...) sans exclusion ni sanctions puisque, de toute façon, cela ne prêtait pas à conséquence. "Ça leur fait tellement plaisir et ça nous coûte si peu", fait dire Chamfort à une marquise généreuse de ses charmes.*"

Tout en épargnant le "*centralisme démocratique*", porteur d'"*une liberté sans rapport avec le droit bourgeois car plus riche que lui*", Althusser stigmatise en philosophe : "*Machiavel disait que celui qui se bâtit une forteresse et s'y réfugie se fait prisonnier de ses murs : il est perdu, non seulement pour la guerre mais pour la politique.*" Comme en Mai 68, le parti s'est coupé des masses pour devenir un cocon de permanents. »

Selon l'article de Weill, Althusser dénonçait donc la dérive, souvent évoquée comme syndrome de « *la forteresse assiégée* », aliénant un Parti déjà enterré dans sa ligne Maginot bureaucratique et qui achèverait là son pourrissement, commencé « par la tête ».

De fait, dans sa très « *acerbe critique interne* » Althusser fait remonter sa *source* au début des années 1960 et à la période inaugurant la déstalinisation. Je vais y revenir, mais il est déjà très instructif de noter que c'est à ce moment de sa chronique que nous retrouvons le rappel par Weill du « marqueur idéologique » du... CME :

« Les traits fusent contre l'idéologie dite du CME (capitalisme monopolistique d'État) en vogue dans les cercles officiels du parti que le philosophe qualifie de "*point zéro de la théorie marxiste*". »

Aussitôt complété du motif de l'opprobre dont le couvraient alors ses détracteurs « althusseriens » et leur motif de récuser le CME :

« Au lieu de proposer la destruction de l'État bourgeois, elle en propose la conquête. »

Tout aussi révélatrice et instructive est la manière dont est immédiatement reprise ensuite : « *La défense par Althusser de la notion de la "dictature du prolétariat"* », dont Weill précise qu'elle « *doit se lire à l'aune de cette critique du réformisme et de l'opportunisme du PCF.* ». Que dit en effet Althusser dans ses philippiques ?

« Toutes les analyses du Parti français reposent sur la fameuse théorie du « capitalisme monopoliste d'État », telle qu'elle a été élaborée dans les années 1960-1965 par la commission des économistes communistes, collaborant avec le Comité central. Le Parti français l'a adoptée, et il ne cesse d'y faire référence. Ce n'est pourtant pas lui qui en a pris l'initiative, mais l'assemblée des 81 partis communistes réunis à Moscou en 1960. Ils se référaient d'ailleurs eux-mêmes à certaines phrases ou certaines expressions de Lénine lui-même.

Lénine avait à plusieurs reprises, en particulier entre février et novembre 1917, puis dans la suite, parlé du capitalisme monopoliste d'État. Il variait d'ailleurs lui-même l'expression, parlant tantôt de capitalisme monopoliste tout court (sa définition de l'impérialisme), tantôt de capitalisme d'État, tantôt de monopolisme d'État.

Mais manifestement, il avait en vue une certaine réalité sur laquelle il n'avait, en dépit de ses variations terminologiques, aucune hésitation.

Cette réalité, c'était par excellence pour lui la forme qu'avait prise le capitalisme allemand pendant la guerre de 1914-1918 ».

Tout ce qu'Althusser invoque là, à propos de Lénine, renvoie aux textes de Marx et Lénine illustrant mes réponses à J-C.Delaunay.

Pour en revenir à la « rétrocontroverse » recensée par Weill, son *medium* étant « Le Monde » et le *messenger* un normalien déjà « en marche » vers la *mitterrandie heureuse*, on ne sera pas surpris de la conclusion « optimiste » du *message*, discernant dans cette « critique critique » les « *prodromes d'une pensée radicale reconstituée* »... (une distinction positive, à ses yeux de rebelle frustré de réenchante-ment « radical ») :

« Il n'en demeure pas moins que, à distance, bien des aspects de cette polémique semblent provenir d'une étoile éteinte. Pourtant, il n'est pas impossible d'y repérer les prodromes d'une pensée radicale reconstituée : la critique de la domination, de l'État (qu'on retrouve chez Toni Negri), la nécessité d'un regard critique sur les organes du parti et même un travail sur la mémoire communiste dont, dit Althusser, la victoire de l'URSS sur le nazisme ne suffit plus à dissimuler le "*Goulag*". En cela, cette controverse d'un autre temps fait tout de même un peu signe vers l'avenir, et conserve quelques éclats d'actualité. »

Expiation du Goulag, devoir de mémoire plutôt que d'Histoire, théologie de la domination et des multitudes,
Weill finit donc avec ces « nouveaux paradigmes » émergents (en 1978) par nous « cracher le morceau » ; celui des ses trois sources (parmi d'autres). Les sources du révisionnisme personnaliste petit bourgeois des années 1980. Celui des classes moyennes étendues, ces couches sociales « désirantes » déjà décrites par Clouscard comme issues de la saga rebelle des années 60-70 - dont je te livre en annexe le témoignage authentique et vécu « aux premières loges » que Nicole « la Chinoise » Linhart m'a demandé de « réviser » en vue de le publier.

Trois sources « principales » déjà très contradictoires mais s'épanouissant telles les cent fleurs « plurielles » de la gogochie française en une « multitude » de contradictions secondaires. Elles finiront par s'actualiser en « *variants* multiculturels » de la pandémie d'abrutissement désormais généralisé, du genre des « islamo-gauchistes » affrontant les « je suis Charlie » ; ou des écolo-eugénistes lesbiennes foudroyant les machistes homos et autres pédo-écocriminels de la Mairie de Paris, etc, etc.

Je ne vais pas davantage commenter ce passage de la « lettre volée » de Clouscard, dont je l'ai extrait - que je t'invite simplement à lire comme témoignage absolument sincère et en en quelque sorte pathétique de la confusion et du désarroi idéologique à quoi les meilleurs d'entre-nous furent conduits par des « trouvailles » et des « approfondissements » du genre du CME. Car, ce désarroi et la « cause objet » qui le produit, sont encore plus frappants dans la conclusion du livre, tel que publié par Aymeric qui y reproduit un texte rédigé par Clouscard, quelques temps plus tard – Aymeric Monville (l'éditeur et préfacier) pense, comme moi que ce texte, ajouté en sorte de postface, a du être rédigé peu après « l'alternance » Mitterandienne.

Il se présente comme une brève réflexion personnelle sur le point où en est arrivé le processus engagé dès la fin des années 60, puis « lu et approuvé » par le PCF au XXIIème congrès pour enfin s'accomplir « effectivement » avec « l'alternance » du pouvoir bourgeois, sous les espèces alternatives de Giscard et Mitterand, ensuite déclinées selon des variantes elles-mêmes alternées.

Quelques années à peine après le XXII^{ème} congrès, complètement dérouté par la manière dont son discernement sociologique et sa conscience de classe le contraignent à interpréter ce qu'il observe depuis « l'arrivée de la gauche au pouvoir », Clouscard, désormais quelque peu « largué », écrit en incipit :

« LES CHOSES pourraient être pourtant si simples, pour les communistes; c'est le seul parti qui dispose d'un corps doctrinal pour analyser l'évolution des sociétés et leurs crises: le marxisme.

Faut-il encore l'actualiser. »

Il y aurait encore beaucoup à dire sur cette « exigence d'actualisation » que Clouscard revendique comme beaucoup d'autres (y compris « staliniens », « orthodoxes », etc. se retrouvant ainsi aux côtés des « trotskystes », « rénovateurs », « refondateurs », etc.) mais elle apparaît bien vite ici pour ce qu'elle était en réalité, pour tous : une compulsion de légitimation d'un échec social, politique et théorique, en forme de pétition de principe.

On l'observe dès les premières lignes :

« La récente métamorphose de la société française peut donc être définie selon ce schéma: le passage du capitalisme monopoliste d'État de l'ascendance au capitalisme monopoliste d'État de la dégénérescence : la crise. »

On se doute qu'avec ce genre de point de départ sur l'analyse (totalement chimérique) des crises, *l'actualisation* est assez mal partie... Et force est de constater qu'elle n'a guère progressé depuis.

C'est donc sans surprise que ce qui suit ne fait que confirmer les pré-supposés illusoires et candides qui inspirent la recension des « crises » par Clouscard, parfaitement représentative de la « vulgate » partagée par les ego « transcendants » des fidèles universitaires communistes kantien, mais aussi bien par leurs adversaires positivistes et/ou libéraux, relativistes néo-kantien, etc. :

« À l'exploitation par les cadences infernales, qui a permis la croissance, ont succédé l'austérité et le chômage massif. »

Leur « problème commun » est que tout ça n'est aucunement une « actualisation » de Marx... c'est même inversement l'illustration de ce que Marx décrivait comme le tropisme proprement réactionnaire de la petite bourgeoisie :

« Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. »

Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »

À vrai dire la « synthèse a posteriori » proposée par Clouscard n'a absolument plus rien à voir avec Marx¹¹⁴.

114 Dans l'analyse de Marx ça ne sont évidemment pas les « cadences infernales » qui « permettent la « croissance », mais l'inverse ; pas plus que le « chômage massif » ne succède aux « cadences infernales ». Il en est au contraire la « variable d'ajustement » permanente, nécessaire, simulta-

Mais Clouscard, plus ou moins confusément conscient de cette contradiction, se pose alors, à lui-même, une question que lui suggèrent celles qu'il posait, quelques années plus tôt, censément au Parti mais en fait à *lui-même*, et plus encore les réponses « panégyriques » qu'il y apportait au terme du XXIIème congrès.

« Comment se fait-il que le Parti communiste français n'ait pas su exploiter ces situations, pour accumuler les profits électoraux ? »

Eh, oui !

C'est la « *bonne question* » qui « *interpelle* » fort justement Clouscard, dès lors qu'il se figurait le contraire dans le texte occupant le volume que cette ultime « lettre de Nulle-Part » vient conclure.

Un « questionnement » assez embarrassant pour les communistes authentiques (plutôt que « *traditionnels* »), comme Clouscard, mais surtout une question gênante pour le PCF du Programme Commun...

Et donc... « que faire ? »

née et contradictoire, selon sa description dialectique de « l'armée de réserve ». Il n'y pas plus « d'ascendance » ou de « dégénérescence » (ou de CME) dans l'analyse marxiste des crises comme moteur des transformations induites par le développement des forces productives... Et pour cause : Marx ne visite pas la « psychè », il fait une critique de l'économie politique, rationnelle, scientifique, matérialiste et dialectique, pas un livre d'heures des subjectivations consolantes (voire des « réenchante-ments ») de la « créature accablée » qu'est devenu le militant communiste honnête, sincère et à ce titre... désabusé. Il fait jour de nouveau quand la chouette de Minerve lui a fait son rapport.

Le CME *as*
« A tale. Told by an idiot, full of sound and fury,
Signifying nothing »

Que faire pour « exploiter ces situations » ?

C'est ce à quoi Clouscard tente d'apporter une réponse fondée sur sa « praxis » économique du CME et son « habitus » d'intellectuel collectif, « spécifiquement » sociologue :

« Pour ce faire, il aurait fallu proposer une distinction radicale, celle des nouvelles couches moyennes et celle de la classe moyenne traditionnelle. La plupart des observateurs confondent les deux en cette nébuleuse: classes moyennes. Eux, du moins, ont une excuse: ils ne sont pas marxistes. Mais il faut bien constater que la plupart des communistes identifient aussi ces contraires.

C'est que ces nouvelles couches moyennes sont très embarrassantes pour les doctrinaires marxistes. Elles vont à l'encontre du Vieux schéma qui prévoit la radicalisation des extrêmes: concentration de la grande bourgeoisie et paupérisation (absolue ou relative ?) de la classe ouvrière.

Or, dans les pays dits « post-industrialisés », c'est le contraire. Le capitalisme monopoliste d'État a procédé à cette géniale « invention » : les nouvelles couches moyennes. »

C'est donc ça !

Le CME « en crise » (de « dégénérescence ») a « inventé » les « nouvelles couches moyennes » pour s'en sortir... !!!

Il faut souligner ici à quel point cette candide proposition de Clouscard illustre les dommages produits sur « l'intellectuel collectif » par les élucubrations de ses économistes « de référence marxiste ».

Quand on se remémore la lucidité de la critique par Clouscard de la « société de consommation » au crible du dualisme producteur/consommateur, point n'est besoin d'une « lecture symptomale » pour mesurer les dégâts du CME, tels qu'ils se manifestent dans le sincère désarroi rétrospectif qu'atteste sa réflexion de postface.

De même le caractère chimérique de l'illusoire actualisation « sociologico-académique » que Clouscard en vient à préconiser, au moment pourtant où sa critique initiale du « libéralisme libertaire » est si cruellement validée :

« Il faut en proposer l'élémentaire nomenclature. Ce nouveau corps social relève de l'extraordinaire développement de trois secteurs professionnels très disparates. Celui, très traditionnel, des fonctionnaires, employés du privé, professions libérales, qui a connu un saut quantitatif et du coup une mutation qualitative. Celui des nouveaux services spécifiques du capitalisme monopoliste d'État (concessionnaires, agences de voyages...). Celui des ingénieurs, techniciens, cadres (ITC), qui rend compte du progrès technologique et de sa gestion sous tutelle capitaliste.

Ces nouvelles couches moyennes ont été le support du libéralisme, nouvelle idéologie qui s'oppose radicalement à celle de la classe moyenne traditionnelle, laquelle se caractérise par la propriété des moyens de production. La stratégie libérale consiste à s'appuyer sur ce corps des services et des fonctions. C'est toute une nouvelle culture qui dénonce même l'avoir.

Quel paradoxe: ce sont ces couches moyennes, qui ne sont pas possédantes de leurs moyens de production, qui sont le meilleur support du capitalisme!

Il est vrai qu'elles ont été gâtées. Ce sont elles qui se sont partagé la plus grosse part du gâteau de l'ascendance. Et cela grâce à une savante redistribution du profit capitaliste par la politique des revenus de la société du salariat généralisé. »

Mais, ais-je envie de lui dire, mon bon Michel, même et surtout dans ta foutu logique de CME, tes « *nouvelles couches moyennes* » ne sont pas moins « *possédantes de leurs moyens de production* » que tes « *couches moyennes traditionnelles* ¹¹⁵ », puisque c'est précisément le mode de « *socialisation* » qu'induit la conception du CME que tu as acculturée ; avec sa révision opportuniste du « travail collectif utile » garantissant la nouvelle union sacrée du « *peuple de gauche* » (de Mitterrand), sous les espèces « plurielles » des « *travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes* » (de Marchais).

Et pas davantage ton « *ascendance* » n'a produit une « *savante redistribution du profit capitaliste par la politique des revenus de la société du salariat généralisé* » que sa « *dégénérescence* » n'aurait en somme inversé cette tendance, sauf à réviser (en l'inversant de même) la Loi de baisse tendancielle du taux de profit...

Clouscard de poursuivre ainsi son constat « atterré » et assurément pour lui atterrissant :

« Ces nouvelles couches moyennes ne sont pas propriétaires de leurs moyens de production, elles ne sont pas - en leur majorité - des forces productives directes mais elles se trouvent au résultat du procès de production, des autres, la gueule ouverte, pour tout engloutir.

Elles se paient même le luxe de dénoncer la « Société de consommation ». Cette idéologie est devenue une idéologie dominante, depuis Mai 1968, ce 14-Juillet des nouvelles couches moyennes.

115 Sur le modèle de la baguette du même nom ?

Elle a sécrété les nouveaux modèles de la consommation « libérale ». Cette idéologie de la libéralisation n'est pas le seul support de la contre-révolution libérale. Le management, celui des grands monopoles, prétendra même dépasser... le marxisme. Ne dispose-t-il pas, en son sein, des techniciens supérieurs et des ingénieurs, forces productives directes ? Du coup, nous dira-t-on, la force productive traditionnelle, celle de l'ouvrier non qualifié, deviendrait un simple appoint.

Il est fondamental de comprendre que cette contre-révolution libérale est devenue l'idéologie et la réalité dominantes. Elle a fait éclater les clivages traditionnels de la droite et de la gauche. Maintenant, elle est autant à droite qu'à gauche.

Entre le libéralisme avancé de Giscard et la social-démocratie retardée de Mitterrand, ou est la différence ? »

Un constat aussi nostalgique qu'accablé, dont l'actualité a été maintenue et « approfondie » par les successeurs « alternés » de Giscard et Mitterrand, comme par ceux des *contestataires* de 68, devenus « *radicaux libres* » (ceux que tu appelles les « renégats »), libres surtout de s'accoupler en de dangereuses liaisons... Mais, dès l'accomplissement concret de cette première alternance, supposée nous « changer la vie » (pour mieux « vivre ensemble »), Cloucard a oublié son « panégyrique » du Parti, sans pour autant arriver à se débarrasser de ses candides illusions quant au caractère « traditionnel » de ses couches moyennes et de leur psyché « à l'ancienne », ni de son boulet théorique du ... CME :

« Le dogmatisme du PCF l'a empêché de comprendre cette métamorphose de la société française, le rôle des nouvelles couches moyennes, la nouvelle stratégie du capitalisme: la contre-révolution libérale, qui n'a pas grand-chose de commun avec la « droite » traditionnelle.

Mais la crise peut lui permettre de se rattraper, et même d'inverser la tendance.

Le moment est venu pour les communistes de dire : “ C’était formidable, votre combine, dommage que ça se casse la figure. Vous avez Cru que c’était arrivé, alors que vous ne faisiez que vérifier nos analyses: le capitalisme monopoliste d’État de l’ascendance apporte une croissance économique fantastique dans la mesure ou celle-ci propose les conditions d’une crise non moins fantastique. Le capitalisme de l’ascendance n’est que les conditions objectives de la crise. ”

C’est le moment de s’adresser a ces nouvelles couches moyennes pour leur montrer qu’elles se sont réparties selon une implacable hiérarchie sociale: grande, moyenne, petite bourgeoisie. Une énorme partie de ces couches a des intérêts de classe analogues à ceux de la classe ouvrière traditionnelle. »

C’est pas notre faute, c’est le CME , donc on va s’en sortir avec l’intelligence collective que va savoir mobiliser « l’avant-garde traditionnelle » du Parti... Et sur ces principes totalement inconsistants, dérivés comme leur caractère antinomique du « concept » de CME (avec la conception des crises sous-jacentes) ; sur ces bases chimériques et captieuses, Clouscard évidemment ne saura aller plus loin ni dépasser les contradictions dans lesquelles l’avaient empêtré les poncifs et sornettes de ses petits camarades idéologues « économistes d’État »¹¹⁶. Il en arrive à recommander au Parti de candidement s’approprier les pires fantasmes des « décroissants » (« crise fantastique », « ascendance », « dégénérescence » du CME, etc.) sur la base d’une réappropriation morale et totalement illusoire des intérêts de classe qu’il se représente comme « psychè » désaffectée.

116 Je joins en annexe un long passage de ce texte édifiant de Clouscard.

En réalité Clouscard mesurait enfin les conséquences, pour lui paradoxales, du parasitisme qu'évoquait déjà Lénine dans son chapitre sur le parasitisme et la putréfaction du Capitalisme :

« « Où est donc la base économique de ce phénomène historique universel ?

Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme. »

Mais, au fil du passage dont est extraite cette citation, Lénine considérait *la base économique et sociale*, autrement dit en termes de Marx : *l'infrastructure*, de « ce phénomène historique universel », phénomène dont il identifiait l'objet à l'Impérialisme sous la forme historique de *superstructure* instituée - ce qu'il appelait un « capitalisme monopoliste d'État » ;

Clouscard au contraire inverse la logique marxiste de Lénine et fait de cette *superstructure*¹¹⁷ la cause (et *objet*) du bouleversement qu'il observe avec effarement dans *l'infrastructure*.

Le *sujet* est devenu *objet* (et réciproquement).

Qui plus est, là où Lénine identifie avec beaucoup de discernement : « *Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde* » comme « *véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme* » ; Clouscard, *a contrario* se met dans l'incapacité de comprendre comment ses « *nouvelles couches moyennes* [« ITC », etc...] », peuvent devenir « *le meilleur support du capitalisme!* ».

117 Le « CME » désignant chez Lénine l'appareil d'État aliéné au capitalisme monopoliste, donc la *superstructure* homogène à l'*infrastructure* déterminée par le mode de production capitaliste monopoliste.

Et c'est pourtant pas faute de corpus de Marx pour l'éclairer et le sortir de cette confusion :

« Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.

Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »

Manifeste du parti Communiste de 1847.

Marx insistera dans ses « gloses marginales » de 1875 où il précisera (pour ridiculiser les élucubrations du « proto-révisionniste » Lasalle) que :

« Dans le Manifeste communiste, il est dit : « De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. »

La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, - en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, - vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes résolus à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés. Féodaux et classes moyennes ne forment donc pas avec la bourgeoisie une même masse réactionnaire. D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la

grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer.

Mais le Manifeste ajoute que «des classes moyennes... sont révolutionnaires... en considération de leur passage imminent au prolétariat ».

Jamais Marx n'a suggéré que les prolétaires, fussent-ils « traditionnels » deviendraient révolutionnaires en considération de leur passage à la « classe moyenne » - fut-elle également « traditionnelle » !

Et tous ceux qui, comme toi et moi, ont pu observer cette « *métamorphose de la société française* » censément opérée par le « *CME de l'ascendance* » (pour reprendre les trouvailles boccarriennes convoquées par Clouscard) n'ont pas eu besoin d'éprouver la « *dégénérescence* » du même CME pour constater que :

« En fin de compte, pour VLR¹¹⁸, le prolétariat c'était pas très « fun », d'ailleurs les générations qui venaient d'en sortir ne semblaient pas très chaudes pour y retourner. »

Extrait de « *Brève histoire vécue du maoïsme français* » de Nicole Linhart (en annexe)

C'est donc, sans doute, le moment de rappeler, *bis repetita placent*, que :

« il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée

118 Vive La Révolution : groupuscule maoïste libertaire mondain des années 70.

qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. »

Pour nos jeunes camarades j'ai jugé utile d'illustrer tout ça en annexe par un passage célèbre de l'idéologie allemande sur « *Sur l'individu et le communisme* » dont j'extrait déjà ici l'incipit :

« Les individus sont toujours et en toutes circonstances "partis d'eux-mêmes", mais ils n'étaient pas uniques au sens qu'ils ne pouvaient se passer d'avoir des relations entre eux ; au contraire, leurs besoins, leur nature par conséquent, et la manière de les satisfaire les rendaient dépendants les uns des autres (rapport des sexes, échanges, division du travail) : aussi était-il inévitable que des rapports s'établissent entre eux.

En outre, ils entraient en rapport, non comme de purs Moi, mais comme individus arrivés à un stade déterminé du développement de leurs forces productives et de leurs besoins, et ce commerce déterminait à son tour la production et les besoins ; aussi était-ce précisément le comportement personnel des individus, dans leur comportement réciproque en tant qu'individus, qui créa les rapports stables existants et continue tous les jours de les créer. Ils entraient en relation les uns avec les autres, étant ce qu'ils étaient, ils partaient "d'eux-mêmes", comme ils étaient, indépendamment de leur "conception de vie". »

Comme tu sais, cette critique anticipée du « développement personnel », du « commun », des « atomes sociaux identitaires », et autres formes de narcissisme frustré désormais largement répandues,

visait initialement les apôtres « prussiens » de « l'Unique et sa propriété », tels Stirner et Cie.

Elle reste d'une grande actualité, comme toute l'œuvre de Marx.

A.B. : On peut aussi parler, comme Mao et ses disciples pendant les années 1960/1980, de "nouvelle bourgeoisie bureaucratique". Et on peut, on doit, penser qu'il faut probablement de très longues séquences, y compris à dimension révolutionnaire, pour un État socialiste qui a étatisé l'essentiel de l'économie, pour que se poursuive la construction du communisme. Ce temps peut connaître, faute de mouvements de masse réellement communistes, une stagnation prolongée. La situation devient alors celle d'un capitalisme monopoliste d'État, lequel peut parfaitement être dirigé par un Parti communiste dégénéré.

D.M. : Oui sans doute... on peut dire ça, et d'ailleurs on n'a pas manqué de le dire... depuis 60 ans. C'est du reste un des « sujets de perplexité » de Clouscard dans sa lettre recensée plus haut.

De même qu'à propos des « situations » on nous a beaucoup servi, comme tu sais, la thèse inverse, celle du « *Tout, tout de suite* » libertaire, de Jerry Rubin à Cohn-Bendit. Non pas la revendication de celles et ceux qui *n'étant* socialement rien mais *commis* « à tout faire », revendiquaient que justice sociale leur soit faite. Non, c'était à l'inverse celle de ceux (et celles) qui ne faisaient plus grand chose d'utile (sinon à eux-mêmes), mais considéraient que cela ne relativisait en rien leur légitimes aspirations à la « reconnaissance » de leurs mérites « essentiels », par les autres. Une conception « situationniste » de *la totalité sans totalisation* qui faisait pendant à *totalisation sans totalité* du « groupe en fusion » sartrien.

Une totalisation *sans objet* que moque fort justement Bourgeois... lui-même pourtant adepte de la « fraternisation » qui censément devrait mettre un terme hégélien à la lutte des classes - et à l'Histoire par la même occasion. D'ailleurs, dans ses interventions à la librairie - oubliant le principe qu'il rappelle lui-même que la logique dialectique ne connaît pas de « troisième terme »¹¹⁹ assimilable à un « compromis » - Bernard Bourgeois en revient pourtant de manière répétitive à une conception de la « Fraternité » comme « tiers résolutoire » de notre devise républicaine. Soit une sorte de médiation de la contradiction : Liberté vs Égalité, dont résulterait la promotion du sujet « *apaisé* » comme « fraternel et citoyen »- et aujourd'hui « républicain et responsable » autrement dit l'« écolo-citoyen » (du monde d'après). L'État, enfin révélé à lui-même par l'histoire de celles et ceux qu'il figure et représente selon leur « intérêt général », pourrait enfin s'accomplir comme « l'Esprit de tous pour tous » les guidant dans leur procession de pénitents , « en marche » vers leurs calvaires soutenables pour apaiser le courroux de Gaïa.

C'est ce « happy end » consensuel, apaisé et consolant (les réfugiés des chaumières petites-bourgeoises, jusque dans les zades les plus rustiques) que récuse Marx, et c'est à ce titre qu'il refuse d'assigner cette « limite » à l'Histoire, « *au service de laquelle est la philosophie* » nous dit-il, comme les mathématiques sont au service de la philosophie (selon ta propre conception du « modèle »).

Car pour Marx, la philosophie, en tant que recherche de la vérité, de ce qui EST *vraiment*, en vue de la connaissance de « nous-mêmes » par nous-mêmes, ça n'est pas plus « l'amour de la sagesse » que la « recherche du bonheur » via la « satisfaction » des passions « apaisées ».

119 Dont il se demande, à juste titre « d'où il sortirait ? »

Avec Marx on est donc bien loin de la puérile « recherche de sens » (qu’importe pour ses adeptes la connaissance et la vérité !) qui a suscité aussi bien les brigades anarcho-situationnistes des années 60 que les variantes anarchoïdes « plurielles » qui émaillent aujourd’hui le carnaval (et désormais bal masqué) du Spectacle macronique, par quoi on passait des mao-spontex aux écolo-feministo-trotskyistes et autres insomniaques « debouts »...

Cette dernière « transition vers le vide » : partant de Debord ou Sartre, précepteurs encore instruits et déterminés par un « surmoi marxiste », pour plonger aussi bas que Fleury, Latour et Onfray (entre autres exemples ridicules de la Légion des « tendanciels »), explique assez que le mouvementisme qu’elle a inspiré s’est transformé en parties de gendarme et voleur sous acide et lacrymogènes (quand ça n’était pas des parties de jambes en l’air dans « l’entre-soi »).

Les esprits réfractaires à ce genre de modernité observent aussi que cette *révision durable* à eu quelques conséquences tangibles : on ne calligraphie plus des dazibaos ; désormais on tapote d’un pouce fébrile des touittes en rafale sur des prothèses à lire, écrire, voir, entendre, sentir et penser. De la servitude volontaire on est passé à l’infirmité assumée, à l’invalidité heureuse. Ce faisant, tout ce dont ils se sont « sobrement émancipés » c’est ce qui pouvait subsister en eux de volonté autonome.

Je ne suis pas de ceux qui jugent ça « encourageant » ... Et surtout je ne vois aucune perspective politique là-dedans. Un jugement que les dernières péripéties bouffonnes que nous a proposé « l’évolution de la situation » me semblent avoir largement validé, jusqu’à en faire un constat d’accablante évidence aujourd’hui.

A.B. : Ce Parti devient alors le parti d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique, anxieuse d'occuper le plus vite possible des positions rentables sur le marché mondial, et "prêtant" son prolétariat, abondant et durement discipliné, aux capitalistes traditionnels.

D.M. : Cette description pourrait viser essentiellement le PC chinois mais, si même elle était pertinente, ne pourrait pas être élargie au PC français (des « trente glorieuses ») ou soviétique (période stalinienne), cubain (période guevariste), vietnamien (période de guerres civiles de libération), voire plus près de nous biélorusse ou nord-coréen. Surtout elle est tirée d'une conception économico-centrée parfaitement illusoire concernant la Chine (objet principal de ton analyse).

En pratique et en réalité c'est précisément le « défaut » inverse¹²⁰ qui aujourd'hui est reproché à l'appareil d'État chinois, autrement dit au PC chinois par les « capitalistes traditionnels » - et symétriquement par les classes laborieuses des voisins asiatiques qui sont désormais très critiques du « chauvinisme Han » relativement au genre de « prêt » que tu évoques. À vrai dire, tu reprends ici la vision « idéale » du rôle de l'État Chinois qui fut, il est vrai, largement propagée (y compris par l'appareil dirigeant chinois) à usage extérieur comme intérieur, mais ses observateurs attentifs et scrupuleux ne s'y laissent plus tromper, spécialement les plus libéraux de l'appareil idéologique occidental. Et cette « défiance » s'accroît à mesure de la « montée en puissance » de la Chine, malgré tout ... communiste, tout en étant toujours sous un régime de mode de production capitaliste, industriel, désormais très développé et avec des « combinats » puissants, dirigés parfois par des « managers » milliardaires.

120 Il suffit de considérer sous cet angle la « révolution des parapluies à Hong-Kong, la gestion « totalitaire » de la « grippe chinoise », etc.

Je ne rappelle pas ça pour exonérer, même « à la marge », ledit PC chinois de toute critique « constructive », encore moins pour valider les fantasmes nostalgiques de Robert Linhart, mais pour démontrer l'inconsistance néfaste de cette conception (*commune* et non *communiste*) du CME – que Robert nous livre dans sa persistance de « vision prométhéenne » (sur fond de Taï Chi sous neuroleptiques) de la « *dictature du prolétariat mondialisée par le capitalisme monopoliste d'État... chinois* » (voir « Robert parle »¹²¹).

A.B. : Tout ça a défini la logique du combat de classe en Chine, entre 1958 et 1976, avec différents épisodes parfois très violents, et des systématisations théoriques maoïstes, qui ont, après la seconde guerre mondiale, comme l'avait fait Lénine après la première, dynamisé et prolongé, dans des conjonctures nouvelles (impérialisme généralisé pour Lénine, devenir-capitaliste des Etats socialistes, et d'abord de l'URSS, pour Mao) la création marxiste du XIXe siècle.

D.M. : Factuellement : « tout ça - comme tu dis - cette période entre 1958 et 1976 » nous renvoie aussi et surtout à ce moment de la « déstalinisation » des communistes et de leurs organisations et partis, après le « rapport Kroutchev ». Le moment où on « révisé » (plus ou moins) tout ses cours, pour essayer de comprendre ce qui aurait pu « clocher » dans les « pays du socialisme réel ». Ces pays qui illustraient alors encore le « concept de modèle » de la transition socialiste, désormais confronté à un moment de « renversement de toutes les valeurs ». Un moment que manifestait le *spectacle* troublant des chars soviétiques surgissant de Budapest à Kaboul, en passant par Prague, dans le « champ symbolique » où paissaient pacifiquement et sans entrave les écolo-moutons bourdivins.

121 <http://www.librairie-tropiques.fr/2019/04/robert-parle.html>

La critique des armes secourait les armes de la critique, mais pas comme nos *intellectuels spécifiques* « modernes » se l'étaient imaginé... Eux pour qui prendre les armes allait bientôt consister non pas à défendre des piquets de grève ou investir les « bagnes pour ouvriers », mais à balancer des pavés sur les vitrines de leurs frustrations, comme sur la tronche des « cagnes » des « forces de l'ordre ».

Tous masqués au grand bal de la rebellitude !

In fine, tels les commensaux du souper de Don Juan, ils se retrouvaient confrontés à la statue hégélienne du commandeur, leur annonçant le très « désenchanté » sens historique de « tout-ça », de ce spectacle de boulevard parisien, de *leur* histoire donc :

« Dans les chaires on ne cesse de parler de l'insécurité, de la fragilité, de l'instabilité des choses temporelles, mais chacun pense, si ému soit-il, qu'il conservera pourtant ce qui lui appartient ; que cette insécurité apparaisse effectivement sous la forme des hussards sabre au clair, et que tout cela cesse d'être une plaisanterie, alors ces mêmes gens édifiés et émus qui avaient tout prédit se mettent à maudire les conquérants. Cependant les guerres ont lieu quand elles sont nécessaires, puis les récoltes poussent encore une fois et les bavardages se taisent devant le sérieux de l'histoire. »

C'est alors que nos rebelles bavards et moutonniers trouvèrent les sophistes de circonstance pour faire la promotion de l'idéologie dominante sous une forme modernisée, mieux adaptée à ce moment de l'ère capitaliste inaugurant sa crise de prurit mondialisé.

Déjà, pour *se sentir* mieux et trouver un « emploi » (de théâtre de boulevard bourgeois) il suffisait de « traverser la rue », et changer de trottoir symbolique :

« Qui d'entre nous n'a pas à faire mourir Hegel et Marx en lui-même, et l'infâme dialectique ? » :

Gilles Deleuze, « Préface à L'Après-Mai des Faunes » in L'île déserte. Textes et entretiens 1953-1974.

Moi !

Lui répondais-je, en mon for intérieur... j'étais bien jeune.

Les spectateurs émancipés¹²² et leur déstalinisation compétitive

En discutant avec nombre de jeunes lecteurs à la librairie j'ai pris conscience d'un point aveugle qui traverse pourtant le débat politique, depuis une époque qui est précisément celle qui vit émerger l'idéologie d'origine du CME parmi les divers courants marxistes en France (et bien au-delà).

J'observais surtout que cette « place vide » ou du moins innocuée dans le monde de leurs représentations, était tout simplement celle du stalinisme et de la déstalinisation « compétitive » qui lui succéda, progressivement enfouie sous des couches d'ignorance, faites des strates de dépit bourgeois, successivement déposées par nos « maîtres ignorants » inaugurés par le camarade renégat Rancière.

122 Cf. le livre éponyme de « l'a-politique » Rancière.

Ce moment historique, décisif dans l'histoire de la lutte des classes et du mouvement social au XXème siècle, a finalement été réduit à une présence spectrale¹²³, agitant ses chaînes totalitaires dans un lugubre théâtre d'ombres, à quoi se résumerait aujourd'hui, la période en question.

L'astreinte propédeutique que j'ai annoncée pour cette réponse justifie donc à mes yeux et à l'intention de nos plus jeunes camarades, un bref rappel des origines de cette affaire comme de ses conséquences qui me semblent être au cœur de notre débat du jour. Cette propédeutique passe par le rappel de la langue du marxisme, celle de Marx. Il est devenu difficile aujourd'hui, pour nos jeunes camarades, de saisir les clivages et les contradictions idéologiques, sociales et politiques qui n'opposent plus que de manière « subliminale » les courants issus du « communisme du XXème siècle ». Jamais sans doute les communistes n'ont véritablement parlé la même langue mais, avec le temps, s'est estompé même le souvenir de cet épisode de « la dispersion des langues » qui finit par confronter, chez nous, « le » stalinisme -orthodoxe ou hétérodoxe - aux gauchismes, aux trotskismes, aux maoïsmes, à l'anarcho-marxisme comme à l'anarcho-libéralisme déjà teinté de « vert de gris » (ceux que Clouscard désignait comme libéraux-libertaires), etc. Une « scène primitive » progressivement refoulée dans l'inconscient de classe moyenne, désormais « hégémonique », et qui à ce titre leur tint lieu de consensus idéologique.

Cette compréhension « a posteriori » se complique encore du fait, délibérément occulté, que ce qui est désigné comme stalinisme recouvre en pratique au moins deux courants idéologiques opposés, qui du reste se caractérisent par leur compulsion à se taxer mutuellement de « révisionnistes » ; mais qui ont eux-mêmes finis par oublier pourquoi et sur quels motifs.

123 Cf .Derrida

Le petit texte de témoignage personnel que Nicole Linhart a souhaité publier et qu'elle m'a amicalement demandé de l'aider à rédiger (et que je livre en pièce jointe... révisée) est une bonne introduction au « vécu subjectivé » de l'époque . Celui des « *plus purs épurant les plus purs* » : les « maos » des années 60. Elle y cite (à charge) une contribution de ce triste sire que fut Benny Levy, publié en 1974 dans ses « cahiers prolétariens » :

« Faire comme Lip, ce n'est pas forcément produire, vendre et se payer. C'est opposer au despotisme capitaliste une communauté ouvrière libre et créatrice. Voilà ce que nous entendons par prendre le pouvoir »

Cahiers Prolétariens », Mai 68-Lip 73, janvier 74, n°2

« *Produire, vendre, se payer* » (à l'instar du projet « autogestionnaire » des « Lip » ici référé) n'était déjà plus qu'une problématique subsidiaire pour le futur rabbin du centre d'études lévinassiennes. Le « questionnement » principal portait quand même encore sur la « *prise de pouvoir* », et c'est ce pouvoir là qui était « *au bout de son fusil* ». Il était désormais braqué sur le « biopouvoir ». Une « arme de la critique » brandie comme un fusil à bouchon rhétorique, tirant des cartouches à grenaille de sabir, jargonnant des réminiscences de Marx. C'était prêché, il est vrai, dans une novlangue qui « parlait » à nos rebelles d'époque. Car elle procurait la forme idiot-synchratique qu'elle méritait à l'intense frustration « symbolique » de classe moyenne élargie, qui caractérisait ce « *moment* » *sociétal*, du moins au sein de ses clercs cooptés.

N.B. : C'est pourquoi on ne sera pas surpris de les voir resurgir, tels des polichinelles de leur tiroir médiatique, au fil d'une actualité qui les apparente à la « grande famille » des Kouchner, BHL, July and Co, aux côtés des ex « autogestionnaires » socialistes-personnalistes de toutes chapelles : nos agités du bocal libertaire des années 70, de July à Matzneff et Finkielkraut, avec comme « compagnons de route »

(déjà en marche) des figures tutélaires de l'exception culturelle française, y compris Deleuze, De Beauvoir et hélas le dernier Sartre (il est vrai très diminué, et dont l'état fut aggravé par son « coach – aide militant à domicile » Benny Levy).

Cette période que tu évoques comme celle du « *combat de classe en Chine, entre 1958 et 1976* » est *de facto* celle qui est généralement référée comme celle du schisme sino-soviétique. Une *rupture* dont on ne peut saisir le sens et la portée qu'en la considérant comme le moment critique de « contradictions en cours », dans un « procès » plus général qui est celui du stalinisme, spectaculairement instruit par le rapport Kroutchev, mais de fait beaucoup plus ancien.

Le mémo wiki-académique consacré à la « [rupture sino-soviétique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rupture_sino-sovi%C3%A9tique) » en récapitule assez clairement les « faits saillants » et la chronologie, j'invite donc nos jeunes amis néophytes à le lire¹²⁴.

Quelle va être la forme « générale » de l'idéologie que cette tour de Babel communiste - construite sur les fondations du « rapport Kroutchev » - va susciter dès les années 60 dans la « langue commune » des marxistes en France ?

La déstalinisation.

CQFD...

Je ne crains pas d'être démenti si j'affirme que les maos dans ton genre étaient les pires des staliniens aux yeux des trotskystes, qui eux-mêmes conchiaient jusqu'ici, par dessus tout, les communistes du PCF et leur allégeance à l'Union Soviétique, pays honni du « Socialisme réel » et des complices des « crimes de Staline ». Là où ça se complique c'est que depuis le rapport Kroutchev les apparatchiks du parti communiste soviétique avaient eux-mêmes opéré leur aggiornamento révisionniste et dénoncé par précaution : « les crimes de Staline », reprenant la rhétorique de propagande anticommuniste des services américains.

124 Voir : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Rupture_sino-soviétique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rupture_sino-sovi%C3%A9tique)

On a alors des antistaliniens partout ... et de tous les côtés, donc pour « clarifier » et pour les plus anti-communistes d'entre eux, ils vont se reconnaître « antitotalitaires », sur le modèle Brezinski-Arendt, tandis que le « canal historique »¹²⁵, notamment les derniers « inféodés à Moscou » vont hériter de manière plus exclusive du qualificatif devenu explicitement infamant de « stalinien ». Situation assez cocasse quand on sait qu'à Moscou, d'où précisément est partie cette déstalinisation, elle est allée bon train et les derniers « stali-niens » ont été purgés ou sont rentrés dans le rang révisionniste. Un réformisme « assumé » à coup de savate sur la tribune de l'O.N.U, que dénonçaient plus que jamais les pro-chinois, les albanais, etc, mais aussi bien les adeptes yougoslaves de l'autogestion, ces derniers évidemment taxés de révisionnistes en retour par les autres partis frères, etc.

C'est dans cette soupe idéologique primordiale qu'est né le CME...Mais cette déstalinisation générale aura évidemment elle-même plus d'une forme locale, accommodant ici les trotskystes de toutes cryptes et salons mondains, là l'appareil cacochyme du Parti, ici encore les libéraux-libertaires, avec eux les anarcho-situationnistes et les ex-maoïstes , là encore les réformistes de toutes provenances « genrées », y compris... nombre de staliniens repris du catalogue.

Ça n'est pas à toi que je vais apprendre ça, mais je fais ici la « leçon » à nos jeunes lecteurs qui n'ont plus aujourd'hui que des Bantigny, Melenchon, Plenel, de Cock, Noiriel, Hulot, Lordon, Latour, Ruffin, Onfray ou « Fleurie » et tutti quanti... pour orienter leur « recherche de sens » nombriliste... bon courage!

Découvrant ces nouveaux « *philosophes de la misère* » (intellectuelle et idéologique), Marx conclurait sans doute encore : *Misère de la « philosophie »* (ajoutant même un !).

125 Voir le livre de Christofferson : « Les intellectuels contre la gauche »

Bref, nos moutons de Panurge libérés se retrouvent plongés dans une série B sans queue ni tête, une télé-novela pleurnicharde pour petit-bourgeois en voie de déclassement, interprétée par des doublures calamiteuses ; un feuilleton confus et insipide, tronqué de ceux des épisodes précédents où il s'était réellement passé quelque chose.

A.B. : Hegel pensait que l'État prussien incarnait la fin de l'histoire. On a pu penser aussi que l'Union Soviétique représentait le fin du fin du communisme. Mais comme le dit Mao, "sans *mouvement* (de masse) communiste, pas de communisme". Et ces "mouvements" opposant de nouvelles formes d'existence historique du prolétariat à de nouvelles formes d'existence de la bourgeoisie, Marx ne pouvait pas en prévoir de façon détaillée l'histoire effective, ni en décrire à l'avance les structures sous-jacentes, dont fait partie notre point de départ : Un capitalisme d'État soutenu par un État-Parti "communiste" né d'une paralysie du communisme.

D.M. : Certains en effet ont vu (et voient toujours) l'Union Soviétique comme « le fin du fin du communisme », au sens du libéralisme comme *Fin de la Fin de l'Histoire* selon Hegel, pour qui cette « Fin » était surtout un accomplissement positif et une sorte d'épiphanie.

Il y eut donc des marxistes sincères et y compris des communistes militants parmi eux, et nous en connaissons quelques uns parmi nos proches puisque c'est un des traits qui les désigne comme « staliniens » à l'opprobre des « anti-totalitaires ». Mais ces « totalitaires » n'avaient pas du tout la même appréciation positive que Hegel à l'égard du libéralisme, contrairement aux contempteurs « traditionnels » du marxisme comme du communisme, du genre de Fukuyama, Glucksmann, Furet, Foucault, BHL, Reagan, Pinochet ou Jean-Paul II (etc.).

Or, c'est ce dernier « variant » (comme on dit maintenant dans le poste) qui s'est le plus répandu ces dernières années, eu égard à aux faibles défenses immunitaires de notre « exception culturelle » à l'encontre de cette virose « hégémonique ».

J'ai rappelé plus haut que Marx n'avait pas le projet de donner des « recettes pour les marmites du futur ». J'observe symétriquement que ce sont ceux-là même qui prétendent tirer leurs trouvailles de ses travaux, comme de livres de cuisine, qui nourrissent l'idéologie de classe moyenne... de leurs soupes de guerre... froides.

Comme je l'ai également rappelé plus haut, « l'infâme dialectique » de Marx revendique de rendre compte du Phénomène en sorte que *celui-ci exprime la Loi, et non plus l'inverse*. Il me paraît donc inconsistant de m'objecter le fait que le mouvement dont en effet Marx a énoncé les Lois, toujours vérifiées depuis, se soit développé sous des formes historiques successives et des « formes d'existence » contradictoires, puisque ces formes d'existence historiques, successives et contradictoires sont précisément l'expression concrète des Lois énoncées (et démontrées) par Marx.

M'appuyant sur la manière dont tu as si bien dessiné les contours et les lignes de force de ce que tu as appelé le « transcendantal pétainiste », je ne pense pas abusivement solliciter le concept que tu en as forgé en généralisant ce trait idéologique.

Je reprends donc la référence à Hegel, selon le commentaire que nous en donne Engels dans sa célèbre vulgarisation de l'idéologie allemande :

« Mais ce qui est nécessaire s'avère en dernière instance également rationnel, et, appliquée à l'État prussien d'alors, la thèse de Hegel ne signifie pas autre chose que : cet État est rationnel, conforme à la raison dans la mesure où il est nécessaire ;

s'il nous paraît cependant mauvais, mais continue néanmoins d'exister bien qu'il soit mauvais, c'est que la mauvaise

qualité du gouvernement trouve sa justification et son explication dans la mauvaise qualité correspondante des sujets.

Les Prussiens d'alors avaient le gouvernement qu'ils méritaient. »

Il est assez facile de constater que nos « Prussiens démocrates », nos « insoumis en commun », nos « rebelles des toilettes sèches », nos « zadistes de bousorama » d'aujourd'hui...ont, tout autant que ceux contemporains de Hegel et pour les mêmes raisons, *le (bio)gouvernement qu'ils méritent...*

Fussent-ils des philistins du PCF, des mouvementistes *en tous genres* (du genre à « *faire bouger les lignes* » en « *bousculant les « stéréotypes* »... des autres), voire des « chercheurs de sens » du côté du CNRS, de Greta Thunberg ou de Macron.

Pour *tou.te.s*, la « cause objet » de leur frustration est la vacuité confuse du contenu qu'ils ont intériorisé, tout en le refoulant avec la conscience de leur médiocrité collective... de classe. C'est toute la dialectique de « l'Être et l'Avoir », dont la genèse a été si bien analysée par Clouscard.¹²⁶

Raison pour laquelle ils peinent désormais à s'é-branler, mais marchent encore, parmi les décombres de leurs *communs*, en lugubres processions millénaristes, abjurant le « CME » de leur accablement « cognitif », pour implorer désespérément de généreux « donateurs »... de sens.

Au cri de : « *Circulez ! Il n'y a rien à savoir* »

126 Cf. sa « *Phénoménologie de la bourgeoisie* »

Conclusion (de Lénine)

« À tout seigneur tout honneur »...

Comme nous sommes partis de la brochure de Lénine, je lui confie la conclusion. Car cette conclusion rejoint et résume le fond de ma critique du CME « post-moderne ».

S'inspirant de Marx, Lénine y cite ironiquement « Schulze-Gaevernitz, *admirateur enthousiaste de l'impérialisme allemand* » s'exclamant dans ses « Grundrisse der Sozialökonomik, p. 146. » :

« "Si, en définitive. La direction des banques allemandes incombe à une douzaine de personnes, l'activité de ces dernières est désormais plus importante pour le bien public que celle de la majorité des ministres" (il vaut mieux oublier ici l'"entrelacement" des hommes des banques, des ministres, des industriels, des rentiers)... "Imaginons que les tendances que nous avons relevées soient allées jusqu'au bout de leur évolution : le capital-argent de la nation est concentré dans les banques ; celles-ci sont liées entre elles au sein d'un cartel ; le capital d'investissement de la nation a pris la forme de titres. Alors se réalisent les paroles géniales de Saint-Simon :

"L'anarchie actuelle de la production, qui provient du fait que les relations économiques se développent sans régularisation uniforme, doit céder la place à l'organisation de la production. La production ne sera plus dirigée par des chefs d'entreprise isolés indépendants les uns des autres et ignorant les besoins économiques des hommes, mais par une institution sociale.

L'autorité administrative centrale, capable de considérer d'un point de vue plus élevé le vaste domaine de l'économie sociale, la régularisera d'une manière qui soit utile à l'ensemble de la société, remettra les moyens de production en des mains qualifiées, et veillera notamment à une constante harmonie entre la production et la consommation. Il y a des établissements qui, au nombre de leurs tâches, se sont assigné une certaine organisation de l'œuvre économique : *ce sont les **banques**.* " Nous sommes encore loin de la réalisation de ces paroles de Saint-Simon, mais nous y allons ; c'est du marxisme, autre que ne se le représentait Marx, mais uniquement par la forme. " »

Et Lénine de conclure non moins ironiquement :

« Excellente "réfutation" de Marx, qui fait un pas en arrière de l'analyse scientifique exacte de Marx vers la divination de Saint-Simon, géniale sans doute, mais qui n'est cependant qu'une divination. »

Merci et Bravo camarade Vladimir Illich, voilà qui est envoyé... à la figure de nos néo-libéraux-kautskistes, et de *leur* CME.

Dominique Mazuet
Février 2021

Annexes

Réponses à la réponse d'Alain Badiou

Le ven. 5 mars 2021 , Alain Badiou m'écrit :

Cher Dominique,

Étant donné que tu réitères avec force que le concept de CME est de la camelote, je suis bien obligé de te répondre moi-même avec force que c'est, aujourd'hui (il n'en va pas exactement de même au moment de son apparition à la fin du XIXe siècle) un concept fondamental, tout simplement parce qu'il éclaire, et lui seul le fait, un phénomène totalement inconnu de Marx, à savoir la dégénérescence de deux Etats réellement socialistes (et non sociaux-démocrates), issus de processus révolutionnaires prolétariens bien réels. Cette dégénérescence oblige, littéralement, à renouveler le concept de CME à partir de sa nouvelle apparition historique, et à créer celui de "nouvelle bourgeoisie".

Le détail de ces apports est théorisé par Mao, et historicisé par la GRCP. Après quoi seulement on comprend, par exemple, que la Chine d'aujourd'hui "s'oppose aux États Unis" non dans l'espace du socialisme, mais dans le bon vieil espace de la rivalité impérialiste entre deux bourgeoisies, sachant que l'histoire de chacune est très différente de l'histoire de l'autre, et qu'au moins pour le moment, la bourgeoisie chinoise organisée dans le Parti "Communiste", qui a vaincu la Commune de Shanghai comme la "République" française avait vaincu celle de Paris, reste de façon dominante une bourgeoisie bureaucratique gérant un Capitalisme Monopoliste d'Etat. C'est sa différence avec la Russie, laquelle montre bien plutôt que, dans les conditions de son apparition actuelle, le Capitalisme Monopoliste d'Etat peut (et peut-être au long cours doit) se changer progressivement en Capitalisme classique.

Tant que tu maintiendras tes deux positions idéologiques essentielles, l'une étant l'importance obsessionnelle que tu attribues aux courants philosophiques petits-bourgeois, lesquels ont toujours existé et toujours dominé l'Université française, l'autre un marxisme hégélianisé et totalement congelé, tu resteras un remarquable admirateur et militant de la deuxième étape du communisme, en gros la léniniste, malheureusement acharné à interdire l'entrée dans la troisième étape, la maoïste. C'est très dommage ! Car tes capacités tant intellectuelles qu'organisationnelles pourraient faire de toi, tout au contraire, un centre "neuf" de la politique communiste, et non un séduisant Musée conservateur de son étape dépassée.

C'est mon improvisation du jour ! Le détail de tout ça figurera, y compris dans sa genèse, dans le grand livre que j'écris sous le titre "Mémoires d'outre-politique". Je vais par ailleurs sortir, sans doute en Mai, un petit livre, qui rassemble quelques essais philosophico-politiques sous le titre "Les possibles matins de la politique". Vacciné (comme je le suis !), je pourrai sans doute venir en parler avec toi !

Toute mon amitié dialectique,

Alain

Je lui répondis :

Cher Alain,

encore merci pour cette nouvelle improvisation, non pas seulement magistrale mais pour moi très instructive et stimulante.

Une fois encore je suis en fait d'accord avec ce que tu m'écris.

D'abord évidemment pour réitérer avec force que le CME « renouvelé » est de la camelote conceptuelle. J'ajoute même de la camelote révisionniste.

Je te suis également reconnaissant d'avoir clarifié de manière aussi authentique que concise l'importance historique et théorique fondamentale de la GRCP comme révolution sociale, politique et économique contre la nouvelle petite bourgeoisie alors « émergente » en Chine, précisément au sein même du Parti Communiste Chinois.

C'était du reste clairement chez Lénine (notamment au fil des textes recensés dans mes "gloses marginales") que Mao pouvait trouver la matrice de sa théorisation de « Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde ».

Mais la « nouvelle classe bourgeoise » fondamentalement réactionnaire - décrite par Lénine comme promue au sein du mouvement ouvrier occidental par le stade impérialiste de la société bourgeoise de cette ère capitaliste - n'a pas du tout la même généalogie que celle que vont constituer les apparatchiks du PC Chinois des années 60. La « putréfaction » propagée par « les capitalistes des pays "avancés" » ne pouvait « la corrompre effectivement » pas même « par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés. ». Principalement par ce qu'il n'existait plus, à ce moment là, d'accumulation capitaliste en Chine communiste, ni d'actionnaires « exogènes » (fut-ce parmi la diaspora) susceptibles de pénétrer l'économie d'une Chine encore isolée (sinon de la Russie Soviétique) et autarcique « par nécessité ».

Ceci jusqu'au « dégel » consacré par le très spectaculaire « Nixon in China » (1974), décisif de ce point de vue.

Tenter d'éclairer « la dégénérescence de deux États réellement socialistes » avec ce genre de « concept fondamental » c'est comme expliquer l'immaculée conception par la virginité de Marie. L'affirmer ou le récuser « avec force » ne nous avancera pas non plus beaucoup, mais comme dans cette nouvelle improvisation tu as parfaitement clarifié ta problématique, c'est sur cette dernière que je vais essayé de focaliser mon « projecteur de poursuite »¹ marxiste... et léniniste.

Car c'était également la problématique principale de Lénine au moment où il écrit son « impérialisme, stade ultime du capitalisme ». Dans une séquence historique où loin d'être en « dégénérescence », le premier pays du socialisme réel restait à concevoir et à produire avec son État socialiste, et où Lénine appuie ses analyses, non pas évidemment sur la situation de la lutte des classes en Union Soviétique puisqu'elle n'existera que plusieurs années plus tard, mais sur celle des pays impérialistes en guerre.

Même en le « renouvelant » de fond en comble, le « concept de CME » s'apparente plutôt à une vessie qu'à une lanterne dès lors qu'il s'agit de comprendre d'où et comment a émergé cette « nouvelle bourgeoisie » dans la Chine maoïste des années 60 ... concomitairement avec la déstalinisation réformiste et révisionniste qui se propage alors dans le « bloc communiste » (sur fond de « rupture sino-soviétique ») avec les grandes révolutions culturelles sociétales occidentales, inaugurées dans la Californie du « flower power » (sur fond de Viet-Nam et de LSD). Pour « créer le concept de "nouvelle bourgeoisie" », comme tu dis, c'est une analyse de classe, très traditionnellement marxiste, qui est requise. Celle de Lénine ou Mao, mais plus sûrement encore celle de Marx :

« Les classes moyennes [...] ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont

révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »

Dans ses glose marginales Marx est assez clair quand il revient sur ce passage du Manifeste, à propos du « préambule de Lassalle2 :

« Le préambule dit : « L'affranchissement de la classe des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»; tandis qu'ici c'est la « classe des travailleurs » qui doit affranchir - quoi ? le « travail ». Comprenne qui pourra.

En compensation l'antistrophe est, par contre, une citation lassalienne de la plus belle eau « [la classe ouvrière] en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire ».

Dans le Manifeste communiste, il est dit : « De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. »

La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, - en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, - vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes résolus à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés. Féodaux et classes moyennes ne forment donc pas avec la bourgeoisie une même masse réactionnaire.

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste

que la bourgeoisie cherche à perpétuer. Mais le Manifeste ajoute que «les classes moyennes... sont révolutionnaires... en considération de leur passage imminent au prolétariat ».

De ce point de vue, c'est donc une absurdité de plus que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie, et, par-dessus le marché, des féodaux « une même masse réactionnaire » en face de la classe ouvrière.

Lors des dernières élections, a-t-on crié aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux paysans : « Vis-à-vis de nous, vous ne formez, avec les bourgeois et les féodaux, qu'une seule masse réactionnaire » ?

Pour Marx, il y a un devenir de classe et non un être de classe. Dans le Manifeste Marx rappelle que selon les circonstances historiques, économiques et sociales, tous peuvent se retrouver prolétaires ou « petit-bourgeois », du fait de la position mouvante qui leur échoit dans le processus de production :

« Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population. »

Marx décrit ici ce que nous appelons aujourd'hui le « déclassé ». Il réfère explicitement ce que Clouscard appelait ingénument la classe moyenne « traditionnelle » et n'évoque pas les nouvelles

couches sociales qui préoccupaient aussi bien Lénine que Mao, puis... Clouscard et Debord. « Nouvelles couches » des classes moyennes « élargies » dont relevaient aussi bien Clouscard que Debord, mais dont ce dernier a donné me semble-t-il la description la mieux « ressentie » (dans « In Girum »), tout simplement par ce qu'il fait cette description « de l'intérieur » tout en prétendant s'en exonérer (lui-même étant « ailleurs » ?):

« Le public de cinéma, qui n'a jamais été très bourgeois et qui n'est presque plus populaire, est désormais presque entièrement recruté dans une seule couche sociale, du reste devenue large: celle des petits agents spécialisés dans les divers emplois de ces «services» dont le système productif actuel a si impérieusement besoin : gestion, contrôle, entretien, recherche, enseignement, propagande, amusement et pseudo-critique. C'est là suffisamment dire ce qu'ils sont. Il faut compter aussi, bien sûr, dans ce public qui va encore au cinéma, la même espèce quand, plus jeune, elle n'en est qu'au stade d'un apprentissage sommaire de ces diverses tâches d'encadrement. Au réalisme et aux accomplissements de ce fameux système, on peut déjà connaître les capacités personnelles des exécutants qu'il a formés. Et en effet ceux-ci se trompent sur tout, et ne peuvent que déraisonner sur des mensonges. Ce sont des salariés pauvres qui se croient des propriétaires, des ignorants mystifiés qui se croient instruits, et des morts qui croient voter.

Comme le mode de production moderne les a durement traités ! De progrès en promotions, ils ont perdu le peu qu'ils avaient, et gagné ce dont personne ne voulait. Ils collectionnent les misères et les humiliations de tous les systèmes d'exploitation du passé ; ils n'en ignorent que la révolte. Ils

ressemblent beaucoup aux esclaves, parce qu'ils sont parqués en masse, et à l'étroit, dans de mauvaises bâtisses malsaines et lugubres ; mal nourris d'une alimentation polluée et sans goût ; mal soignés dans leurs maladies toujours renouvelées ; continuellement et mesquinement surveillés ; entretenus dans l'analphabétisme modernisé et les superstitions spectaculaires qui correspondent aux intérêts de leurs maîtres. Ils sont transplantés loin de leurs provinces ou de leurs quartiers, dans un paysage nouveau et hostile, suivant les convenances concentrationnaires de l'industrie présente. Ils ne sont que des chiffres dans des graphiques que dressent des imbéciles. »

Pour Marx, de même que le prolétariat a été produit en tant que classe sociale par la bourgeoisie en tant que telle, cette dernière a produit les classes moyennes selon la même nécessité. Le processus qu'il décrit est réciproque ... Si cette nouvelle bourgeoisie qu'on pourrait dire « de robe », autrement dit « de fonction », doit son reclassement à son « exfiltration » du prolétariat, c'est à dire à son « émancipation » des intérêts du prolétariat, il est assez facile de comprendre pourquoi elle n'aura aucune propension à « se (re)placer du point de vue du des prolétaires », et moins encore d'incitation à considérer les intérêts des prolétaires - autrement dit ses intérêts passés mais à ce titre dépassés - comme « ses intérêts futurs »...

C'est le tour dialectique du « reclassement » : personne n'a le projet de redescendre au parking en montant dans « l'ascenseur social » du HLM libéral. C'est aussi ce qui motive le tour névrotique dépressif de la « délectation morose » de Debord, mais tout aussi bien la manière dont les communistes enpetibourgeoisés des années 60 ont « révisé » la conception marxiste du « travailleur collectif » pour légitimer (et coopter) celles et ceux qui auraient ainsi constitué la nouvelle « avant-garde » du « néo-prolétariat » au sein de ces « services »

dont le système productif actuel a si impérieusement besoin : gestion, contrôle, entretien, recherche, enseignement, propagande, amusement et pseudo-critique

Si donc on veut forger le concept éclairant de cette nouvelle bourgeoisie en « Chine Populaire » et singulièrement « dans le parti » il faut, commencer par avoir présent à l'esprit ce commentaire typiquement hégélien remis sur pied par Marx (dans « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte », que je vais ré-évoquer plus loin) :

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. »

Il est tout aussi évident que ça n'est pas avec le « concept » de CME, fut-il renouvelé, qu'on va pouvoir comprendre comment et sous quelle forme l'accumulation primitive a pu parer de ses « habits neufs » cette nouvelle bourgeoisie « dans le Parti », procurant à la Chine de Mao les premiers et les plus « performatifs » de ses agents objectifs de l'accumulation capitaliste.

C'est pourquoi il est plus que jamais utile de se replacer du point de vue de la critique de l'économie politique par Marx. Donc, d'abord (re)partir du fait que le mode de production capitaliste est animé par une contradiction centrale (inhérente à l'accumulation) qui provoque des bouleversements cycliques de l'infrastructure des forces productives.

« À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors ».

Nulle part, en aucune manière cette « dynamique du capitalisme » telle que Marx en analyse et décrit la logique ne suggère « d'ascendance » ou de « dégénérescence » du capitalisme fut-il industriel et monopoliste.

Marx annonce la nécessaire auto-transformation du rapport social de production, aboutissant à la fin de la « séparation de classe » mais elle n'est en rien associée à une « dégénérescence ». Il évoque un long et douloureux passage de l'humanité, de sa préhistoire à la société sans classe. Quant à Lénine quand il évoque la « putréfaction » c'est celle de la classe moyenne, centrale et « hégémonique » au sein de la formation sociale capitaliste, sous le régime monopoliste. Raison pour laquelle le tropisme « social » de la bourgeoisie est de promouvoir, développer relativement et entretenir « majoritairement », mais à moindre frais possible, cette « médiocratie ».

Ce conte de faits de « l'ascendance » et de la « dégénérescence » du capitalisme relève de représentations parfaitement idéalistes, aussi candides qu'illusoire, étrangères aux réalités observables par l'économie politique et donc aux antipodes de Marx. Les crises culminent et terminent des périodes de croissance et non de « décroissance » pour en redémarrer d'autres.

Au contraire de ce qui attendait Lénine et les bolchéviques en 1916, sans parler de la « grande crise » du capitalisme de 1929, les rapports sociaux de production qui, 30 ans plus tard, marquèrent les « trente glorieuses » et l'avènement de la Vème République, résultent d'une conjoncture favorable au développement des forces productives locales – en somme si on suivait les adeptes de cette mythographie : une « ascendance » succédant cette fois à une « dégénérescence » !

Mais ce développement, déjà « mondialisé », a lui-même tendanciellement provoqué une baisse du taux de profit, très exactement selon la « modélisation » de Marx. Pour contrecarrer cette « dégénérescence » de son « R.O.I », le capitalisme « national » (et international » aussi bien) s'est nécessairement à nouveau transformé. Il y fut contraint à partir du début des années 60, mais déjà sous l'effet de la « décolonisation » et de l'inversion des flux qui va s'ensuivre, économiques comme démographiques - notamment les « retour » des pieds noirs d'Algérie, l'arrivée « attendue » des « travailleurs immigrés » du Maroc, du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne, tandis que l'ensemble de nos « expatriés » d'administration coloniale étaient « rapatriés ».

Au delà des aspects démographiques et migratoires, le point essentiel, comme facteur majeur de « bouleversement » des rapports sociaux de production « mondialisés » n'a rien à voir avec cette chimère millénariste de dégénérescence « subie », telle un inéluctable destin du capitalisme monopoliste d'État. En réalité, il faut en chercher l'origine principale dans le mouvement général de « délocalisation », réellement et rationnellement imposé aux capitalisme mondialisé.

« Délocalisations » d'abord et principalement de l'appareil productif industriel (et de celles et ceux qui le « mettent en oeuvre ») ; rendues possibles par les positions impérialistes préservées pendant la « guerre froide », et rendues comminatoires par l'aggravation tendancielle de la baisse du taux de profit « localisé ». Il en résulte une décroissance « choisie », car in fine profitable. En fait une nouvelle répartition de la séparation de classes, mondialisée autrement dit délocalisée (et réciproquement), avec les excellents résultats que l'on sait... pour le Capital dûment localisé dans ses terres d'élection libérales (et démocratiques, naturellement).

L'accumulation avait, depuis la fin du premier « conflit mondial » circonstanciellement privilégié le moment de la production indus-

truelle, dans une période où pourtant l'essentiel des forces productives et des populations relevaient encore de l'agriculture. Mais la baisse tendancielle de la survaleur relative tirée de ce mode de production déjà massivement industrialisé et optimisé, va lui imposer une réorientation vers le moment de la circulation (des marchandises, des personnes... et des capitaux). Une circulation devenue le « relais de croissance » avidement désiré (par les actionnaires). Un moment qui pour Marx, et comme j'ai eu moult fois l'occasion de le rappeler à nos petits camarades, est celui de la réalisation de la valeur d'usage... par sa consommation. De la fin de la deuxième guerre mondiale au « tournant » des années 70, les « gains de productivité » obtenus à l'échelle nationale et locale, avaient permis aux « pays développés » (essentiellement les vassaux du nouvel empire étasunien) d'atteindre le stade de la « société de consommation ».

Mais pour y parvenir il aura fallu combler en peu d'années le retard pris en terme de besoins d'investissement primaires et « essentiels », tant individuels que d'équipements et infrastructures, requis par le développement « harmonieux » des « forces productives ». Pour cela il a bien fallu « valoriser le débouché ». C'est ainsi, au fil de cette période - et sur des modèles politiques fort différents du « jacobinisme d'État » censément spécifique aux élites du « gaullo-communisme » (cf. comme contre-exemples : le Royaume Uni, l'Italie, la RFA, le Benelux, pour ne parler que des fondateurs du « Club de Rome ») - que la « croissance » du PIB fut en pratique assurée sur le mode « Fordiste »... importé des USA, avec le Plan Marshall, etc. Une modalité des rapports sociaux de production fondée sur un statut « équitable » - au sens d'équilibré (Cf. Rawls et ses émules du genre Piketty, etc.) - formellement attribué au citoyen « producteur/consommateur ». En réalité il s'agit de l'équilibre assuré, depuis ce bon Adam Smith, par la main réputée bienveillante du marché. De là cet « optimum » d'équité, devenu pierre angulaire et en somme « transcendantal » de l'idéologie libérale et de son économie poli-

tique. Un dogme consacré par l'État de « welfare State » anglais ou l'État providence de notre « gauche morale », mais qui allait être fortement mis à mal par ce que cette idéologie libérale « traditionnelle » fut amenée à déclarer schismatique en tant que « néo-libéralisme » impie. Formellement excommunié par le clergé libéral comme « marcionisme » de la finance, affectant la vulgate libérale « vraie ».

Un marcionisme inversé, car c'est le nouveau testament libéral qui y est désigné à la vindicte des fidèles comme hérétique et incompatible avec la parole sacrée du capitalisme pour avoir prétendu « réguler » ses desseins impénétrables.

Ainsi, on peut très utilement et plus que jamais, abonder dans le sens de Lénine et affirmer comme lui que « Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. » Mais pour appliquer cette directive méthodologique avec un minimum de conséquence, il faut d'abord distinguer l'origine économique (du phénomène) de sa manifestation politique et sociale, résultant des contradictions animant le processus historique ; puis en considérer et désigner l'objet : « l'anatomie » de la formation sociale telle qu'elle s'est déjà transformée ; ce qui permet alors de comprendre comment s'y sont réalisées les conditions de cette « nouvelle » séparation de classe, inhérente à l'accumulation capitaliste par une fraction de ses « sujets » au détriment des autres ; alors seulement on peut mesurer quelque chose comme un rapport, et de là en évaluer la portée politique et sociale, autrement dit produire pour soi l'intelligence du phénomène en soi, selon ce rapport « compréhensif » comme disent les anglais.

Pour en faire quelque chose de partageable, vrai et de ce fait bon à transmettre à celles et ceux qui sont dans ce même rapport, il faut accepter de « s'élever du singulier au général », et non pas se satis-

faire d'une simple corrélation que son apparente immédiateté empirique affranchirait de toute exigence de logique rationnelle.

C'est pourtant de cette forme inconsistante d'induction « correlative » qu'est tiré le concept de la « nouvelle bourgeoisie », selon la logique captieuse du CME « rénové » : l'assignation à une superstructure (censément capitaliste monopoliste ou hypothétiquement socialiste) qui aurait donc par essence immanente engendré ses agents économiques « ad hoc ».

On n'est plus dans le déterminisme rationaliste et matérialiste ; on verse dans le créationnisme... positiviste et libéral qui plus est !

C'est l'erreur dénoncée par Lénine :

« car l'erreur la plus répandue est l'affirmation réformiste bourgeoise prétendant que le capitalisme monopoliste ou le capitalisme monopoliste d'État n'est déjà plus du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de "socialisme d'État", etc. »

Car, ça n'est pas à toi que j'apprendrai qu'en Chine, à ce moment là – le « moment de la GRCP » - il y a bel et bien un « socialisme monopoliste d'État », et il y a bien encore de la lutte des classes.

Mais d'où sort l'accumulation propre au rapport social de production capitaliste ?

En tant qu'accumulation primitive on ne peut la trouver que dans les linéaments résiduels de la société chinoise « telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. » disait Marx. Car au moment qui nous intéresse nous sommes encore aux premiers temps de ce « long et douloureux enfantement », pourtant en Chine de l'après « grand bond en avant » l'essentiel de la production agricole est industrielle a été collectivisé et nationalisée. C'est donc le « CME » qui a produit cette accumulation par une mystérieuse alchimie, et de manière si discrète en dépit de l'échelle du territoire et de sa démographie que personne ne l'avait remarqué...

Comme tu le soulignes toi-même, on est encore, à ce stade historique de la Chine maoïste, face à un : « État réellement socialiste (et non social-démocrate), issu de processus révolutionnaires prolétaires bien réels ». À ceci près que c'est la société et son mode de production qui peuvent être déterminés comme « réellement socialistes », où du moins « sur la voie » du « socialisme réellement existant ». l'État étant lui déterminable dans une approche marxiste comme « despotique », mais à bon droit, car au titre assumé de la dictature du prolétariat - c'est d'ailleurs ce qui fait toute la dimension « stalinienne » de la situation. À ceci près que les purges des années 30 en Union Soviétiques n'avaient aucune prétention « culturelle »...

Bien qu'elle ne se pose pas encore lorsqu'il les rédige, Marx n'élude nullement la question, toujours dans ses « gloses marginales », citées par Lénine :

« Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'État dans une société communiste ? Autrement dit quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ? »

Marx commence par ridiculiser le « variant » souverainiste/populiste toujours en vogue aujourd'hui :

« Seule la science peut répondre à cette question; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. »

La réponse positive vient aussitôt nous éclairer sur sa conception de la chose :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat [1]. »

Marx qui distingue toujours de manière dialectique cohérente État et Société, précise par ailleurs (en réponse à Lassalle qui proclame que le but du parti Ouvrier est de « faire un État libre ») que :

« Faire l'État libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis. Dans l'Empire allemand, l'« Etat » est presque aussi « libre » qu'en Russie.

La liberté consiste à transformer l'État, organisme qui est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle, et même de nos jours les formes de l'État sont plus ou moins libres ou non libres selon que la « liberté de l'État » s'y trouve plus ou moins limitée. »

Pour Marx il faut « traiter la société présente (et cela vaut pour toute société future) comme le fondement de l'État présent (ou futur pour la société future), » et non « traiter l'État comme une réalité indépendante, possédant ses propres fondements intellectuels, moraux et libres. ».

Du point de vue de Marx, l'État n'est donc pas la Société sur laquelle il se fonde, mais il en est l'émanation « instituée », et il importe encore de savoir si « par « État » l'on entend, en fait, la machine gouvernementale, ou bien l'État en tant que constituant par suite de la division du travail un organisme propre, séparé de la société ».

Et Marx de conclure que « Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'État économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond. » Si donc la nouvelle bourgeoisie « dans le parti » qu'affrontait Mao était un de « ces défauts inévitables dans la première phase de la société communiste » qu'évoquait Marx, elle doit être comprise comme l'expression renouvelée de « Cette couche [...] de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur

mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde » que dénonçait Lénine comme « contenu » social putréfié du capitalisme monopoliste dans sa phase impérialiste occidentale.

Mais, ici et maintenant, « comment en est-on arrivé là », du moins avec le concept « refondé » du CME ?

En prétendant expliquer cette nouvelle accumulation primitive dont est porteuse cette nouvelle bourgeoisie d'appareil, par un paralogisme essentialiste, analogue à celui dénoncé par Lénine mais symétriquement inversé. Une syllogisme bancal mais dont la déstalinisation « compétitive » a facilité l'acculturation, et qui s'énonce ainsi : « ce socialisme monopoliste d'État n'est déjà plus du socialisme » et « il peut dès lors être qualifié de "capitalisme d'État", etc. ».... Un paralogisme toujours « hégémonique » aujourd'hui, dans un moment où, il est vrai, l'économie chinoise devenue massivement industrielle n'a plus grand chose de socialiste et tout du capitalisme monopoliste, Hong-Kong déjà compris et Taiwan toujours dans le collimateur.

Pour expliquer que le mode de production ait pu « rejouer » le processus historique depuis l'accumulation primitive, en partant d'un état de sa formation sociale déjà industriel, monopoliste, voire « collectiviste », il faut donc se débarrasser de cette « manière de penser » libérale qui revient toujours à naturaliser le Capitalisme et, dans le cas du CME « renouvelé », à en faire l'État naturel de l'État, un état naturellement... capitaliste. Car, selon cette manière de penser, le problème ça n'est plus l'exploitation des travailleurs au profit de la bourgeoisie... c'est l'État ! Ça n'est plus la putréfaction bureaucratique du Parti... c'est l'État !

Pour éclairer (du point de vue de Marx) le phénomène que tu désignes comme « dégénérescence de deux États réellement socialistes » (donc sans même parler de la France des trente glorieuses), il faut analyser et expliquer comment au sein de la société chinoise maoïste, comme de la société soviétique, à la mort de Staline, a pu se

re-produire puis s'amplifier une « nouvelle » séparation de classe, produisant cette nouvelle bourgeoisie. Une séparation qui a permis de « refonder » les conditions de l'accumulation capitaliste au sein de l'infrastructure productive, la « bouleversant » à rebours en sorte qu'elle se répercute de même sur la « lourde superstructure ».

Mais :

« Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production ».

De même on se saurait juger d'une telle époque par l'idée que la classe dirigeante « renouvelée » en a promu parmi ses nouveaux obligés ; il faut au contraire s'intéresser aux conflits « en procès » au sein des forces productives et singulièrement à la manière dont ces conflits engendrent et arbitrent la séparation de classe et de là l'antagonisme social et ses conséquences économiques puis politiques.

C'est pourquoi le « concept renouvelé du CME » s'apparente selon moi à une camelote servant à nouveaux (et moindre) frais le fétichisme idéologique requis par et pour une « nouvelle classe »... d'abord politique, représentative d'une nouvelle alliance de la classe moyenne « traditionnelle » et de la bureaucratie « émergente ». Un fétiche conceptuel qui, depuis son exhumation comme relique consacrée, tient lieu de théorie aux marxisme révisé par ces nouveaux communistes enpetibourgeoisés. Un fétichisme de « variant » post-moderne qui, chez nous, a pris comme « cause objet » totémique cette breloque patinée pour en faire l'ostensoir ouvrant les cortèges de processionnaires de la Fête Dieu, attifés en pénitents « contestataires ».

Pour produire rationnellement, réellement et historiquement le « concept » de la « nouvelle bourgeoisie », il faut comprendre la « conversion » capitaliste de l'économie chinoise, donc de sa société (et non de l'État) par l'auto-production d'une classe sociale « néo-bourgeoise » ; et non pas tenter de justifier la « nouvelle bourgeoisie » par « l'État capitaliste » où elle a pu et su prospérer, comme le propose le « concept renouvelé » de CME. La même logique et la même méthodologie sont du reste applicables, mutatis mutandis, à l'Union Soviétique « déstalinisée » et de même à la France de la 4^{ème} à la 5^{ème} République, etc. Il est alors possible de comprendre que l'accumulation primitive en République Populaire de Chine ne doit rien à son caractère monopoliste, industriel et étatique, et que l'incontestable et incontestée corruption/putréfaction du Parti est inhérente à son « reclassement », l'associant aux agents économiques qui ont su mettre à profit les nouvelles séparations de classe, dont celle qui distingue la couche sociale « aux affaires ». C'est sur ce terreau « primitif » que se développe l'accumulation parasitaire de la bourgeoisie ; et c'était déjà le cas du temps des prolégomènes historiques de la Chine - alors que le mode de production « asiatique » (comme disait Marx) était tout sauf industriel et monopoliste, pas même capitaliste - et jusqu'à ce que Mao envoie le « dernier empereur » en camp de travail. Quand tu m'as écrit, dans ta précédente improvisation « La sentence de Mao "on me demande où est la bourgeoisie : elle est dans le Parti Communiste" est au coeur de toute notre controverse. » Je ne pouvais qu'approuver la centralité de la « sentence » de Mao mais pas la nature ni la portée que tu attribuais à la controverse. Car cette controverse porte non pas sur la nécessaire distinction de cette « nouvelle bourgeoisie » au sein même du Parti mais sur le fait que le « concept renouvelé » de CME permettrait de comprendre « de quoi cette nouvelle bourgeoisie est le nom », a fortiori d'en « produire le concept »...

De même que je prends scrupuleusement en compte, malgré que tu en ais, « les apports décisifs de la Révolution Culturelle en Chine »

(Cf. ta précédente improvisation), de même je n'ai jamais suggéré autre chose que ce que tu résumes sur le type de conflit qui oppose la Chine et les USA "dans leur État actuel", autrement dit comme deux "puissances impériales" qui s'affrontent nécessairement au niveau géopolitique mondial, du fait que les intérêts économiques de leurs classes dirigeantes respectives sont devenus contradictoires et tendanciellement irréconciliables. Mais ce qui permettra d'enfin s'engager dans une "troisième étape" comme tu dis - ce que j'interprète comme paraphrase de la "liquidation de la troisième période", telle que préconisée par Lénine - c'est assurément de considérer les enseignements que nous pouvons tirer de cette séquence historique. Ce qui ne consiste certainement pas à "renouveler le concept de CME à partir de sa nouvelle apparition historique", mais bien plutôt et a contrario celui de "nouvelle bourgeoisie" à partir de sa répétition (mutatis mutandis) en Union Soviétique comme en Chine Communiste, une « différence et répétition » parfaitement bien décrite par Mao, aussi bien que par Lénine et quelques autres... à la suite de Marx. Marx observait qu'il y eut un 9 thermidor, puis un 18 brumaire et qu'il se répétait "mais sur le mode de la farce"...

« Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. Caussidière pour Danton, Louis Blanc pour Robespierre, la Montagne de 1848 à 1851 pour la Montagne de 1793 à 1795, le neveu pour l'oncle. Et nous constatons la même caricature dans les circonstances où parut la deuxième édition du 18 Brumaire. Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très

lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. C'est ainsi que Luther prit le masque de l'apôtre Paul, que la Révolution de 1789 à 1814 se drapa successivement dans le costume de la République romaine, puis dans celui de l'Empire romain, et que la révolution de 1848 ne sut rien faire de mieux que de parodier tantôt 1789, tantôt la tradition révolutionnaire de 1793 à 1795. C'est ainsi que le débutant qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours en pensée dans sa langue maternelle, mais il ne réussit à s'assimiler l'esprit de cette nouvelle langue et à s'en servir librement que lorsqu'il arrive à la manier sans se rappeler sa langue maternelle, et qu'il parvient même à oublier complètement cette dernière. »

Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1852)

Il y a aussi ce passage qui pourrait particulièrement s'appliquer à la séquence inaugurée par le « capitalisme d'État » de la cinquième République, et qui prend un résonance de lugubre bouffonnerie depuis Sarkozy, Hollande et Macron :

« La France ne semble donc avoir échappé au despotisme d'une classe que pour retomber sous le despotisme d'un individu, et, qui plus est, sous l'autorité d'un individu sans autorité [...] l'État semble s'être rendu indépendant de la société, de l'avoir subjuguée ».

Si on se représente les « événements » de mai 1968 comme révolutionnaires (ce que tu persistes semble-t-il à faire), alors Cloucard les aura sociologiquement analysé avec un parfait discernement lorsqu'il les inscrit dans la « série française » comme un « 1789 des classes moyennes ». C'est à partir de ce « tournant des années 70 » que se manifeste en France, parallèlement à la GRCP mais sur le mode de la « farce », une grande révolution culturelle réactionnaire et petite-bourgeoise, celle des « nouvelles couches moyennes », promues à l'hégémonie idéologique « soutenable », par le développement localisé des forces productives.

Se construit alors une hégémonie culturelle et sociale « à bas bruit » distinguée et promue par la bourgeoisie dirigeante mais produite pour et par la classe moyenne elle-même (et désormais ses « influenceurs » et influenceuses... puisqu'il n'y plus à proprement parler d'intellectuels, ni a fortiori d'intellectuels « engagés ») pour préserver ses intérêts concrets. De la « bande des 4 » à Deng et Xi, la GRCP a connu son Thermidor et son 18 brumaire « prolétariens ». Tandis que « chez nous », on observait une succession de transformations sociales et culturelles « anti-totalitaires », portées par la « guerre froide », la mondialisation et d'abord le basculement du mode de production vers une nécessaire décroissance « délocalisée »

pour « accompagner » le chômage de masse et contrecarrer la forme (notamment inflationniste) prise par la baisse tendancielle du taux de profit, au monde nouveau de la « société de consommation ». Progressivement le rapport de force déterminant le développement des forces productives s'est lui-même réglé sur cette nouvelle « séparation » mondialisée des individus d'avec ce qu'ils font, et singulièrement ce qu'ils produisent. Et ce d'autant plus commodément que de ce côté-ci du mur (qui pourtant est tombé !), ils ne produisent plus grand chose... Soit qu'ils ne peuvent plus, soit qu'ils ne veulent pas, soit - les plus nombreux - qu'ils « préfèrent ne pas ».

Ainsi, la Chine communiste est censément devenue « l'atelier du monde » capitaliste, ce qui est loin d'avoir été le cas de l'Union Soviétique, à quelque moment que ce soit de son histoire, moins encore le cas de la France de la fin des « 30 glorieuses ». Une France où, sur fond de social-bartelbysme, des soubresauts et des répliques ont « manifesté » (sur un mode très mineur) le dépit croissant de « la créature (petite-bourgeoise) accablée » par les conséquences pour soi de sa médiocratie en soi. Ces manifestations de dépit socialement éprouvé nous ont amenés au stade actuel de la dérélliction généralisée : nuitdeboutisme et gilets jaunes, les deux faces du Janus libéral « libertaire ». Factuellement et malgré que tu en ais (de même que Friot et Cie), il s'agit indéniablement de la poursuite de la lutte de classes. La lutte des classes en période de « dictature du bobotariat », exprimant les inégalités et les injustices que cette nouvelle classe « hégémonique » propage à l'encontre des classes laborieuses (les « essentiels »), avec l'appui occasionnel du « lumpen-bobotariat » (populo-complotiste).

En dépit de la confusion de la période s'y dessine plus distinctement que jamais, la « paradoxale » contradiction de classe moyenne « étendue » : une utopie « sociale-démocrate » qui se veut « transcendante » mais qui « en même temps » refoule sa nature sociale propre (à proprement parler sa médiocrité) faute de pouvoir la nier

positivement. Car, l'inconscience de classe moyenne consiste pour les plus réactionnaires à conchier l'infâme dialectique, pour les plus « orthodoxes » à s'efforcer de tout « naturaliser » pour l'accommoder à leur « résilience » durable et soutenable, et pour la plupart à combiner ces deux « bonnes pratiques ».

Ces mutations spontanées ont naturellement sélectionné l'actuel variant français des répétitions avec différence qui depuis la fin des années 1960 ont animé la contestation petite bourgeoise, comme « soupir de la créature accablée par le malheur » en mal de « l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit ». Même vacuité théorique, même pratique politique indigente et schizophrène...mais soutenable et durablement réitérée, au fil de leurs « rassemblements » reso-cryptiques et désormais « télépartagés », plus que jamais extérieurs à toute activité réelle (sans même parler d'activité de production concrète et socialement utile « à d'autres que soi »). Il en résulte la même vanité sectaire, prétendant s'affranchir d'une force organisée, effective et dominante dans le rapport social de production.

Et pour cause ! Une telle force ne peut être effective qu'à s'efforcer de la renverser elle-même... Nous vivons là in situ notre version nationale, désormais « écolo-citoyenne » de la « juste résolution des contradictions au sein de la classe moyenne ». Faite de nouvelles manifestations bégayées et auto-parodiques de la lutte des places, maintenant qu'il n'y plus de classes mais des couches... à faire converger.

Car, au monde sublunaire d'ici bas, il n'y a plus qu'une classe, la leur, et sa lutte des places s'y joue selon les nouvelles identités (identiques à quoi ?), dûment « identifiées » par leurs genres, croyances, pathos, pages fesse-bouc, « fournisseurs d'accès », races et régimes alimentaires. Il est donc pour le moins prématuré de proposer de « tomber de leur cheval » (comme le préconisait Mao ou comme l'éprouvât Paul), à ces foules sentimentales de « gallo-romains » se

prenant pour des romantiques allemands, dès lors qu'ils et elles en sont encore, pour beaucoup, à essayer de l'enfourcher... les autres parfaitement satisfaits de galoper librement sur les ponts-aux-ânes des « communs » et autres banalités consolantes que leurs sert la progéniture sophistiquée de la génération Foucault-Deleuze-Althusser et Cie. Dans « Que faire » Lénine en décrivant (dès 1902) ce qu'il désignait comme « troisième période » de la social-démocratie, évoquait pour la disqualifier une situation « intellectuelle » finalement analogue :

« Ce n'est point tant de la négation directe des “grands mots” que s'occupaient les héros de cette période, que de leur banalisation : le socialisme scientifique a cessé d'être un corps de doctrine révolutionnaire; il est devenu un mélange confus où l'on ajoutait “à volonté” l'eau claire de n'importe quel nouveau manuel allemand; le mot d'ordre de “lutte de classes” n'incitait pas à une action toujours plus étendue, toujours plus énergique, - il servait d'émollient, «la lutte économique étant indissolublement liée à la lutte politique” ; l'idée de parti n'appelait pas à créer une organisation révolutionnaire de combat, elle justifiait une sorte de “bureaucratisme révolutionnaire” et une tendance puérile à jouer aux formes “démocratiques”.

À l'époque Lénine était lui-même encore tenant de la « social-démocratie » et, dans l'idée sinon dans la lettre, c'est presque mot pour mot le commentaire Marx sur les « socialistes français », dans ses gloses marginales :

« Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la

conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, [...], et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français. »

Aujourd'hui plus que jamais ces nouvelles couches moyennes, « renouvelées » en 1968, « refondées » en 1981, « réactualisées » en 2012, toujours plus désinstruites par des maîtres de plus en plus ignorants, toutes « ensemble » et « en commun », elles expriment comme une douloureuse actualité la maxime de Lénine : Pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire... Et, au vu de ce que nous observons au fil de la « crise pandémique » en cours, rien ne nous permet d'espérer qu'à cet égard... le pire soit derrière nous.

Pour en sortir, pour « liquider » cette période, comme disait Lénine, il ne s'agit donc pas de « faire la nomenclature » de ces « nouvelles couches sociales » comme se le proposait candidement Clouscard (en sociologue sincèrement désespéré par la tournure du phénomène qu'il observait). Il y a belle lurette que cette nomenclature est faite et documentée.

Mais, s'il s'agit de les conduire vers quelque chose de politiquement et socialement utile, ce serait plutôt, à titre propédeutique, de les inciter et les préparer à un « examen de conscience »... de classe.

On se passera de l'acte de contrition, pour peu que la prise de conscience soit sincère et authentique, car alors, peut-être, ils sauront « quoi faire ».

Sur mes « deux positions idéologiques essentielles ».

Je ne sais pas si « l'importance [que j'attribue] aux courants philosophiques petits-bourgeois, lesquels ont toujours existé et toujours dominé l'Université française », relève chez moi de l'obsession. Mais il me semble difficile de contester que c'est, depuis 50 ans que je l'observe, un caractère distinctif majeur, voire « massif », de la sociologie française, permettant de produire historiquement et idéologiquement le « concept » de cette nouvelle bourgeoisie qu'il s'agit bien de combattre, après Marx, Lénine et Mao...

Je présume que ce que tu m'objectes ici c'est de ne pas en distinguer d'autre (de courant)... parmi la corporation universitaire « actuelle », celle des « travailleurs intellectuels » dans sa plus large acception (organique, spécifique et autres déclinaisons du « travailleur collectif » bien intégré), et cela depuis déjà un bon moment.

J'attends donc, pour m'amender sur ce point, que tu m'en fasses découvrir... d'autres.

Quant à mon « marxisme hégélianisé et totalement congelé », j'ai un peu de réticence à m'y reconnaître et, pour justifier cette perplexité, je te communiquerai très prochainement le petit mémo sur « la critique par Marx de la philosophie spéculative de Hegel » que m'ont demandé mes petits camarades, et dont la rédaction a été retardée par les circonstances « de crise » successives puis ces « gloses marginales » sur le CME, prolongées par tes improvisations... Cependant, je me console facilement... si ça fait de moi à tes yeux « un remarquable admirateur et militant de la deuxième étape du communisme, en gros la léniniste », quand bien même je déplore que ça m'interdise encore « l'entrée dans la troisième étape », fut-elle « la maoïste ». Une étape « maoïste » qu'il est vrai je répugne plus que jamais à franchir, en dépit de tout ce qui précède au fil de cette réponse, au risque de rester confiné dans le « séduisant Musée conservateur de mon étape marxiste-léniniste dépassée ».

Par moment (je te le confesse comme à un psy que je n'ai jamais eu), il me prend en effet de rêver la librairie comme le « Musée d'Arts Anciens » où je me rendrais, tel le Reger de Thomas Bernhard, tous les jours « sauf le dimanche et le lundi » m'installant dans la salle Bordone, sur la banquette en face de « L'homme à la barbe blanche » du Tintoret (décliné en détournement de Macron en mari bricoleur) pour déverser des sarcasmes défoulatoires sur les bouses coquettes des grands ruminants teutoniques de la pensée petite-bourgeoises et leurs adeptes névrosés germanopratsins.

Mais je me réveille bien vite, dès que la librairie s'anime, pour m'apercevoir que je ne suis pas en train de vitupérer vainement, avec pour seul témoin le silencieux gardien de musée. En réalité je suis bien dans ma sinécure de quartier, et je réponds réellement à de jeunes (et moins jeunes) camarades venus s'enquérir auprès de leur libraire de « quoi lire ? », apprendre, connaître pour découvrir... Marx, Hegel, Descartes, etc... la Philosophie, l'Histoire, en vue d'acculturer une connaissance « VRAIE » pour tous et toutes, toujours, partout, mais surtout ici et maintenant. Connaissance et transmission comme sources privilégiées de l'émancipation individuelle dont ils sont redevables en tant que sujets se voulant libres et autonomes, dans un monde « mondialisé » et une société qui depuis un bon moment promet inversement la soumission et l'hétéronomie.

Toutes et tous sont arrivés là pour échapper à une posture sociale servile mais commode et massivement valorisée. Une imposture consubstantielle à l'ignorance nombriliste « soutenable » et à la résilience « qui va bien » avec cette carrière sociale à laquelle on les promet. Un « habitus » stratifié, fait de « nouvelles pratiques » actées par le truchement de masturbettes, des smart-prothèses à lire, écrire, penser, parler, éprouver, échanger, partager, etc. et des réseaux qui s'y répandent sur le mode de la « com »... virale.

Si je devais trouver une « cause objet » identifiant le tropisme propre à ces visiteurs du musée communiste du marxisme léniniste, j'inclinerais à penser que toutes et tous s'accordent sur le fait que la vie réelle et rationnelle est d'abord sociale et donc économique. C'est un agir qui produit et détermine un « être là » et non pas l'inverse. C'est pourquoi, je leur propose une acculturation raisonnée de Marx et de Descartes (via Hegel), car ces deux-là, au moins nous délivrent d'utiles et complémentaires « manuels » d'un savoir vivre comme savoir faire.

Tu es donc bien aimable de me créditer (flatteusement) d'un savoir faire organisationnel, mais je n'ai jamais eu la vanité de prétendre proposer un « centre "neuf" de la politique communiste ». Pas même aux visiteurs de mon « Musée conservateur de l'étape marxiste-léniniste dépassée ». Moins encore d'y attirer le chaland par quelque séduction que ce soit. Et tu me connais assez pour admettre que beaucoup imagineraient plutôt voir au frontispice de ce Musée le « *Lasciate ogni speranza, voi ch'entrate* » de l'Enfer de Dante...

Car, je juge que ça n'est pas à de futures Bovary ou de nouveaux Rubempré, moins encore à tous nos Bouvard et Pécuchet réseautiques que nous avons à proposer (du moins à la boutique du Musée) de quoi les satisfaire. Nous n'avons rien en magasin qui « leur parle » ou oriente leur « recherche de sens » et pas de quoi combler leur attente (sans parler de leur « désir » !) de « réenchantement résilient », durable et soutenable.

Toute ma gratitude dialectique et mon amitié en retour.
Dominique

Tous révisionnistes mais pas tous réformistes ? (travailleurs coopératifs vs travailleurs collectifs)

Extrait des Instructions de Marx
pour les délégués du Conseil central provisoire de l'A. I. T.
sur les différentes questions à débattre au Congrès de Genève
(3-8 septembre 1866)¹²⁷

Travail coopératif

L'œuvre de l'Association internationale des travailleurs est de généraliser et d'unifier les mouvements spontanés de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinaire quel qu'il soit. Par conséquent, le Congrès ne doit pas proclamer un système spécial de coopération, mais doit se limiter à l'énoncé de quelques principes généraux.

Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de l'actuelle société, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le régime républicain et fécond de l'association de producteurs libres et égaux.

Mais le système coopératif, restreint aux formes minuscules, issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut des changements sociaux généraux, changements dans les conditions générales

¹²⁷ <https://www.marxists.org/francais/marx/works/oo/parti/kmpc054.htm>

de la société qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société - le pouvoir d'État arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes¹²⁸.

Nous recommandons aux ouvriers d'encourager la coopérative de production plutôt que la coopérative de consommation, celle-ci touchant seulement la surface du système économique actuel, l'autre l'attaquant dans sa base.

Nous recommandons à toutes les sociétés coopératives de consacrer une partie de leurs fonds à la propagande de leurs principes, de prendre l'initiative de nouvelles coopératives de production et de faire cette propagande aussi bien par la parole que par la presse.

Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans des sociétés ordinaires de type bourgeois (sociétés par actions), tout ouvrier employé, qu'il soit associé ou non, doit recevoir le même salaire.

Comme compromis purement temporaire, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux sociétaires qui détiennent des actions.

128 Note de Marx : Au centre de la transformation économique du mode de production actuel en mode de production communiste, fondé sur le travail associé des libres producteurs, il y a la question fondamentale de l'État politique qu'il faut briser et remplacer provisoirement par un autre jusqu'à ce que les superstructures politiques bourgeoises d'oppression aient été définitivement balayées dans le monde. La même exigence se pose pour les soviets, conseils de fabrique ou comités d'autogestion, qui ne peuvent transformer véritablement l'économie qu'après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

De quoi le programme commun fut-il le nom ?

Minutes du débat du 10 avril 1973

Intervention de Georges « Champignac » Marchais

★ Année 1973. — N° 17 A. N.

Le Numéro : 0,50 F

Mercredi 11 Avril 1973 ★

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTREMER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9062-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue DESAIX, 75732 Paris CEDEX 15 — Tél. : 306-54-00
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1972-1973

COMPTE RENDU INTEGRAL — 4^e SEANCE

Séance du Mardi 10 Avril 1973.

SOMMAIRE

1. — Requetes en contestation d'opérations électorales (p. 761).
2. — Politique générale. — Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration (p. 761).
MM. Messmer, Premier ministre; Mitterrand, Chandon, Marchais.
3. — Dépôt de propositions de loi organique (p. 774).
4. — Ordre du jour (p. 774).

PRESIDENCE DE M. EDGAR FAURE

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

REQUÊTES EN CONTESTATION D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES

M. le président. En application de l'article L. O. 181 du code électoral, j'ai reçu du Conseil constitutionnel communication d'une nouvelle série de requêtes en contestation d'opérations électorales.

Conformément à l'article 3 du règlement, ces communications sont affichées et seront publiées à la suite du compte rendu intégral de la présente séance.

★ (14)

— 2 —

POLITIQUE GÉNÉRALE

Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration.

M. le président. L'ordre du jour appelle une déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa 1, de la Constitution, et le débat sur cette déclaration.

La parole est à M. le Premier ministre. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et de l'union centriste.)

M. Pierre Messmer, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs, le Gouvernement que je présente aujourd'hui devant l'Assemblée nationale réunit autour de moi vingt et un ministres, dont huit n'appartenaient pas au précédent gouvernement et dont deux ne sont pas issus du Parlement. La liste des secrétaires d'Etat montrera, pour les deux tiers, une composition nouvelle.

Le changement auquel beaucoup de Français aspirent, c'est la majorité d'hier qui l'a entrepris. Jamais, depuis la Révolution de 1789, la France n'avait autant changé que durant les quinze premières années de la V^e République. (Murmures sur les bancs des communistes, des socialistes et des radicaux de gauche.) La majorité actuelle a été mandatée par le plus grand nombre des Français et des Français pour poursuivre et amplifier, avec tous ceux qui voudront l'associer à elle, le grand mouvement de réformes entrepris dans l'ordre et dans la continuité.

20

Nous demanderons aussi la démocratisation de l'information télévisée, l'instauration de la représentation proportionnelle pour toutes les élections, l'abrogation des lois répressives sur l'avortement.

Nous appellerons les larges masses populaires à soutenir ces propositions, comme celles que nous déposerons en commun avec les autres formations de gauche, car nous savons bien que, seule, leur action peut vous arracher la satisfaction de ces revendications urgentes. Loin de craindre que les bruits de la vie pénètrent dans cet hémicycle, nous nous ferons l'écho, à cette tribune et dans les commissions, du bouillonnement d'idées qui agite le pays, de tous les combats que conduit notre peuple.

Dans le pays, nous entendons nous placer à la tête des luttes, des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, pour la défense de leurs droits économiques et sociaux, contre votre politique au service des puissances d'argent.

Nous sommes et nous serons avec les ouvriers qui en ont assez d'être traités comme des appendices de la machine et qui se battent pour de meilleures conditions de travail, avec les ingénieurs et les cadres qui ne veulent pas être des pions sur l'échiquier du profit patronal, avec les travailleurs immigrés qui luttent pour la reconnaissance de leur dignité d'hommes et de travailleurs.

Nous sommes et nous serons avec les paysans qui réclament une plus juste rémunération de leur production, les moyens de moderniser leur exploitation et l'équipement de leurs villages.

Nous sommes et nous serons avec les jeunes travailleurs, les étudiants, les lycéens, ainsi qu'avec tous ceux qui veulent un cadre de vie plus humain.

Rien de ce qui les touche ne nous est étranger.

Nous sommes et nous serons à leurs côtés pour les aider à faire triompher toutes ces revendications qui figurent dans le programme commun de la gauche, à lutter et à gagner en commun, dans l'union.

Vous essayez, une fois de plus, de faire croire que vous allez faire du nouveau.

Mais vous rafistolez et vous êtes incapables de sortir le pays de la crise où il se trouve plongé. En effet, il s'agit non d'une crise de conjoncture, mais d'une crise profonde, globale, les structures économiques et sociales de la France de 1973 ne correspondant plus aux exigences du progrès économique, social et humain.

Vous avez dit, pendant la bataille électorale, pour faire peur aux Français, qu'il s'agissait aujourd'hui d'un choix de société.

C'est vrai, et nous ne l'avons jamais caché.

Il y a votre société, avec ses privilèges pour une infime minorité de gros possédants et son cortège de misères, d'injustices, de brimades pour le plus grand nombre...

M. Gabriel de Poulpique. Comme en Union soviétique ?

M. Georges Marchais.... et il y a la société de progrès, de justice et de liberté dont le programme commun de la gauche dessine les grands traits. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche. — Protestations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

Plusieurs députés de l'union des démocrates pour la République.

Et Prague ?

M. Georges Marchais. Déjà, onze millions de Françaises et de Français l'ont compris et se sont prononcés pour ce programme commun. De nombreux autres Français — nous

en sommes persuadés — en viendront aussi à faire ce choix sur la base de leur expérience.

La campagne délirante- que vous avez menée contre le programme commun et contre notre parti les en a pour un temps retenus, mais c'est parce que vous avez falsifié, calomnié, défiguré le visage de la société que nous proposons. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.)

Vous avez dit : « Avec la gauche, ce sera la collectivisation intégrale et l'expropriation générale. »

C'est faux.

M. Jean-Paul Palewski. C'est vrai !

M. Georges Marchais. C'est vous qui avez exproprié 700.000 exploitations agricoles en quinze ans. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche. = Protestations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

C'est vous qui avez exproprié des dizaines de milliers de commerçants et d'artisans,, d'innombrables petits propriétaires sacrifiés à la spéculation immobilière. (Mêmes mouvements.)

M. Hector Rolland. Vous êtes mal placé pour dire cela !

M. Xavier Hunault. Et l'Europe, qu'en faites-vous ?

M. Hector Rolland. Et où sont les agriculteurs et les commerçants dans votre système ? Il n'y a plus de place pour eux. Ce n'est pas sérieux !

M. le président. Je Vous en prie, mes chers collègues, laissez parler l'orateur qui, seul, a la parole. Monsieur Marchais, poursuivez.

M. Georges Marchais. Nous, nous voulons nationaliser une poignée de grandes sociétés bancaires et industrielles, dont les entreprises sont déjà largement financées par les

fonds publics. Nous protégerons ainsi les intérêts légitimes de toutes les autres, dont l'activité est indispensable, même dans une France socialiste, à la vie d'un pays comme le nôtre.

Vous avez dit : « Avec la gauche, l'État se mêlera de tout, accaparera tout, régentera tout. »

C'est faux ! C'est vous qui faites peser sur le pays la tutelle d'un État bureaucratique et paperassier qui intervient partout sans tenir compte de l'opinion des citoyens. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.)

C'est vous qui rognez sans cesse les prérogatives des collectivités locales et des corps intermédiaires. Nous, nous voulons que, dans l'entreprise, les travailleurs participent. avec des pouvoirs réels, aux décisions qui concernent leur activité.

M. Bertrand Flornoy. Ils font la grève !

M. Georges Marchais. Nous voulons une véritable autonomie de gestion pour les entreprises nationales. Nous voulons des assemblées communales, départementales, régionales dotées de pouvoirs et de moyens réels. Non seulement, nous préserverons les libertés et les droits collectifs et individuels, mais nous les étendrons et nous créerons des conditions nécessaires à leur exercice effectif par tous, y compris par l'opposition.

Nous voulons donner à chacun la possibilité de choisir son destin, son métier, son mode de vie, ses loisirs.

Vous avez dit : Avec la gauche, ce sera la faillite économique et la pénurie ». (Exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

C'est faux ! C'est vous qui exposez notre pays aux coups de la crise monétaire du système capitaliste, qui provoquez le gâchis d'immenses ressources...

M. Gabriel de Poulpiquet. Soyez sérieux !

M. Georges Marchais....la destruction périodique de produits de consommation, la stérilisation du potentiel intellectuel.

(Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche. — Exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

M. Bertrand Flornoy. Il est superbe.

M. Georges Marchais. On ne peut pas en dire autant de vous.

M. le président. Monsieur Flornoy, vous n'avez pas la parole.

M. Georges Marchais. C'est vous qui maintenez à un niveau notoirement insuffisant le pouvoir d'achat et qui réduisez des millions de gens à la misère et à la sous-consommation.

Nous, nous voulons accroître l'efficacité économique, permettre le plein emploi des ressources nationales humaines et matérielles, améliorer sans cesse le bien-être de tous et donner à ceux qui produisent le bénéfice de leurs efforts.

M. Eugène Claudius-Petit. Ça, c'est la meilleure !

M. Georges Marchais. Vous avez dit : « La gauche fera ici ce qui se fait à l'Est. » C'est faux ! (Rires et exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

D'abord, vous caricaturez grossièrement la réalité des pays socialistes (Exclamations sur les mêmes bancs. — Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.) parce que vous craignez qu'à mieux les connaître les Français cessent d'y voir un épouvantail.

Ensuite — nous l'avons dit — il n'y a pas pour nous de modèle du socialisme. La société socialiste prendra ses racines dans le sol français ; elle sera modelée par les conditions et les traditions françaises ; elle sera la création du peuple français lui-même. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes et radicaux de gauche.)

C'est une politique nouvelle, inédite, oui ! Pour cette raison toute simple que la France ne ressemble à aucun autre pays et aussi que les problèmes d'aujourd'hui appellent une réponse d'aujourd'hui.

Voilà la politique, la vraie politique que définit le programme commun et que notre parti entend faire triompher.

Marx et Engels

(extrait de l'idéologie allemande)

Sur l'individu et le communisme.

Les individus sont toujours et en toutes circonstances "partis d'eux-mêmes", mais ils n'étaient pas uniques au sens qu'ils ne pouvaient se passer d'avoir des relations entre eux ; au contraire, leurs besoins, leur nature par conséquent, et la manière de les satisfaire les rendaient dépendants les uns des autres (rapport des sexes, échanges, division du travail) : aussi était-il inévitable que des rapports s'établissent entre eux. En outre, ils entraient en rapport, non comme de purs Moi, mais comme individus arrivés à un stade déterminé du développement de leurs forces productives et de leurs besoins, et ce commerce déterminait à son tour la production et les besoins ; aussi était-ce précisément le comportement personnel des individus, dans leur comportement réciproque en tant qu'individus, qui créa les rapports stables existants et continue tous les jours de les créer. Ils entraient en relation les uns avec les autres, étant ce qu'ils étaient, ils parlaient "d'eux-mêmes", comme ils étaient, indépendamment de leur "conception de vie".

Cette "conception de vie" et même la conception aberrante qui est celle des philosophes ne pouvaient évidemment être déterminées que par leur vie réelle, dans tous les cas. Il s'avère, il est vrai, que le développement d'un individu est conditionné par le développement de tous les autres, avec qui il se trouve en relation directe ou indirecte ; de même, les différentes générations d'individus, entre lesquelles des rapports se sont établis, ont ceci de commun que les générations

postérieures sont conditionnées dans leur existence physique par celles qui les ont précédées, reçoivent d'elles les forces productives que celles-ci ont accumulées et leurs formes d'échanges, ce qui conditionne la structure des rapports qui s'établissent entre les générations actuelles. Bref, il apparaît que c'est une évolution qui a lieu ; l'histoire d'un individu pris à part ne peut en aucun cas être isolée de l'histoire des individus qui l'ont précédé ou sont ses contemporains : son histoire est au contraire déterminée par la leur.

Ce renversement du comportement individuel en son contraire, un comportement purement objectif, la distinction que les individus font eux-mêmes entre individualité et contingence, tout ceci est, comme nous l'avons démontré, un processus historique qui prend des formes différentes aux différents stades de l'évolution, des formes toujours plus accusées et plus universelles. A l'époque actuelle, la domination des individus par les conditions objectives, l'écrasement de l'individualité par la contingence, ont pris des formes extrêmement accusées et tout à fait universelles, ce qui a placé les individus existants devant une tâche bien précise : remplacer la domination des conditions données et de la contingence sur les individus par la domination des individus sur la contingence et les conditions existantes. L'exigence de l'époque n'est pas, comme l'imagine Sancho, que " Je Me développe ", chose que chaque individu a faite jusqu'à maintenant sans attendre le bon conseil de Sancho, mais notre époque nous impose de nous libérer d'un mode de développement bien précis. Cette tâche prescrite par la situation actuelle coïncide avec celle qui consiste à donner à la société une organisation communiste.

Nous avons montré également que l'abolition de la division du travail est elle-même conditionnée par un développement des échanges et des forces productives qui doivent par-

venir à une telle universalité que la propriété privée et la division du travail deviennent pour eux une entrave.

Nous avons montré en outre que la propriété privée ne peut être abolie qu'à la condition que se soit réalisé un développement complet des individus ; ceux-ci se trouveront en effet en présence de forces productives et de formes d'échanges de caractère multiforme et seuls des individus dont le développement sera complet pourront se les assimiler, c'est-à-dire en faire l'activité libre de leur existence.

Nous avons montré que les individus de l'époque actuelle sont contraints d'abolir la propriété privée parce que les formes productives et les formes d'échanges ont atteint un tel niveau de développement qu'elles sont devenues, sous le règne de la propriété privée, des forces destructrices et parce que les antagonismes de classes ont atteint leur limite extrême.

Enfin, nous avons montré que l'abolition de la propriété privée et de la division du travail constitue en elle-même cette réunion des individus sur la base des forces productives actuelles et des échanges à l'échelle mondiale.

Au sein de la société communiste, la seule où le développement original et libre des individus n'est pas une phrase creuse, ce développement est conditionné précisément par l'interdépendance des individus, interdépendance constituée pour une part par les prémisses économiques, pour une part par la solidarité indispensable du libre développement de tous, et enfin par la forme universelle de l'activité des individus sur la base des forces productives existantes. Il s'agit donc ici d'individus parvenus à un niveau déterminé de développement historique, et en aucun cas d'individus imaginés arbitrairement, pris au hasard en ayant fait aussi abstraction de l'indispensable révolution communiste qui est elle-même une condition commune de leur libre développement.

La conscience que les individus auront de leurs relations réciproques aura, elle aussi, un caractère tout différent et donc sera aussi éloignée du " principe d'amour " que du dévouement ou de l'égoïsme.

L'intérêt individuel

Précisément parce que les individus défendent uniquement leur intérêt particulier, qui, à leurs yeux, ne coïncide pas avec leur intérêt commun – ce dernier est présenté comme un intérêt " général ", qui leur est " étranger ", qui est " indépendant " d'eux, et qui est lui-même un intérêt " général ", particulier et original ; ou bien ils doivent eux-mêmes évoluer dans cette dualité, comme c'est le cas dans la démocratie. D'un autre côté, la lutte pratique de ces intérêts particuliers en permanence opposés aux intérêts communs, réels ou illusoire, rend nécessaire intervention et refrènement pratique par l'intérêt " général " illusoire sous forme d'Etat.

Et enfin – la division du travail nous en offre tout de suite le premier exemple – l'action propre de l'homme devient pour l'homme une puissance étrangère, opposée, qui l'asservit, au lieu que ce soit lui qui la maîtrise, tant que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc tant que subsiste la scission entre intérêt particulier et intérêt commun, et que l'activité n'est pas divisée volontairement mais du fait de la nature. Dès l'instant où l'on commence à répartir le travail, chacun a une sphère d'activité déterminée et exclusive qu'on lui impose et dont il ne peut s'évader ; il est chasseur, pêcheur, berger ou " critique critique ", et il doit le rester sous peine de perdre les moyens de subsistance – alors que dans la société communiste, où chacun, au lieu d'avoir une sphère d'activités exclusive, peut se former dans la

branche qui lui plaît ; c'est la société qui dirige la production générale qui me permet ainsi de faire aujourd'hui ceci, demain cela, de chasser le matin, d'aller à la pêche l'après-midi, de faire l'élevage le soir et de critiquer après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette consolidation de notre propre produit en une puissance matérielle qui nous domine, qui échappe à notre contrôle, qui contrarie nos espoirs et qui détruit nos calculs, est l'un des moments principaux du développement historique passé.

La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée résultant de la coopération imposée aux divers individus – dont la coopération n'est pas volontaire mais naturelle – non pas comme leur propre puissance conjuguée, mais comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux dont ils ne connaissent ni la provenance ni la destination, si bien qu'ils n'arrivent plus à la dominer. Au contraire, cette puissance traverse une série de phases et de stades particuliers, série indépendante de la volonté et de la marche des hommes au point qu'elle dirige cette volonté et cette marche.

Naturellement, cette aliénation, pour rester intelligible à nos philosophes, ne peut être surmontée qu'à double condition pratique. Pour qu'elle devienne une puissance " insupportable ", c'est à dire une puissance contre laquelle on se révolte, il faut qu'elle ait engendré des masses d'hommes dénuées de tout. Il faut, en même temps, que cette humanité vive en conflit avec un monde existant de richesse et de culture, ce qui suppose un accroissement considérable de la force productive, un haut degré de son développement. D'un autre côté, ce développement des forces productives (qui implique que l'existence empirique se passe au niveau de l'histoire universelle au lieu de se passer au niveau de la vie sociale) est une condition pratique absolument nécessaire

recommencerait et on retomberait fatalement dans la vieille pourriture. En effet, c'est grâce à ce seul développement universel des forces productives que peut s'établir un commerce universel entre les hommes engendrant ainsi le phénomène de la masse " sans propriété " simultanément chez tous les peuples (concurrence généralisée) et faisant dépendre chaque peuple des bouleversements qui se produisent chez les autres.

Ce développement a remplacé les individus vivant au niveau local par des individus concrets, universels, vivant au niveau de l'histoire universelle.

Sans cela

1° le communisme ne pourrait avoir qu'une existence locale ;

2° les puissances de l'échange n'auraient pu devenir des puissances universelles, donc insupportables, elles seraient restées les " circonstances " de la superstition locale,

et 3° toute extension du commerce supprimerait le communisme local. Le communisme n'est concrètement possible que comme l'acte accompli " d'un seul coup " et simultanément par les peuples dominants, ce qui suppose le développement universel des forces productives et du commerce mondial qui se rattache au communisme.

Pour cela, le communisme n'est pas pour nous un état de choses à créer, ni un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui dépasse l'état actuel des choses.

Les conditions de ce mouvement
<~~doivent être appréciées en tenant compte de la réalité
matérielle~~>
résultent des prémisses actuelles.

Karl Marx et Friedrich Engels, L'idéologie allemande

1845-1846 (première édition en 1926) : " Sur l'individu et le communisme " Editions sociales, 1982, Traduction sous la direction de Gilbert Badia, p. 190/193 ; " L'intérêt individuel " Paris : Nathan, 1989, collection " Les intégrales de philo ", Traduction de Hans Hildebrand, p.56/58

Table des matières

Avant-Propos Premier commentaire de l'article de Jean-Claude Delaunay.....	5
1 Jean-Claude Delaunay.....	8
Le débat.....	9
Première objection de J-C.D. :.....	12
Accumulez, suraccumulez, il en restera toujours quelque chose...	20
Économie et Politique.....	26
« Read the fucking manual ! » (« Lisez le foutu manuel »).....	26
L'idéologie appliquée (à la lutte des classes).....	31
De quoi le révisionnisme fut-il le nom ? (la lecture « symptomale » et ses analphabètes rebelles).....	36
L'accumulation comme contradiction.....	42
Les Panurges du CME.....	48
La (sur)vie du capitalisme dans les marmites... du futur.....	53
Donc... Lénine.....	58
Fin de l'histoire... faute de sujet Le dépérissement de l'État.....	65
Aliénation, autonomie et hétéronomie de l'État.....	75
« La Cina e vicina » (La critique dualiste de l'économie politique par Marx).....	83
Questions de point de vue (marxiste).....	96
« Au-delà du principe de plaisir ».....	104
Les chevaliers teutoniques de la Socialisation. (sous les sombres futaies et parmi les sangliers farouches, sortis des forêts teutonnes pour folâtrer au quartier latin).....	109
Socialisation des charges - Libération des produits.....	117
Par ici la monnaie... (circulez, y'a rien à avoir).....	120
Le Socialisme, comme stade suprême du Capitalisme (<i>réconciliation, interpénétration et entrelacement</i>).....	126

2 Alain Badiou.....	133
Le réel et rationnel (<i>Timeo danaos et dona ferentes</i>).....	137
LE PARASITISME ET LA PUTRÉFACTION DU CAPITALISME.....	143
<i>Quelles seraient les conditions de possibilité pour qu'une telle chose [que le CME] ait un sens dans la perspective de la critique de l'économie politique par Marx ?</i>	146
Démocratie « avancée ».....	151
La lettre volée de Michel Clouscard (au clergé stalinien orthodoxe)	155
Aux trois sources du révisionnisme « <i>prodromes d'une pensée radicale reconstituée</i> ».....	165
Le CME as « A tale. Told by an idiot, full of sound and fury, Signifying nothing ».....	174
Les spectateurs émancipés et leur déstalinisation compétitive... ..	189
Conclusion (de Lénine).....	197
Annexes.....	200
Réponses à la réponse d'Alain Badiou.....	201
Tous révisionnistes mais pas tous réformistes ? (travailleurs coopératifs vs travailleurs collectifs).....	230
De quoi le programme commun fut-il le nom ? Minutes du débat du 10 avril 1973.....	232
Marx et Engels (extrait de l'idéologie allemande).....	239

